LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION : 32 pages de programmes et de commentaires

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - № 13025 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 14-LUNDI 15 DÉCEMBRE 1986

La Pologne en gris cendre

The second second

1.00 2.00

the control of the

- 120 mm = 1

11 TO 1 THE PART OF THE PART

THE RESERVE AND PROPERTY.

the second second section in the second A STATE OF THE STA

green on the

4, 3, 4,5 (45)

WATER THE STREET STREET

the south of the first of the second

Albert Comment of a party

the second of the second of

en Physic franc

and the same

Art and the

The second secon

Cinq and sprès, i homme qui décréta un très étrange « état de guerre » contre la majorité de ses concitoyens est toujours au pouvoir en Pologne, et de son point de vue, il e gagné la partie. Pour célébrer cet « anniversaire », Solidarité n'a appelé à aucune manifestation, tandie que, pour la première fols, le général Jaruzeisti s'ofire le luxe — et l'habileté — de ne plus décenir de prin leté — de ne plus détenir de pri-sonniers politiques.

Ce 13 décembre est donc presque un jour ordinaire. Au point qu'on risquerait d'oublier ce qu'avait d'extraordinaire l'opération lancée, il y « cinq ans, en pleine nuit, à grand renfort de policiers et de soldats : arrestations par milliers, communications coupées, déplacements interdits, chars qui paradent dans la rue avant de forcer les grilles des usines, « journa-listes » de la télévision soudain déguisés en soldats... et un général Jaruzelski plus militaire que jamais, au point d'en « oublier » son titre de chef d'un' parti qui attend dans la coulisse que l'affaire soit réglée avant de que l'affaire son region avant le puis-

Cette invraisemblable mise en scène était destinée à faire peur. mais la mascarade ne tarde pas à tourner au tragique quand les a forces de l'ordre » attaquerent e forces de l'ordre a attequérent et tuèrent les mineurs qui défen-daient heurs mines, et lours rêvei. Briséer de grêve, briseur-de rêve, tel apparet slors ce général qui précendêt selver son pays, ou du moins son régime, convenient que si luimême n'agistan pas d'autres, plus dans que tul s'en charge

Doit-on croire ? Cinq années ne suffisent pas au jugement de l'histoire. Ce qui est certain, c'est que le paysage polonais des années 1980 et 1981 était agité, certes, mais plein d'espoirs et de couleurs. Après la 13 décembre, on est passé d'un seul coup au noir et blanc, à l'affrontement de deux adversaires, dont l'un seulement avait des armes et était prêt à s'en servir. Aujourd'hui, c'est à nouveau le gris qui domine.

Le pays, pour autent, n'est ni « normalisé » ni même « normai », et la Pologne reste ce qu'elle « toujours été au cours de son histoire : un cas. Nulle part ailleurs dans le monde communiste, l'opposition, sussi affaiblie qu'elle puisse paraître, n'existe à cette échelle ; nulle part, l'Eglise ne pèse d'un poids aussi important ; nulle part, le pouvoir n'est aussi peu totalitaire – simplement perce qu'il ne peut pes

Mais nulle pert sens doute autent de chances n'ont été gâchées. Après avoir eu le sentiment d'ácrire librement leur propre histoire, avec tous les risques afférents, les Polonais sont à présent priés, au grand soulagement de beaucoup, et pas seulement dans le camp soviétique, de « rester à leur place », celle d'une nation soumise, et de se débrouiller comme its peavent avec une situation sconomique qui les place à l'arrière ban de l'Europe.

Le général Jaruzelski se voulait l'homme du renouvesu. Il d'est pes tout à fait celui de la restauration mais celui de la rési-

Les Polonsis ont dans la houche un goût de cendre. Mais besuccup, y compris dans les ranga du pouvoir, ont aussi dans la tête le certitude que cela ne pourra pas durar toujours, que le olcan se rallumera. Ses coulées de lave n'ont-elles pas emporté une à une toutes les équipes au pouvoir en Pologne depuis la

Nouveau différend agricole entre la CEE et les Etats-Unis

Des négociations commerciales CEE-Etats-Unis ont commencé le samedi 13 décembre à Bruxelles. Dans la foulée, reprennent les pourparlers entre les ministres de l'agriculture des Douze sur la réduction de la production de lait et la baisse du prix de la viande. Les perspectives sont sombres pour les agriculteurs européens, et notamment pour les paysans français.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant :

Quelles quantités de mais les Etats-Unia pourront-ils exporter vers la Communauté européenne à des conditions préférentielles à partir du le janvier 1987? Washington réclame entre 4 et 5 millions de tounes par an La Communanté propose autour d'un million de tounes. Elle n'est en cutre disposée à faire cette concession que pour une durée. cette concession que pour une durée limitée de quatre ans.

Cette négociation, dite 24/6 (parce qu'elle est menée en application de l'article 24, paragraphe 6, du GATT, l'accord qui réglemente le commerce international) a pour objet de compenser les éventuels préjudices commerciaux subis par les Etats-Unis du fait de l'élargissement de le CER à l'Espace et en ment de la CEE à l'Espagne et an

Les Américains font valoir que l'application de la politique agricole commané à ces deux pays se traduit par une basse sensible de leurs

exportations agricoles, baisse qu'il convient de corriger. En juin dernier, pour éviter l'engrenage des représailles et contre-représailles, les Donze s'étaient résignés à la conclusion d'un « accord intérimaire » au terme duquel les Etats-Unis pourraient livrer à la Communauté 234000 tonnes de mais et de sorgho per mois pendant six mois à prélèvemeots réduits, soit un total da 1,4 million de tonnes, dont il était entendu que l'on déduirait les impor-

particulier de gluten de mais. Les producteurs de mais français. principales victimes de l'opération, avaient protesté avec vigueur contre cette entorse à la préférence com-munautaire. A entendre M. Marcel Cazelé, leur président, leurs craintes sont loin d'être apaisées. C'est que, en effet, les deux parties examinent maintenant quelle suite donner à l'accord intérimaire.

tations en Espagne de produits de substitution de céréales (PSC), en

PHILIPPE LEMAITHE. (Lire la suite page 13.)

Les paysans français en première ligne | Malgré un bon indice des prix cette année

Difficile mise au point du budget de 1988

Devant un horizon économique qui tarde à se dégager, le gouvernement tente de planifier l'avenir à moyen terme. Réunis en conseil de cabinet autour de M. Jacques Chirac à l'Hôtel Matignon, les ministres ont, le vendredi 12 décembre, commencé à mettre au point le budget de 1988, qui doit impérativement comporter une quarantaine de milliards de francs d'économie.



Les baisses d'impôts prévues au budget de 1987 et celles qui pour-raient suivre en 1988 auront pour résultat d'alléger les charges des entreprises, mais aussi celles des ménages. Compte tenu du fort ralentissement de l'inflation (+ 0,1 % seulement en novembre), il risque d'en résulter des

gents importants de pouvoir

d'achat, qui auront pour effet de maintenir la demande intérieure. Or une trop forte poussée de la demande des ménages risque d'avoir des effets négatifs sur la balance commerciale de la

(Lire nos informations pages 13 et 16.)

Les émeutes de la faim en Zambie

Le président Kaunda reconnaît avoir subi de sérieux

PAGE 4

Les incendies de Ménilmontant

Les victimes manifestent. PAGE 16

Agences de presse

Les directeurs de journaux apportent leur soutien au président de l'AFP. - Le conseil d'administration de l'Agence centrale de presse accepte l'offre de M. Ian Maxwell.

PAGES 10 et 16

Coupe de l'America

La régate infernale. PAGES 7 et 16

Le sommaire complet se trouve page 16

Le sixième congrès du PC vietnamien

Le carcan du communisme de guerre

le bandi 15 décembre, dans un climat de crise. Le bilan de plus de onze ans de paix qu'il doit dresser frôle, dans bien des domaines, la catastrophe.

BANGKOK . de notre envoyé spécial

Les Vietnamiens rappellent volontiers qu'à l'époque précoloniale le pouvoir de l'empe-reur, « fils du ciel », ne franchissait pas la haie de bambous érigée autour de chaque village justement comme protection contre les abus de l'autorité centrale. L'histoire enseigne également que, au fil des siècles, les Vietnamiens se sont révélés aussi piètres adminis-trateurs que redoutables guerriers. Ces deux locous out eardé toute lour saveur à l'ouverture du sixième congrès du Parti commu-

Depuis plusieurs semaines, le parti a mobilisé toutes ses énergies pour tenter de faire de ce congrès, reporté à plusieurs reprises, l'occasion de ranimer une flamme bien vacillante. En effet, le bilan de plus de onze ans de paix frise la catastrophe : pauvreté, isolement régional, pour-suite de la guerre chez le voisin cambodgien ct, en ce qui concerne l'avenir, peu d'espoir de voir des changements intervenir ranidement

De multiples réunions préparatoires an congrès, on peut en effet tirer plusieurs enseignements. Avec une candeur sans précédent, ies vieux dirigeants du parti ont admis publiquement l'échee, patent il est vrai, de leur gestion économique, en particulier celui des grandes réformes opérées en août 1985 et qui ont démoralisé la population en provoquant, entre autres choses, une flambée des prix. Pour la première fois, Hanoï

Le sixième congrès du Parti a même reconnu - par la voix du communiste vietnamien - le nouveau socrétaire général du PC, deuxième depuis la victoire de M. Truong Chinh - que Moscou 1975 - devait s'ouvrir à Hanoi, avait menacé de remettre en cause le montant d'une aide dont le niveau s'élèverait actuellement selon les Américains, à quelque 5 milliards de dollars par an. Etre, au même titre que Cuba, un avant-poste du monde socialiste ne justific pas forcement toutes les erreurs et les échecs.

> En outre, les dénonciations répétées de la corruption et de l'incompétence semblent indiquer que la grogne a gagné le parti, qui revendique un million huit cent mille membres, et une armée forte de un million de soldats. L'avancement au seul titre du mérite est désormais contesté. Numero cinq du bureau politique du Parti communiste, ministre de la défense et, avant tout, organisateur de la victoire de 1975, le général Van Tien Dung a dû être repêché, car il ne figurait pas, au départ, sur la liste des soixantedouze délégués élus par l'armée au congrès (il est arrivé en soixante-treizième position).

> > JEAN-CLAUDE POMONTI. (Lire la suite page 3.)

La réunion des ministres à Matignon

M. Chirac: nous gérerons ensemble!

M. Jacques Chirac n'aime pas le mot de « pause », qui, c'est vrai, ne lui va pas très bien. Ce qu'il désigne s'est imposé au premier ministre, comme il l'avait lui-même reconnu devant les députés de la majorité, la 9 décembre, en parlant d'« échec » à propos du projet de réforme des universités. Le gouvernement ayant été, en effet, mis en échec, ses partisans - trois jours ont suffi aux responsables et aux élus du RPR et à certains de l'UDF pour a'en rendre compte auprès des militants et des électeurs - craignent que le renoncement à une session extraordinaire

du Parlement ne soit une reculade. Il n'est donc pas question de « pause » dans l'esprit du premier ministre, mais de « concertation », d'« information » et d'« action ». Ce qu'il faut traduire par réunions de ministres, présence dans les médias et déplacements de M. Chirac en province. Le gouvernament fait une bonne politique, a-t-il dit lors du conseil de cabinet réuni le vendredi 12 décembre à l'Hôtel Matignon, mais elle est mal expliquée. Il est temps de renouer avec les élec-

Le tournant pris per M. Chirac, sous la pression du mouvement de protestation contre le projet Devaquet, se préparait, en fait, depuis la

mi-novembra. L'idée était de mettre davantaga en évidence l'autorité du premier ministre, Sa perception avait été quelque peu brouillée par l'offensive du président de la République, marquant ses prérogatives, notamment en matière de défense, et par le fait que les tentatives da M. Chirac pour s'affirmer sur le plan international aboutissaient à valoriser le rôle du chef de l'Etat plutôt que celui du chef de gouvernement.

M. Chirac, de sortir d'une période dominée par la traduction législative du programme électoral de la majorité. Dans une telle phase, les partis qui composent la coalition gouvernementale ont la part belle, à travers leurs ministres, qui veulent satisfaire leur base et donner leur nom à une réforme, et à travers leurs députés, qui a'affirment sur leur terrain propre, celui du travail parlementaire. Dans la gestion, au contraire, le rôle principal revient au chef du gouvernement et aux titutaires de quelques grands ministères, celui de l'économie avant tout. Les partis ont pour têche d'accompagner et d'expliquer.

L'affaire universitaire a donné à cette évolution un tour qui n'était pas prévu. Elle paraît subie plutôt

PAUL MILLIEZ

CE QUE

JE CROIS

li s'agissait aussi, pour

M. Chirac ne s'y rallient pas sans conditions. M. François Leotard a fait valoir, vendredi, que le gouvernement associa das pertis « divers », facon de défendre le droit du PR à tenir un langage différent de celui du RPR. Le ministre de la culture et de la communication a, aussitôt, usé de ce droit en demandant que la gouvernement marque davantage son terrain par rapport au président de la République. Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, s'est lui aussi distingué en demandant que l'on soit plus attentif aux changements de la société et au nécessaire « accompagnement social » de la politique menée.

L'action gouvernementale doit se faire en concertation. M. Chirac en a convenu lui-même, en annoncent qu'il « s'efforcera » de muloplier les réunions partielles ou plénières du gouvernement, un nouveau conseil de cabinet étant prévu pour la miianvier. M. Mitterrand avait fait observer à certains de ses interlocuteurs de la majorité que le recours l'Assemblée nationale, et l'absence de débat politique au sain du gouvernement - de telles discussions n'ayant pes lieu au conseil des ministres en présence du chef de Etat - avaient pour résultat de renforcer exagérément le pouvoir du premier ministre et celui de son entourage.

Le gouvernement doit tenir ses angagement électoraux, a dit M. Chirac, mais « avec courage et sens démegogie ». Le premier ministre a invité, ainsi, ses ministres à se dégager de l'influence des différents groupes qui avaient, directement ou indirectement, rédigé la « plate-forme » RPR-UDF. Mais les gardiens de la plate-forme existent et ils risquent d'être incités à la vigilance par la surenchère de l'extrême droite. Le Front national, déià, sonne l'alarme sur le thème : « lis » abandonnent la réforme du code de la nationalité...

PATRICK JARREAU. (Lire l'article d'ALAIN VERNHOLES et nos informations page 5.}

Ce que je crois

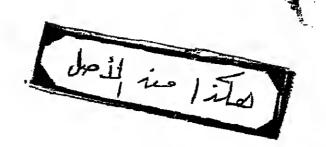
Une certaine idée de la foi, une certaine idée de la France, une certaine

idée de la médecine.

GRASSET

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER: Algérie, 3 DA; Marce, e dir.: Tumbie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Cenada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 8 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 55 p.; Privale, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Libber, 40 f.; Norvège, 12 kr.; Paye-Bas, 2,50 fl.; Portugel, 130 esc.; Sánégel, 450 F-CFA; Suède, 13 cs.; Sússe, 1,80 fl.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), J,50 S. Grèce, 140 dr.; Irianie, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Libber, 12 kr.; Paye-Bas, 2,50 fl.; Portugel, 130 esc.; Sánégel, 450 F-CFA; Suède, 13 cs.; Sússe, 1,80 fl.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), J,50 S.

and the state of t



2 Le Monde Dimanche 14-Lundi 15 décembre 1986

Dates

Il y a cinquante ans

Les mystères de la mort de Gorki

Dimanche 14 décembre. —

Lagos: visite du roi Juan

Carlos d'Espagne

(jusqu'au 16).

RENDEZ-VOUS

Lundi 15 décembre. —
Paris: M. Nakasone
s'entretient avec le ministre des affaires étrangères, M. Raimond.

Port of Spain: élections

générales. Bangui : reprise du procès Bokassa. Bruxelles : réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE. Hanoi : 6 congrès du PC vietnamien (jusqu'au 19).

Mardi 16 décembre. —
Harare: le roi Juan
Carlos d'Espagne en
visite au Zimbabwe
(jusqu'au 18). - Noël
noir en Afrique du
Sud - : campagne de boycottage des magasins des
quartiers blancs
(jusqu'au 26).

Vendredi 19 décembre. - Vienne : conférence sur la sécurité en Europe. ES circonstances de la mort de Gorki, survenue le 18 juin 1936 après une courte maladie, restent mystérieuses. En mars 1938, au procès du bloc des drottiers et des trotskistes », les médecins de Gorki se retrouvèrent au banc des accusés avec Boukharine et Rykov: ils avouèrent avoir « scienument appliqué des méthodes trrégulières de médication » après avoir cédé au chantage de Yagoda, alors chef du NKVD (commissariat du peuple à l'intérieur).

La mort de Staline a mis fin à la version de l'assassinat médical de Gurkl par les «droitiers». On en est revenu à une explication naturelle de la mort de Gorki, que les graves lésions pulmonaires dont souffrait l'écrivain depuis sa tentative de suicide en 1877 rendent vraisemblable. Dans sa récente biographie de Gurki (le Monde du 10 octobre), Henri Troyat se range à ce point de vue. Staline n'aurait attribué après coup la mort de Gorki à l'« opposition» que pour mieux la discréditer, tout en se servant une dernière fois du nom de la plus grande célébrité des lettres soviéti-

Une troisième version, fort répandue (en privé) en Union soviétique, désigne Staline comme l'instigateur de la mort de Gorki : Staline aurait craint que Gorki, qu'il faisait étroitement surveiller, n'élevât publiquement la voix contre sa politique.

On ne saura certainement jamais la vérité. Mais l'examen des rapports de Staine et de Gorki et les Mémoires des contemporains fournissent des indices. L'un de ceux-ci, et il paraît capital, est recelé dans les souvenirs par lesquels Aragon accompagne et commente son Œuvre poétique (tome 7, para en 1977 au Livre Club Diderot).

Des appels répétés

A Paris, dès le mois de mars 1936, Aragon et Elsa Triolet sont « harcelés de messages de Gorki, directs ou transmis par Koltsov (1), lequel nous supplialt de ventr, d'arriver vite. Le ton d'urgence allalt s'aggravant, d'invite en invite ». En mai, la « crainte de la mort » est perceptiblc. « Et une allusion voilée à une commission que Gorki, semblatt-il, voulait nous donner à faire en France. » Mais tout pas partir » avant d'avoir achevé les Beaux Quartiers. Et puis on est, avec le Front populaire, dans une période préélec-torale pleine d'espoiss. Ce n'est que le 28 mai qu'Aragon et Elsa s'embarqueront pour Leningrad, via Londres. « Dès notre arrivée à Londres, il y avait une lettre pressante de Koltsov. » A Leningrad, le couple s'attarde encore chez Lily Brik. « Nous aurions sans doute du nous précipiter à Moscou, où Gorki nous attendait. » D'autant plus que le 6 juin les jour-naux annoncèrent que Gorki était tombé malade (une grippe suivie de complica-tions) et se mirent à publier quotidienne-ment des bulletins de santé. Koltsov, de nonveau, presse Aragon : « Voyons, qu'aver-vous à vous éterniser au bord de la Neva? - Quand finalement Aragon et Elsa arrivent, il est trop tard : Gorki vient de mourir. Koltsov est effondré : « Gorki voulait tant vous voir. C'est même la dernière chose que j'ai entendue de lui, vos noms », rapporte Aragon dans la Mise à mort (1965), où la mort de Gorki est savamment mise en scène.

Puis ce sont les obsèques solennelles (Khrouchtchev fait partie de la commission d'organisation) et les discours officiels, dont celui de Gide, qui fit sienne l'idée de Kotsov sur l'inutilité en URSS du « ferment d'insubordination » propre aux grands écrivains de tous les pays du monde.

Qu'avait Gorki de si important à transmettre ou à dire à Aragon? Et pourquoi à Aragon? « Gorki aimait beaucoup Fougère [Elsa]. Et à cause d'elle, bien qu'll ne l'ut pas le français, il avait considération de moi », dit modestement Aragon dans la Mise à mort. La « conversion » d'Aragon an réalisme, en 1932, mais surtout ses fonctions de secrétaire de l'Association internationale pour la défense de la culture (contre le fascisme, une cause ehère à Gorki) et sa connaissance de l'URSS (c'était son quatrième voyage) peuvent expliquer le choix de Gorki. Quant au message que Gorki voulait lui confier, Aragon ne reprend pas dans ses

souvenirs de 1977 la supposition faite dans la Mise à mort, à savoir une commission pour le fils adoptif de Gorki, Zinovi Pechkov, qui mena en France une belle carrière de militaire et de diplomate. L'insistance avec laquelle Gorki presse, pendant plus de trois mois, Aragon de venir le voir laisse à penser qu'il s'agissait de quelque chose de très grave. On peut émetire deux hypothèses. L'une a trait aux archives de Gorki, l'autre à son journal secret et, plus généralement, à son attitude envers Staline.

Gorki avait décidé dès 1926, pour des raisons à la fois financières et idéologiques, de retourner en Union soviétique. Ce retour, auquel les antorités donneront un caractère triomphal, s'effectuera en 1928, mais ne sera définitif qu'en 1933. Gorki confia alors ses archives à sa secrétaire et compagne Moura Bondberg, une aventu-rière mêlée à l'espionnage britannique et soviétique, devenue la maîtresse de H. G. Wells en 1931. Gorki lui laissa une valise de lettres d'écrivains et d'hommes politiques soviétiques (dont Rykov et Piatakov), avec ordre de ne jamais s'en séparer, même si lui-même l'en priait un jour. Or Nina Berbérova révèle dans sa biogranhie de cette « femme de fer » que Monra rapporta les archives de Gorki en URSS en avril ou en juin 1936. Elles furent naturellement interceptées par Staline, qui put se servir de lettres compromettantes pour alimenter arrestations et procès (à la même époque, il faisait cambrioler les archives de Trotaki à Paris). Pourquoi Moura se résolut-elle à rapporter ces archives? A-t-elle 6t6 soumise à un chantage, que ses liens avec le vice-président de la Tchéka, Petera, en 1918, rendaient possible? Ayant compris que Staline avait récupéré ses archives, Gorki a-t-il voule, par l'intermédiaire d'Aragon, faire avertir certaines personnes du danger qui pessit sur elles?

Une autre chose que Gorki pouvait confier à Aragon était son journal secret. L'existence de ce journal est attestée par deux sources indépendantes l'une de l'antre (A. Orlov et G. Glinka). C'était un gros cahier caché sur le dernier rayon d'une étagère. « Tout le journal consistait en une critique implioyable et absolument objective des mustres du Kremlin. » On a beau le nourrir, le loup meurt dans sa peau », aurait dit Yagoda en découvrant le cahier après la mort de Gorki.

La disgrâce

Les relations de Gorki et de Staline s'étaient en effet peu à peu dégradées. La politique de modération et de réconciliation de Gorki (en littérature avec ses espoirs mis dans l'unique Union des écrivains, créée en 1932, en politique avec ses efforts pour réconcilier Staline avec l'opposition bolchevique), son rêve de devenir l'éminence grise de Staline, tout cela fut brisé par l'assassinat de Kiroy le décembre 1934. On sait depnis Khronchtchev que cet assassinat fut facilité par Staline qui pouvait voir en Kirov, fort populaire, un rival éventuel. Kirov était loin d'être un libéral, mais il estimait, comme Gorki, que la répression n'avait plus de raison d'être. Le correspondant du Temps à Moscou, G. Luciani, espérait encore après l'assassinat que « les forces profondes qui, depuis deux ans, imposent au Kremlin une politique plus modérée dans tous les domaines » reprendraient le dessus; il n'en fut rien, et l'assassinat de Kirov marqua le début de la « Grande Terreur ». Le « camp de Gorki » (Pavlov, N. Kroupskala, Boukharine, vedette dn congrès des écrivains de 1934) est défait.

Selon la Lettre d'un vieux-bolchevik écrite en 1936 par l'historien B. Nico-lasvaki d'après ses conversations avec Boukharine à Paris, « Gorki essaya de toutes ses forces d'empēcher Staline de prendre la voie de la vengeance ». Mais ses protestations contres les deux procès de Kamenev, en 1935, restent vaines. Staline refuse de lui répondre. Dans la Pravda paraît un artiele perfide de D. Zaslavksi, un « calomniateur notoire » (dixti Lénine) rallié en 1919, contre le « libéralisme indulgent » de Gorki, qui défendait l'édition des Démons de Dostořevski. Gorki réclama un passeport pour l'étranger, qui lui est refusé. Le voilà de facto assigné à résidence (s), prisonnier

dans une cage d'or aménagée par son «ami» Yagoda, surveillé par des barbouzes et par son secrétaire, agent du NKVD, qui filtre les visiteurs et veille à isoler l'écrivain du monde extérieur. « le suis entouré d'un mur (...). Je ne peux fatre un pas ni en avant ni en arrière », confie-t-il à l'un de ses collaborateurs.

Analysés dans ce contexte, les derniers articles de Gorki sont moins staliniens qu'il ne paraît : il y a des non-dits révélateurs (« la grandeur de l'action du parti de Lénine », sans Staline), un antifas-



cisme beaucoup plus affirmé que celui des autorités, le thème de l'humanisme prolétarien, qui est tout autant gorkien que boukharinien, des références nostalgiques au congrès de 1934, etc. Surtout, Gorki u'écrira jamais la biographie de Staline que celui-ci attendait pour légitimer son pouvoir : c'est Barbusse et Feuchtwanger qui feront ce travail.

Tout cela n'efface pas et n'excuse pas le Gorki chantre du GPU (Aragon le fat aussi) et de la haine de classe. Mais il existe un second Gorki, moins nail et plus complexe qu'on a coutume de le croire. Gorki n'est pas « le stallaten sans réserve » que Wells recontra en 1934. Le thuriféraire n'a pas tout à fait étouffé le contestataire.

Dans ces conditions, Staline avait lieu de craindre que Gorki ne finît par ruer dans les brancards et ne protestăt contre les grands procès des vieux-bolcheviks qui se préparaient. Les appels de Gorki à Aragon ne pouvaient que l'inquiéter. D'autant plus qu'il n'y avait pas qu'Aragon: selon P. Herbart (la Ligne de force), Gorki était « à bout » et désirait parler à Gide « à cœur ouvert ». Romain Rolland, déjà venu en 1935, s'apprêtait à revenir en 1937.

Que les deux écrivains français soient arrivés trop tard tiendrait uniquement à leur insouciance (Gide ne se pressa pas plus qu'Aragon) et an hasard, s'il n'y avait dans les souvenirs d'Aragon une troublante imprécision. En 1977, Aragon dit être arrivé à Moscou le jour de la mort de Gorki, soit le 18 juin; dans la Mise à mort, il indiquait le 16 ou le 17. Or une interview de l'écrivain publiée dans la Pravda du 16 juin (composée le 15) annonce qu'Aragon est arrivé à Moscou - hier matin - pour voir ses « amis écrivains » (Gorki n'est pas cité) et se reposer dans les environs de Moscou. Aragon était donc à Moscou dès le 14 juin (au plus tard le 15). At-il été empêché de voir Gorki sous prétexte que son état s'était aggravé? Mais pourquoi ne pas l'avouer? Savait-il que les bulletins de santé de ces jours-là témoignaient au contraire d'une amélioration? A-t-il craint, eu 1977, d'aller jusqu'au bout de ses doutes?

On est amené à se domander si l'insistance mise par Gothi pour rencontrer Aragon (et Gide) n'a pas précipité sa disparition. Staline, maladivement méfiant, ne s'est-il pas affolé? Une version de la mort de Gorki rapportée en 1954 par deux chercheurs américains. (N. Leites et E. Bernaut) confirmerait cette hypothèse et se trouve elle-même corroborée par les révélations d'Aragon sur les appels de Gorki. Mis an courant par Yagoda de l'intention d'un écrivain occidental « blan courus » (prohablement Gide) (2) de rencontrer Gorki, Staline aurait interdit tout contact. Mais Yagoda ayant fait remarquer que ce serait, aux yeux d'un écrivain « hésitant », un aveu de faiblesse, Staline aurait ordonné de liquider Gorki. « St Gorki, pensolent-ils, reste parmi les vivants, il élèvera sa voix contre nous », déclara Yagoda à son procès. Il suffit de remplacer « les trotskistes » (« ils ») par Staline pour avoir sans doute la vérité.

La décision de Staline expliquerait la publication, insolite, de bulletins de santé de Gorki à partir du 6 juin : aucun bulletin n'avait été publié pour les précédentes graves maladies de Gorki en URSS, et ses médecins étaient, jusqu'au bout, optimistes. Ces bulletins sont, en outre, pleins de contradictions et d'incohérences : ils font toujours état d'une température normale, ce qui est incomparible avec la «sèvère grippe» et la pneumonie dont Gorki était ceasé souffir. Seul le pouls était souvent irrégulier et monta parfois jusqu'à 160 : an procès, les médecins diront avoir été contraints d'utiliser de fortes doses de « digalène » ...

A point nommé

Si la décision de Staline a été provoquée par l'arrivée imminente d'Aragon et de Gide, elle rend également plausible la version de l'empoisonnement par des bonbons racontée par le professeur Pletniov à la communiste allemande B. Gerland dans un camp sibérien : l'aggravation brutale survenue le 17 juin correspondrait à cet empoisomement (le rapport d'autopsie est remarquable par ses silences à ce sujet).

Quoi qu'il en soit (mais la première épouse de Gorki ne croyait pas ello-même à une mort naturelle), la mort de Gorki « survint à point nommé, comme d'ailleurs toutes les morts qui servaient les desseins de Staline » (R. Conquest). Gorki, pro-boukharinien de fait, génait et inquiétait Staline : il était le dernier obstacle à l'ouverture des grands « procès de Moscou ». Le premier, celui des « 16 » (dont Kamenev. proche de Gorki), s'ouvrit en août 1936 et aurait en sans doute un antre dénouement, note B. Nicolaevski, si Gorki avait vécu. Mais Gorki n'est plus là pour jouer, même de manière sélective, les intercesseurs (comme déjà en 1918-1921). « La seule présence de son ceil bleu était un frein et une tutelle. L'ail est fermé », écrit Romain Rolland dans son Journal.

La répression qui frappa les collaborateurs de Gorki, la fermeture de sa revue la plus chère (Nos succès), la nomination à la tête de l'Union des écrivains de l'un de ses adversaires, représentent une seconde mort de Gorki et s'ajoutent au faisceau de présomptions contre Staline.

La mort de Gorki, qui teuta désespérément de faire appel à des écrivains occidentaux (qui ne l'eussent sans doute guère compris), a quelque chose de pathétique. Elle rachète bien des avenglements et montre en même temps l'inutilité des compromissions et le fiasco de la conception gorkienne du « mensonge exaltant » face à la « vérité anecdotique » « Le génie est aveugle, mais il est tout de même le génie » (Aragon). Est-ce certain?

MICHEL NIQUEUX, (professeur de langues et listérature slaves à l'université de Caen). 11₆; ₄₁

(1) Haut fonctionnaire du journalisme soviétique, ami de Gorid. Arrêté en 1938, mort en détention en 1942. (2) Cf. L. Fleishman, Boris Pasternak dans les années 30 (en russe), Jérusalom, 1984, p. 363.

Marck intitulé « La foi sacrifiée », consacré au cinquantenaire de la disparition de Jean Marmoz le Monde daté 7-8 décembre), il est écrit « ... la hesard des mutations le conduit en Alsace, au camp de Basse-Yutz... Pour tuer le temps, il lui est arrivé certains soirs de « descendre » à Thiorville...».

 Un lecteur, M. André Loquet, nous précise que Vutz et Thionville sont deux localités situées en Moselle, c'est-à-tilre en Lorraine.



Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 69 Tèlex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tél. : (1) 42-47-97-27

Edite par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :

Habert Benre-Méry (1944-1969) Jacques Fanvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Darée de la seciété : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620.000 F

Principanx associés de la société:
Société civile
Les Rédacteurs de Monde «,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuvo-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord evec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN . 0395 - 2037

Te Monde TÉLÉMATIQUE

ABONNEMENTS.
Tél.: (1) 42-47-98-72
mois 6 m/s 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ETRANGER (par messageries)

L. BELGIOUF/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISSE

564 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par vole aérienne: tarif sur domande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formules leur domande deux semaines

evant leur départ, Jointre la dernière bande d'envoi à toute correspontance. Vesillez avoir l'obligamen d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-910 is published dely, except Sundays for \$ 460 per year by Le Monde s/o Speedinges, 45-45 39 th Street, LCL, R.Y. 11704. Second class postage poid at Now York, M.Y. postnenter: send address changes to Le Monde c/o Speedinges USP. P.R.C., 45-45 39 th Street, LLC, N.Y. 11104.

Etranger

Andrew State

· Marie Marie

Company of the Compan

44 Tata 1171

....

and the second

741

. . . -

27.43

A CONTRACTOR

.

.....

E ...

L~* "

PHILIPPINES: les violations de l'accord de cessez-le-feu

Les négociations avec les communistes s'ouvrent dans la suspicion

La présidente Aquino a accepté la démission de M. Augusto Sanchez, ministre controversé qui détenuit le portéle du cessez-le-feu, présidée par Mgr Fortich, évêque de Bacotot n'été misie des deux incidents.

S'il n'a pas fait de victime, le second a causé une vive irritation chez les militaires. Les trois chefs qui négocient nvec le gouvernement du nom de l'insurrection communistre et de ses alliés regroupés au soin du Front national démocratique (NDF) se sont abstenus de tout commentaire, s'en remettant à accheillir à San-Juan par quatreaffecté par le remaniement qui avait débuté avec le limogeage du ministre de la défeuse, M. Enrile, le 23 novembre. Son successeur ne sera désigné qu'à la fin de l'année.

MANILLE. de notre envoyé spécial .

Les négociations entre le gouver-nement pbilippin et les insurgés communistes en vue de l'établisse-ment d'une paix durable ont débuté, le samedi 13 décembre à Manille, dans une ntmosphère alourdie par les deux incidents qui ont marqué les premières journées de la trève instaurée jeudi dans tout l'archipel : le meurtre d'un milicien et l'enlève-ment de deux de ses compagnons ment de deux de ses compagnons ment de deux de ses compagnons par un groupe de membres supposés de la guérilla dans le village de Santa-Cruz, sur l'île méridionale de Mindanao; et la démonstration d'armes effectuée jeudi par les insurgés dans le village de San-Juan, près de Samal, dans la province de Bataan, à une centaine de kilomè-

lod, n'été saisie des deux incidents.
S'il n'a pas fait de victime, le second a causé une vive irritation chez les militaires. Les trois chefs qui négocient nvec le gouvernement eu nom de l'insurrection communiste et de ses alliés regroupés au sein du Front national démocratique (NDF) se sout, en effet, fait accueillir à San-Juan par quatrevingts hommes en armes, alors que vingts hommes en armes, alors que l'accord de trêve interdit aux maquisards de se déplacer armés dans les villes. Le général Romus, chef d'état-major général de l'armée, n immédiatement qualifié cette maniferte de l'armée de d'état-major général de l'armée, n immédiatement qualifié cette maniferte de la corre violation a du festation de • grave violation • du cessez-le-fen et d'• acte d'hosti-

L'incident apparaît comme une opération médiatique délibérément montée par les communistes : une cinquantaine de journalistes avaient été invités à se rendre à San-Juan pour assister à la cérémonie. Dans un premier temps, M. Satur Ocampo, l'un des trois représentants du NDF, n déclaré que, le village faisant partie d'une » zone libérée ». la guérilla n'avait pas violé l'accord

en s'y déplacant en armes. en sy deplagant en armés.

La NPA (Nouvelle armée du peuple) est implantée dans la région depuis 1972, et une trentaine d'habitants du village de San-Juan qui avaient rejoint ses rangs ont été tués deux des combats avec l'armée. dans des combats avec l'armée.

cessez-le-feu. Regagnant Manille, vendredi, pour examiner l'incident, Mgr Forich – qui fut l'un des artisans du
dialogue uvec les communistes – ne
cachait pas son irritation: • C'est là
une violation évidente de l'accord.
Si nous continuons ainsi, il ne

tout commentaire, s'en remetiant à leurs nvocats pour défendre leur thèse devant la commission de

Samal est, en outre, un endroit idéal pour faire une opération de propagande marquant les esprits : à queiques dizaines de kilomètres se trouve la base américaine de Subic Bay — la plus importante base navale des Etats-Unis dans cette partie du monde. L'incident ne peut que rappeler symboliquement. à durera pas iongtemps. > que rappeler symboliquement, à l'ouverture de négociations difficiles entre le gouvernement et l'insurrection communiste, que cette dernière réclame le départ des bases amériquement et pourrait un jour décider caines et pourrait, un jour, décider de s'en prendre à elles.

INDE: regain de tension avec la Chine

New-Delhi s'inquiète d'une poussée de l'influence de Pékin à ses frontières

NEW-DELHI

de notre correspondant

Vingt-quatre ans nores la déroute de l'armée indienne devant l'evancée des forces chinoises sur la frontière himalsyenne entre les deux pays, le ton monte à nouveau entre New-Delhi et Pékin. Prétexte à l'échange diplumatique le moins amène de ces dernières années entre les deux grands rivaux asiatiques : l'accession, cette semuine, de l'Arunachal-Pradesh au statut de vingt-quatrième Etat de l'Union

dienne. Situé aux confins de l'Inde, de la Birmanie et du Tibet, ne territoire de 84 000 kilumètres enrrés de 84 000 kilumètres entres (700 000 habitants), jusqu'ici admi-nistré directement par le pouvoir central de New-Delhi, est aux deux tiers et depuis au moins trente ans revendiqué par Pékin. Dans un com-muniqué distribué, le vendredi 12 décembre, par l'ambassade ebinoise à Delhi, le gouvernement de M. Deng Xiaoping a dénoncé de M. Deng Xiaoping a dénoncé l'action indienne, qui » viole encore une fois sérieusement l'intégrité et la souveraineté territoriales chinoises. Le gouvernement, poursuit le communiqué, déclare solennellement [que cette action] est absulument illégale et que lo Chine ne reconnaîtra jamais le soidisant Arunachal-Pradesh. (...) Il est entièrement futile pour les auto-

rités Indiennes d'essayer de légaliser ainsi l'occupation du territoire chinois (...), et les conséquences qui en découleront seront sérieuses.

Tout aussi ferme mais moins brutale dans le ton, la réponse du minis-tère des affaires extérieures de New-Delhi à ces accusations n'a, cette fois, pas tardé, « Nous regrettons profondément [la réaction chinoise] qui canstitue une interférence claire (...) et ntalement inacceptable (...) dans les affaires intérieures indiannes. Le couvernement de indiennes. Le gouvernement de M. Gandhi espère cependant sincèrement que les principes de coexistence pacifique auxquels les deux pays souscrivent continueront de guider nos relations ».

Un problème aggravé

Datant de l'époque coloniale bri-tannique en Inde, le contentieux frontalier entre les deux géants d'Asie n'a jamais été réglé. Tracée u Asie na jamas ete regie. Tracee sur carte en 1914 par les Anglais, la ligne Mac-Mahon . adoptée par l'Inde indépendante en 1947, n'a jamais été reconnue par les Chinois.
Longue de 4 000 kilomètres dans les régions himalayennes, la frontière, qui ne fut jamais démarquée nvec précision sur le terrain, n évolué en 1962 après l'attaque surprise de l'armée chinoise. Pour l'essentiel, le différend sino-indien porte sur deux zones : au nord-ouest, sur un terri-toire aride du plateau tibétain, l'Aksai-Chin, dont l'Inde revendique 26 000 kilomètres carrés occupés depuis le bref conflit de 1962 par les Cbinois; au nord-est, où se trouve aujourd'hui l'Arunaehal-Pradesh.

Les négociations qui ont repris en 1981 entre les deux parties sont extrêmement compliquées et tournent grosso modo nutour de la proposition suivante : l'Inde reconnaîtrait l'occupation chinoise de l'Aksal-Chin, en échange de quoi Pékin pourrait admettre le contrôle indien sur tout ou partie de l'Aruna-chal. Malgré sept séries de discus-sions, alternativement à Pékin et à Debli, et une huitieme théoriquement en préparation pour l'an pro-chain, les négociateurs des deux pays n'ont guère avancé.

Le problème s'est même encore aggravé cette année, la Chine ayant décidé d'abord d'élargir la route du Karakoram qui, à travers l'Aksai-Chin, la relie à son allié pakistanais (adversaire héréditaire de l'Inde); ensuite d'occuper militairement, depuis août dernier, une vallée de l'Arunaehal-Pradesh revendiquée par New-Delhi. La première mesure chinoise, dont les Indiens craignent qu'elle ne permette à ses deux voisins de renforcer leur coopération militaire en facilitant la jonction de mazériel lourd, fut dénoncée à pleins poumons par le gouvernement de M. Gandhi.

La seconde, d'une importance stratégique plus limitée, lit cepen-dant l'objet d'un débat fort agité au Parlement indien. L'accession de l'Arunnebal au sentut d'Etat constitue-t-elle la réponse du berger à la bergère? Une chose est sûre : depuis l'ouverture d'un processus de normalisation sino-soviétique par M. Gorbatehev - reçu en grande pompe le mois dernier à New-Dehli - l'intmosphère entre l'Inde et la Chine s'est sérieusement tendue.

Le gouvernement de M. Gandhi craint manifestement une tentative d'encerclement et s'inquiète ouvertement des avancées diplomatiques opérées ces trois dernières années par le rival chinois en direction de pays (Bangladesh, Népal et Sri-Lanka) sur lesquels la prééminence indienne semblait jusqu'alors accep-tée par Pékin. Ce n'est sans doute pas par hasard que New-Delhi fai-sait savoir officiellement vendredi sait savoir officiellement venureur au Népal, quelques heures nvant l'écbange de communiqués avec Pékin, que l'Inde était sérieuse-ment préoccupée par les projets industriels sino-népalais en cours.

Ce développement, a-t-il été précisé à l'intention de Katmandou, • implique de fortes concentrations de personnels chinois proches de notre frontière et ne tlent nul compte des préoccupations de sécurité de notre pays. Il n été ferme-ment conseillé au petit royaume himalayen (economiquement dépen-dant de New-Delhi) de « disperser ces personnels chinois dans d'autres regions - moins sensibles ...

PATRICE CLAUDE.

Amériques

ÉTATS-UNIS: l'affaire des ventes d'armes à l'Iran

M. Reagan souhaite que MM. Poindexter et North « coopèrent totalement » avec le Congrès

vendredi 12 décembre, par l'intermédiaire de son porte-parole, à l'amiral Poindexter et au licutesant-colonel: North de s'expliquer complètement devant le Congrès sur leur tôle dans les livreisons secrétes d'armes à l'Iran et le reversement de fonds provenant de ces ventes aux « contras » nicaraguayeus. Les deux hommes se sout retranchés insqu'à maintenant derrière le cin-Le président Reagan a demandé, jusqu'à maintenant derri quième amendement de la Constitution, qui antorise des personnes à ne pas témoigner contre elles-mêmes dans des affaires criminelles, pour observer le silence devant les com-missions d'enquête de la Chambre ct du Sénat.

· Le président est très désireux que ces deux hommes coopèrent grâce frappe aussi M. William totolement avec le Congrès et racontent toute l'histoire, tout ce qu'ils savent, et le disent lors d'une dans le Washington Post, M. Dole,

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les syndicats brésiliens ont

essuyé un demi-échec le vendredi

12 décembre. Ils avaient lancé un

mot d'ordre de grève générale pour dire - non aux augmentations de prix et à la dette extérieure -. Ils n'ont été que partiellement suivis. A Brasilia, Sao-Paulo et Rio-de-laveire les originales villes du

Janeiro, les principales villes du pays, la journée a été pratiquement

normale. Les transports n'uyant peu

ou pas été paralysés, beaucoup de bureaux, de banques, de commerces out fonctionné. C'est dans la ban-

liene industrielle de Sao-Paulo que

la grève n été le plus visible, nvec la fermeture des principales usines et

Ailleurs, les débrayages ont varié

survant les régions et les villes. Nulle

part if n'y a eu des violences compa-

rables à celles qui ont agité Brasilia

il y e deux semaines. Il est vrai que

le gouvernement avait monté un

important appareil de dissuasion. A

Rio de Janeiro, des chars avaient

pris position des la veille aux points

soldats out patrouillé dans la ville.

Le même dispositif a été adopté ail-

leurs, notamment à Brasilia, où les

neux ont été fouillées, les flacons

suspects reniflés pour voir s'ils ne

contensient pas des substances

Le gouvernement avait condamné

la grève. M. Sarney l'avait lui-même

déclarée « injuste » et « antipatrio-

tique », mais qu'il ait ordonné me

telle démonstration de-force montre

égiques. Plusieurs milliers de

ses portant des saes volumi-

BRESIL: demi-échec pour les syndicats

n'a été que partiellement suivie

La grève générale

Malgré les pressions dont il est l'objet, le président américain ne semble pas s'être résoin à se séparer du secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan. Plu-sieurs conseillers du président ainsi siours conseillers du président, ains que sa femme. Nancy, n'ont pas fait mystère, ces derniers jours, de leur désir de voir M. Regan quitter ses fonctions. M. Richard Lugar, president sortant de la commission des affaires étrangères du Sénat, a émis publiquement le souhait que la dis-

mudition publique », a déclaré ancien leader de la majorité républi-M. Larry Speakes, porte-parole de caine an Sénat, a appelé à ce que faits pour que le problème soit défifaits pour que le probleme soit défi-nitivement réglé et que l'on puisse se consacrer aux affaires du pays «. M. Reagan n'en setait pas moins décidé, selon M. Buchanan, son directeur de la communication, à conserver M. Regan auprès de lui « pendant que durera la tempète et meme après ..

Si l'ou en croit des inion venant de marchands d'armes israéliens, les ventes américaines secrètes à l'Iran ne représenteraient qu'une petite partie des livraisons d'armements au régime de Tébéran effectuées ces dernières années par diverses voies. Des sociétés britanniques et portugaises auraient notam-ment participé depuis six ans à des fournitures d'armes israéliennes à l'Iran. Elles représenteraient un

volume très supérieur aux ventes américaines. Officiellement destinées à ln

Grande-Bretagne, ces cargaisons étaient transférées sur l'aéroport de Lisbonne sur des appareils assurant la liaison vers l'Iran. Ce trafie n'aurait été interrompu qu'en avril dernier après l'arrestation aux Ber-mudes d'un général israélien à la retraite, M. Avraham Bar-Am, qui a été extradé vers les Etats-Unis.

D'autre part, selon un Iranien, M. Manucher Ghorbanifar, railié au régime de Khomeiny après avoir servi celui du ebah. les États-Unis auraient effectué six livraisons d'armes à Téhéran pour une somme de 30 à 35 millions de dollars. Il n affirmé s'être rendu personnelle ment au Liban pour assurer la libération de trois otages américains, et indiqué qu'il y avait bon espoir de voir les einq autres relâchés.

SURINAME

L'action de l'armée contre les rebelles a fait des victimes civiles

admet le commandant Bouterse

que ce qui est pratique courante dans l'Argentine voisine, où il y a eu Paramaribo. - Le président Bou-terse a promis, aux Surinamiens, le vendredi 12 décembre, l'organisasept grèves générales depuis le réta-blissement de la démocratic, continne de faire peur ici. Le Jornal do Brasil a blâmé les autorités pour avoir laissé les choses en arriver tion, l'an prochain, d'un référendum jusque-là. Comme nu temps dn régime militaire, la presse conservatrice a flairé dans le mouvement des relents de subversion et redouté des déchaînements possibles.

L'initiative en revenait à la Centrale unique des travailleurs (CUT), un syndicat d'extrême gauebe créé par le Parti des travailleurs. L'nutre centrale, la CGT, plus modérée, dirigée par M. Joequim Dos Santos, u pris le train ea mar-che, visiblement par peur de se laisser déborder. Les deux syndicats tablaient sur le mécontentement très vif qui n'est manifesté après le déblocage des prix annuncé le 21 novembre et destiné à corriger les distorsions nées du plan Cruzado.

Ils n'out guère réussi. La CUT n été accusée d'iveoir lancé la grève pour des raisons politiques plus que sociales. Le Parti des travailleurs u'nyant pas brillé autant qu'il l'aurait souhaité nux élections du 15 novembre, sa branche syndicale aurait tenté de regagner du terrain par d'autres moyens. • C'est la grève des vaincus du 15 novembre n-t-on dit. L'autre grand perdant du scrutin, M. Lionel Brizola, le gouverneur de Rio-de-Janeiro, s'était rallié un mouvement à la dernière minute, mais sans beaucoup y

CHARLES VANHECKE.

dans le pays à . des actes crimi-Contrairement à de précédentes

de mettre en cause Paris.

nº 11 hiver 86/87

EN KIOSQUES

Le n° 30 F.

Abonnement 100 F.

étranger 140 F.

pour l'aduption d'une unuvelle Constitution et la tenue, en mars 1988, d'élections générales. Le chef militaire du pays, qui parlait devant quinze mille partisans réunis dans la capitale a mis en garde contre toute intervention étrangère dans l'ancienne colonie néerlandaise. Evoquant l'offensive menée ces deux dernières semaines par l'armée

contre les rebelles de Ronnie Brunswijk, il u reconnu, pour la première fois, que des civils avaient été tués par la troupe, sans en préciser le nombre. La population, n-t-il toute-fois indiqué, avait été avertie nyant le début des opérations et invitée à quitter le secteur. Selon certaines sources, le nombre des victimes civiles s'élèverait à plusieurs

Le commundant Bonterse n accusé d'. hypocrisie - les Pays-Bas qui, dénonçant ces morts civils, alors, a-t-il dit, que e'est de leur territoire que vient le soutien aux . terroristes. A ce sujet, le gouverne-ment de Paramaribo n transmis, vendredi, au secrétaire général de l'ONU une note d'information sur · certains actes d'agression commis par des bandes de cantrerévolutionnaires et de mercenaires finances par des groupes d'intérès établis à l'étranger».

Le document, nous indique notre correspondant aux Nations unies, met directement en cause les Pays-Bas pour ses . encouragements . nu groupe de Brunswijk, qui se livre

informations, le Suriname ne demande pas une réunion du Conseil dental. de sécurité et les autorités paraissent soucieuses de diminuer la tension avec la Guyane française en évitant

d'un demi-siècle, hors des décès, en LE 12 DECEMBRE LES ENFANTS Rien de plus indispensab anjourd buj que LETTRE INTERNATIONALE, une DE SIMONE DE BEAUVOIR F. COLLIN J. BETHKE ELSHTAIN H. HAASSE des créations les plus intéressantes, et pas la moins risquée dans L BETHKE EISHTAIN H. HAASSE C. HABIS N. HUSTON M. MARINI L. SEBRAR ARGENTINE: NUNCA MAS? J. SORJA L. Z. DE BRITO REZENDE A. ELON E. GANDOLFO D. JANCAR l'univers des revues. Son borizon intellectuel, c'est d'emblée l'Europe, me Europe ouverte sur le monde. La table d'auteur LE PHILOSOPHE, LE JURISTE A CONTE-SPONVILE V. DIANTIBLIEVIC
H. M. ENZENSBERGER GUBLLEVIC H. ARP
J. BERGER F. GEORGES L. MINOR
F. MOORHOUSE A. SAURA R. TAVERNIER largement cosmopolite ressemble à un festin.

CORRESPONDANCES DE TZYETAN TODOROV

à partir du nº CHEQUE A L'ORORE DE « AUJOURD'HUI INTERNATIONAL » 14-16, rue des Petits-Hôtels. 75010 Paris, Tél. [1] 42 78 68 43-FRANCE

Le sixième congrès du PC vietnamien

(Suite de lo première page.)

retrouvé quant à lui en soixante-dixhuitieme position.

La direction communiste n'avait, certes, pas uttendu la manifestation de ce - veut de révulte - pour prendre acte des lacunes de sa gestion, mais aueune révision déchirante ne paraît s'annoncer, du muins sur le front intérieur. Les mesures de libéralisation de l'économie ressemblent davantage à un boi d'oxygène offeri à une population en butte nux diffi-cultés qu'à une remise en cause des schémas socialistes de développe-

Déjà en quête de recettes qu'il eherche de préférence auprès des pays de l'Europe de l'Est, le Victnam ne semble pas avoir de toute façon les moyens d'appliquer un quelconque plan de réformes, si judicieux soit-il! Au sein de cet État un peu à part, « les décisions ont du mal à se dessiner et les traduire dans les réalités pose encore plus de problèmes », affirme un expert occi-

Cette remarque s'applique également à la direction du parti, qui n'a pratiquement pas changé en l'espace

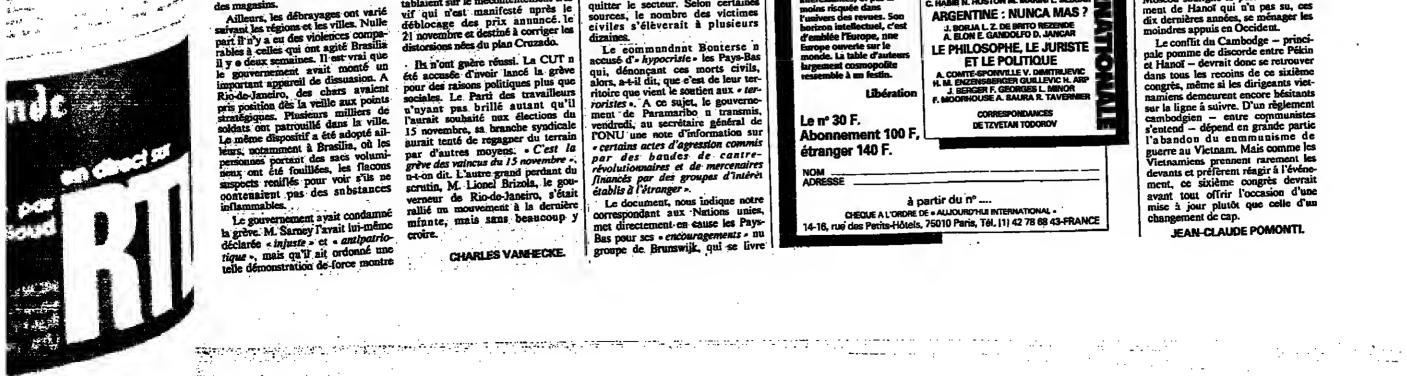
1969, de Ho Chi Minh et, cette année, de Le Duan. Aucune direc-tinn communiste n'a fait preuve Autre béros de la campagne de 1975, et numéro six du politburo, le général Chu Huy Man s'y est mination politico-physique sont extrêmement rares. On parle surtout aujourd'hui d'un élargissement du bureau politique et du comité central du PC pour faire place à des éléments plus jeunes, la moyenne d'âge du bureau politique étant supérieure à soixante-dix uns. Ponr preuve d'une volonté de réformes, on évoque le rappel du général Giap, mis à l'écart depuis le dernier congrès, en 1982, pour s'être fait l'avocat du

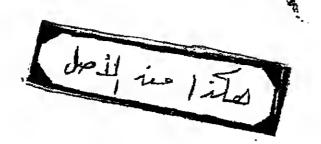
> En fait, tout se passe comme si le Victnam en était resté à un communisme de guerre, nvec le souci priori-taire d'assurer sa sécurité sur son flanc occidental — Laos et Cambodge compris, - ce qui explique-rait son entétement à renforcer l'unité des trois Etats indochinois. Le reste en a séricusement pâti. Les communications demeurent très mauvaises. Les directives venues du sommet s'essoufflent avant d'atteindre la base. Comme dans l'ancien temps, l'Etat est perçu comme un fléau que subit la population faute de pouvoir faire autrement.

il reste cependant une donnée de l'histoire qui fait courir un frisson dans la direction du pays : l'ombre de ln Chine qui se modernise et reprend langue avec l'Union soviétique. Face à la normalisation en cours des relations sino-soviétiques, les Vietnamiens savent déjà qu'ils vont devoir jouer au plus serré, même s'il ne s'agit que d'un pro-cessus de longue haleine. Voilà dix siècles, le Vietnam e conquis de haute main son indépendance à l'égard de l'ancien empire du Milieu. Aujourd'hui, In perspective d'un rapprochement entre Pékin et Moscou souligne le poids de l'isole-ment de Hanoi qui n'n pas su, ces dix dernières années, se ménager les moindres appuis en Occident.

Le conflit du Cambodge - principale pomme de discorde entre Pékin et Hanof - devrait donc se retrouver dans tous les recoins de ce sixième congrès, même si les dirigeants viet namiens demeurent encore hésitants sur la ligne à suivre. D'un règlement cambodgien - entre communistes s'entend - dépend en grande partie l'abandon du enmmunisme de guerre au Victnam. Mais comme les Vietnamiens prennent rarement les devants et préfèrent réagir à l'événement, ce sixième congrès devrait avant tout offrir l'occasion d'une mise à jour plutôt que celle d'un changement de cap.

JEAN-CLAUDE POMONTI.





4 Le Monde • Dimanche 14-Lundi 15 décembre 1986 •

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : arrestations

M. Pieter Botha dénonce la préparation d'une « campagne de terreur » de l'ANC

JOHANNESBURG de notre correspondant

Le ehef de l'Etat, M. Pieter Botha, a annuncé, le vendredi 12 décembre, dans une allocution télévisée, qu'au cours des dernières vingt-quatre heures . certoines mesures de sécurité préventives avaient été prises contre les struc-tures de l'ANC (Congrès national africain) et du SACP (Parti communiste sud-africain) impliquées dans l'élaboration, la coordina-tion et l'execution de la violence

Le chef de la police, le général Johan Coetzee, a précisé que des arrestations avaient été réalisées sans en préciser le nombre, mi le lien, et qu'une importante masse de docuents avaient été saisis.

Y a-t-il notamment un lien entre « le coup de filet onti-ANC/SACP » et le raid effectué au Swaziland vendredi après-midi par un commando? Celui-ci a enlevé quatre personnes, deux Noirs et deux ressortissants suisses, Daniel Schneider et Corine Bischoff, Au cours du raid, un enfant de treize ans a été tné par des hommes armés qui, selon certains témoignages, circulaient à bord d'une voiture immatriculée en Afrique du Sud.

Le premier ministre da Swazi-land, M. Sotja Dlamini, a estimé, pour sa part, que cette opération avait été effectuée par des Sud-Africains, précisant que, outre le jeune garçon, une autre personne a été tuée. M. Mbabane a adressé une protestation officielle à Prétoria.

Ce n'est pas la première fois que de telles opérations sont effectuées dans le petit roysume euclavé, notamment au cours des derniers mois. D'après le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, les deux Suisses sont accusés d'avoir des relations avec l'ANC. Le gonvernement s'est cependant refusé à indiquer si les deux Suisses auxquels il était fait allusion étaient ceux qui svaient été enlevés au Swa-

Le président de la République pour justifier ces « mesures de securité préventives », a fait état d' - informations irréfutables -selon lesquelles une campagne de seion lesqueiles une campagne de terreur était « programmée pour le mois de décembre et l'année 1987 ». Il a indiqué que, selon des tracts, « le 16 décembre était considéré

comme une occasion oppropriée pour accroître la terreur et le meurtre ». Cette date correspond au vingt-cinquième anniversaire de la création du bras armé de l'ANC, Umkonto We Sizwe (la lance de la

Le chef de l'Etat a précisé que · le centre de commande de l'exécution d'actes de violence et de subversion - se trouve à Lusaka, soulignant que « des unités de meuroriers dans le pays sont contrôlées par des structures installées dans les Etats voisins ». C'est done un avertissement très net aux capitales des pava limitrophes, de même qu'à l'UDF (Front démocratique uni), qui est utilisée et abusée par les forces de lo terreur ».

Saisies de documents

Au cours d'une conférence de presse, des documents émanant, entre antres. . de sources et d'agents à tous les niveaux de l'ANC... - ont été remis à la presse. Il s'agit d'organigrammes sur les structures de l'ANC, de deux brochures sur une conférence consultative qui s'est tenue en juin 1985 et relatives à la stratégie et à la tactique du mouvement nationaliste, et enfin du programme d'action pour 1987. Il s'agit d'un rapport de quinze pages, qui date d'octobre 1986, une sorte de bilan du conseil politico-militaire et du comité exécutif qui examine les possibilités d'action pour l'année à venir (celle du soixante-quinzième anniversaire de la création de l'ANC) et qui state que les objectifs de l'année 1986 (déclarée « année du bras armé ») sont loin d'avoir été

the générale où il est constaté qu'il faut intensifier l'action, consolider l'unité, isolet le régime sud-africain et accroître l'autorité du mouvement sur le plan international. Une sorte de réflexion sur l'état de la lutte et sur la façon de la poursuivre, sans pour autant que soient fixés les proocrets en territoire sud-africain, c'est-à-dire une campagne de terreur et d'attentats.

M. Botha se résère à ces documents pour parler notamment de ision du meurtre, du sabotage et de l'incendie criminal dans les cones blanches, les centres urbains et les zones rurales », sinsi que « de plans pour inciter à la révolution en Afrique du Sud avant, pendant, et après le 16 décembre ». Mais cette date n'est pas mention-née dans les documents remis à la presse comme preuve d'un vaste complot visant à renverser le gouvernement par la force.

Ce discours vise manifestement à justifier notamment les mesures prises la veille contre la presse (le Monde du samedi 13 décem-bre), et il est destiné à l'électorat ic, afin de prouver que le pouvoir contrôle la situation et met tout en œuvre pour faire échec à ces menées subversives. « Je crois, a conclu M. Botha, que le temps est venu d'ouvrir les yeux pour les vrais Etats démocratiques du monde, les groupes d'intèrêts en Afrique du Sud et les gens crédules, qui sont facilement dupés par la propagande

Onelones heures plus tard, le responsable de la police de la région est de Johannesburg interdissit à plu-sieurs organisations anti-apartheid de participer à la campagne « Noël contre l'état d'urgence » et de demander la libération des détenus, la fin de l'état d'argence, la légalisa-tion des organisations interdites et le retrait de l'armée des townships. De même, sont prohibés les appels à la démission des députés des Cham-bres indienne et métisse, à une baisse des loyers, à l'abolition de l'actuel systèmes d'éducation, et contre les agissements des forces de

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le ministère des affaires étran-gères a confirmé, le vendredi 12 décembre, que de « sérieux

accrochages - se sont produits jeudi

accrochages se sont produits jends entre les troupes libyennes et les combattants des Forces armées populaires (FAP) fidèles à M. Gou-kouni Oueddel, dans la région de Bardat, localité située dans le Tibesti, au sud de la bande d'Aozou.

Le porte-parole du Quai d'Orsay a précisé que la France - suit l'évolu-tion de la situation avec la plus grande attention (...) et continue

ZAMBIE: après les émentes de la faim

« Nous avons subi un sérieux revers »

déclare le président Kaunda

LUSAKA

de notre envoyé spécial

M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat zambien, annule sa décision de doubler le prix de la farine de mais, la nourriture de base de la population, car la colère qui avait éclaté il y a une semaine dans la ceinture de cuivre (Copperbelt), dans le nord du pays, grondait aux portes de Lusaka. Le jendi 11 décembre, l'effervescence était en effet à son comble dans les townships qui entourent la capitale zambienne, et des milliers de jeunes avaient commencé à s'eu prendre à un supermarché et à une station-service. Plusieurs locaux de l'UNIP, le parti unique an pouvoir, avaient été saccagés et des effigies de M. Kaunda brûlées en public.

Le soir même, au cours d'une allocution radiotélévisée, le chef de l'Etat annonçait l'annulation d'une décision qui a provoqué des émeutes d'une gravité sans précédent depuis l'indépendance du pays, en 1964. Le bilan officiel probablement sous-estimé - était. vendredi, de quinze morts, dont sept à Ndola, dans le Copperbelt. Le nombre des blessés s'élèverait

TCHAD

Paris confirme que de «sérieux accrochages»

se sont produits dans le Nord

anx FANT (Forces armées natio-

nales tchadionnes) du président His-

sène Habré. Toutefois, cette aide, qui s'inscrit dans le cadre de la mis-

sion «Epervier», n'a pas été ang-

mentée. La situation su Tchad a fait

l'objet d'un entretien, non prévu au programme, vendredi matin, entre M. François Mitterrand et le prési-

dent égyption Hosni Moubarak, es visite officielle à Paris. A l'issue de

cette conversation, M. Mitterrand a

plusieurs centaines. Quant aux dégâts matériels, ils se chiffreront à plusieurs millions de dollars : magasins pillės, būtiments publics

M. Kaunda a dénoncé « les activités anti-société de hooligans dirigés par leurs maîtres étrangers », sans préciser la nationalité de ces derniers, mais laissant entendre qu'il pourrait s'agir d'une opération de déstabilisation conduite par l'Afrique du Sud.

Le fait que - des centaines de milliers de jeunes soient sans emplot », comme M. Kannda l'a reconnu, et que, pour coux qui travaillent, les faibles angmentations de salaire ne compensent pas - et de loin - celles des produits de première nécessité, explique à lui seul la violence de ces émeutes qui ont contraint le pouvoir à reculer. - Nous avons subi un sérieux revers », a convenu le chef de l'Etat. « Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas appliqué cette mesure par paliers, au lieu d'agir ainsi bruadement, comme s'il tablait sur notre passivité, s'interroge un habitant de Lusska. C'est de l'inconscience plus encore que de lo maladresse. >

Nombreax sont ceax qui mettent en avant le « manvais génie »

reaffirme qu'il n'était per question

A N'Djamena, on indique, de ource officielle, que les forces

source officielle, que les forces hbyeunes out été « stoppées » à Bar-dal, tout en affirmant que le reprise de l'offensive des troupes du colonel Kadhafi est « imminente ». Le bilan de ces combats, indique-t-on, est de

quarante cinq morts da côté libyen.

cinq prisonniers, six vehicules Toyota et six camions libyens ayan

one la France « intervi du 16º parallèle ».

do FMI (Fonds monétaire international) qui a contraint le gouvernement zambien, sans lui laisser aucune marge de manœuvre, à supprimer toute subvention à la consommation s'il voulait obtenir de sa part de nouvelles facilités de credit. - M. Kaunda est un homme aux mains nues qui n'avait pas d'autre moyen que de se soumettre à ce diktat, étant donné le piteux état dans lequel se trouve l'économie du pays, notent les observateurs. Peut-être a-t-il pris le risque de jouer la politique du pire en montrant aux experts de Washington à quelle impasse conduisait leur sys-

li n'empôche qu'eu s'eu prenant à l'UNIP et à la personne même de M. Kannda, en criant des slogans et en agitant des pancartes très -politiques-, beaucoup de manifestants, que ce soit dans le Copperbelt on a Lusaka, ont vouln dire que le FMI avait parfais trop bon dos et que les dirigeants de leur pays étaient pour une large part responsables de leurs malheurs. En effet, la chute des coars du cuivre, dont la Zambie tire l'essentiel de ses ressources en devises, ne date pas d'hier; depuis dix ans, aucun plan de développement agricole n'a été mis en œuvre avec détermination.

L'ordre a été, semble-t-il, rétabli, mais la situation, notamment dans le Copperbeit, demeure très tendue. L'armée, dont les chefs ont renouvelé leur serment de fidélité au régime, reste en état d'alerte. Quant à M. Kaunda, il a gyerti ces concitoyens que les crédits destinés au redressement économique serviraient désormais à subventionner les produits alimentaires et que, en conséquence, « la taux de croissance du pays serait mul - Mais la situation économique de la Zambie, qui est déjà critique, peut-elle encore s'aggra-

JACQUES DE BARRIN.

Europe

TURQUIE

L'accord de défense avec les Etats-Unis a été renouvelé

Ankara (Reuter). - La Turquie et les Etat-Unis ont signé, le vendredi 12 décembre, un document portant renouvellement de leur accord de défense, mettant ainsi fin à treize mois de pourparlers sur l'aide américaine.

Le secrétaire adjoint américain à la défense, M. Richard Perle, a précisé que l'accord prorogerait pour einq ans, à compter du 18 décembre 1985, l'accord de coopération économique et de defense (DECA), qui avait expiré à cette date avant d'être prolongé sur une base annuelle. A l'origine, la Turquie avait exprimé le souhait que le nouvel accord ne porte que sur deux ans, afin de pouvoir négocier des clauses plus avantageuses après les élections présidentielles américaines de

Le DECA met à la disposition des Américains une importante base aérienne, des facilités en matière de télécommunications et d'observation à proximité des frontières soviétiques, en échange d'une aide que la Turquie juge de plus en plus insuffigante.

Les dons et les prêts américains ont représenté 868 millions de dollars pour l'exercice 1985-1986. M. Perle a indique que la Turquie recevrait 590 millions de dollars d'assistance militaire et économique durant l'exercice financier qui a débuté le le octobre, mais il s'est abstenu d'avancer des chiffres pour ce qui est des surplus d'équipements de défense américains ou des réductions d'intérêts sur prêts promis à Ankara.

URSS: M. Najibullah à Moscou

L'Union soviétique «n'abandonnera pas» l'Afghanistan

de notre correspondant

Le munéro un afghan, M. Naji-bullah, a été reçu, le vendredi 12 décembre, par M. Gorbaichev, qui l'a assuré que l'URSS « n'aban donnerait pas un voisin dans le malheur . L'intéressé ne semblait d'ailleurs pas vraiment craindre cette éventualité. M. Najibullah, ancien chef des services secrets qui a remplacé M. Babrak Karmal à la tête du parti unique afghan, effectuait sa première visite officielle à Moscou depuis son accession au pouvoir. Au cours du diner au Kremlin, M. Gorbatchev à longuement évoqué, selon l'agence Tass, les possibilités d'un règlement politique de ce qu'on appelle bizarrement ici la situation entendu officiellement que les résis-tants ne peuvent venir que de l'exté-

M. Gorbatehev sonhaite que l'Asghanistan reste un pays « indé-pendant, non aligné et omi ». - Nous n'entendons pas laisser longtemps en Afghanistan les troupes que nous y avons envoyées à lo demande de son gouvernement; nous l'avons confirmé par le retrait de six régiments. Je veux le souligner encore une fois : le retrait des troupes peut être accéléré dès qu'un règlement équitable autour de l'Afghanistan sera réalisé », a

déclaré le dirigeant soviétique. M. Gorbatchev faisait allusion aux négociations, sous l'égide des Nations unies, entre l'Afghanistan et le Pakistan (principale base arrière de la résistance), qui doivent reprendre à Genève le 11 février. Celles-ci butent sur la question cruciale d'un calendrier de départ des troupes soviétiques. • Le processus se poursuit (...) certes, mais on y constate des à-coups et des périodes de ralentissement; cependant, des éléments suscilent l'optimisme a

encore déciaré M. Gorbatchev à

propos de ces négociations.

Dans sa réponse, M. Najibuliah
n'a apporté aucun élément nouveur qui permette d'espérer un résultat quelcouque à Genève dans un avenir raisonnable. Il est vrai que l'initiative ne lui appartient guère. Le numéro un afghan a décrit "I UNSS comme noire ami, noire frère et notre professeur», et il a cru pouvoir sffumer que les rela-tions soriéto-afghanes étaient un « phare pour les peuples du monde

Le dirigeant alghan a lui aussi rappelé le départ - sous une pluie de roses - de six régiments soviétiques (environ huit mille hommes alors que le corps expéditionnaire soviéti-que en compte cent dix mille] en octobre dernier.

M. Najibuliah a enfin appelé une fois de plus à une « réconciliation » des Afghans qui pourrait aller jusqu'à la « formation d'un gouvernement d'union nationale dans lequel pourraient entrer des forces qui se sort trouvées temporairemen au-delà des frontières du pays, mais sont prêtes à prendre part à sa Plus prosakruement, le dirigeant

afgian avait fait le manage chez hii avant de se rendre à Moscou. M. Karmal a été déponillé le 20 novembre des quelques fonctions hourifiques officielles qu'il conservait encore. Ce fut ensuite le tour du ministre des affaires étrangères Chaf Mohammad Dost, remplace par M. Abdul Wakil, lequel a été reçu vendredi par M. Chevard-nadze. M. Dost, longtemps lié à M. Karmal, avait « läché » ce dernier dans l'espoir de lui succedet. L'opération était, semble t-il, presque faite lorsque les Soviétiques y ont mis leur veto en mai dernier et imposé à la tête de l'Afghanistan le jeune (trente-neuf ans) chef des ser-

DOMINGQUE DHOMBRES.

Un avion de l'Acroflot s'écrase à Berlin-Est: 69 morts

Berlin (AFP, UPI, AP, Reuter).

- Un biréacteur Tupolev-134 de la compagnie soviétique Acroflot, en provenance de Minsk, s'est écrasé, le vendredi 12 décembre, peu avant d'attertir sur l'aéroport de Berlin-let. Il le avenir deser maiseure Est. Il y aurait douze survivants sur les quatre-vingt-un passagers et membres d'équipage. Une commis-sion d'enquête présidée par le minis-tre des transports est-allemand a été formée pour déterminer les causes de la catastrophe. Le brouillard était très dense au moment de l'accident.

C'est dans un appareil du même type que le président du Mozambi-que, Samora Machel, avait péri, le 19 octobre dernier, avec trente-trois autres personnes à la frontière sudafricaine. Le Tupolev-134 a été impliqué dans plusieurs accidents ayant provoqué la mort d'un nombre indéterminé de passagers : le 17 octobre 1986, en Sibérie ; le 1* février 1985, près de Minsk ; le 10 janvier 1984, à Sofia ; en septembre 1983, à Ahna-Ata. Enfin, deux Tupolev-134 étaient entrés en collision, le 17 août 1979, au-dessus de l'Ukraine tuant cent soixante-treize

· ESPAGNE: un industriel misvé per l'ETA - L'ETA a reverdiqué, le vendredi 12 décembre. l'enlèvement d'un industriel basque, M. Jaima Caballero, disparu depuis mercredi, repporte le quotidien basque Egin. L'ETA déclare avoir enlevé M. Caballero, directeur d'une papeterie à Villabons, près de Saint-Sébestion, afin d'obtenir de l'argent pour e la lutte de libération nationale du peuple basque ». M. Caballero serait un arti de M. Xavier Accellus, président du Parti nationaliste basque (conservateur), au pouvoir dans le gouvernement régional: — (AP.)

Proche-Orient

L'affaire des otages du Liban

Matignon dément toute « négociation » avec les ravisseurs

Les services du premier ministre ont dementi « de la manière la plus formelle », le vendredi 12 décambre, les informations publiées le même jour par le quotidien Libération selon lesquelles la France aurait payé une « rançon » pour obtenir la libération, en juin dernier, de deux des ctages français du Liban, Phi-lippe Rochot et Georges Hansen (le Monde du 13 décembre).

(le Monde au 13 decembre).

Le cabinet du premier ministre défie quiconque d'apporter le preuve des faits avancés par les auteurs de l'article», indique un communiqué, qui ajoute: « Considérant que ces prétendues informations sont de nature à géner les affirets nermanents déplonée nar le efforts permanents déployés par le gouvernement français pour la libs-ration des otages, celui-ci se réserve

le droit d'utiliser à l'encontre du journal Libération toutes les voies de droit qu'il jugera utiles. » L'enquête de Libération affirmait

que le gouvernement avait « négo-cié » avec les ravisseurs par l'inter-médiaire d'hommes d'affaires liba-nais chittes résidant en Côto-d'Ivoire et par l'entremise du chef de cabinet du premier ministre, M. Michel

Rossm.

Dans une lettre adressée à Libération — et que le quotidien publie ce samedi, — Philippe Rochot et Georges Hamen écrivent notamment: « Nous avons lu avec peine vos « révélations », dont l'objectif nous parait beaucoup plus d'exploiter l'aspect sensationnel de l'affaire des otages que de sauver des vier humaines. »

La visite de M. Monbarak à Paris

La France appuie les demandes de l'Egypte auprès du FMI

que Paris multiplierait les intérven-tions suprès du FMI et de la Banque mondiale pour que Le Caire obtiense un rééchelonnement de sa obtiense un rescheionnement de sa dette actérieure (évaluée à quelque 37 miliards de dollars) et l'octroi d'un crédit de 1,8 miliard de dol-

Vendredi, après un nouvel entre-tien avec M. Mitterrand, le rais a reça le frère du roi. Fahd d'Arabie saoudite, le prince Salman, en visite à Paris à l'occasion de l'ouverture d'une exposition consacrée à son pays. A trois semaines du sommet islamique de Kowelt, les deux hommes se sont longuement

Le président égyptien, M. Hosni Monbarak, devait achever, le samedi 13 décembre, une visite d'Etat de trois jours en France après avoir obtens l'appni de Paris pour faire face aux difficultés économiques de Clienc out réaffirmé à leur hôte one Paris multiplierait les intéresses devant les caméras. Cette remountre confirme que les deux pays conservent des liens étroits avoir notamment économiques et culturels — en dépit de la rappure des rélations diplomatiques décidée par et chience out réaffirmé à leur hôte que les caméras. Cette remountre confirme que les deux pays conservent des liens étroits — notamment économiques et culturels — en dépit de la rappure des relations diplomatiques décidée par encountre confirme que les deux pays conservent des liens étroits — notamment économiques et culturels — en dépit de la rappure des liens étroits — notamment économiques et culturels — en dépit de la rappure des liens étroits — notamment économiques et culturels — en dépit de la rappure des liens étroits — notamment économiques et culturels — en dépit de la rappure des liens étroits — notamment économiques et culturels — en dépit de la rappure des rélations diplomatiques de l'experience que le confirme que les liens étroits — notamment économiques et culturels — en dépit de la rappure des rélations diplomatiques de l'experience de la rappure des rélations diplomatiques de l'experience de la rappure des rélations diplomatiques de l'experience de la respect de la rappure des rélations diplomatiques de l'experience de la rappure des rélations diplomatiques de l'experience de la rappure de la rappure de la rappure de la rappure des rélations diplomatiques de l'experience de la rappure de la rap pays conservent des liens étraits — notamment économiques et cultu-rels — en dépit de la raprare des rélations diplomatiques décidée par Ryad à la suite des accords de Camp David. L'exposition snoudienne pré-sentée au Grand Palais — Le pro-dige saoudien, Ryad d'hier à aujouri mi » — doit d'ailleurs être chainement accoeillie au Caire, Le chef de l'Etat égyptien, dont le phys pourrait commander vingt non-veaux Mirage-2000, a également reçu, vendredi, le patron de Dasssult-Breguet, M. Serge Das-

sault. Après un petit déjeuner à l'Ely-sée, M. Monbarak devait quitter Paris pour Stattgart (RFA), De la il se rendra ensuite en Roumanie, puis en Grèce et en Italie avant de

M. Jacques Chirae a réuni l'ensemble du gouvernement — ministres, ministres délégnés et secrétaires d'Etat — le vendredi 12 décembre, à 15 h 30, à l'hôtel Matignon. M. Denis Baadouin, porte-parole du premier ministre, a indiqué que ce conseil de cabinet, prévu depuis plus de quinze jours, devait initialement, à la demande de M. Edouard Balladur, ministra d'Etat, ministre de l'économie, des d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, être consacré uniquement aux orienta-tions économiques et financières pour 1987 et aux grandes lignes du budget de 1988.

1

eux revers.

the state of the s

Agent Cale of the Stranger and Charles and St.

The state of the s

The second secon

And the same of th

the state of the s

The second section is the second

The state of the s

and the state of the factor of

The second second

The second section of the second

A CO. C. S. Arresto and L. Arresto.

-- Adapter to the

A transmitted and the top 2

and the second

and the second second second second

Service Advancement

Tenen Bereit. J. Statt i.

:he-Orient

We the state of

實際 27年後

THE CHARLES

again a substant of the substa

And the second s

Salar and the sa

The state of the s

And the second of the second o

The control of the co

-

4,644

Control of the Contro

10-400 E-10-00

...

Section .

105.000 man 84.00 .

شيزه والمستعدد

Land of the second free

Scul M. Bernard Pons, en visite Scal M. Bernard Pous, en visite en Nouvelle-Calédonie, était absent de cette rénnion, qui a duré deux heures et qui a été ouverte par une déclaration de M. Chirac. Le premier ministre, après avoir évoqué les événements des dernières semaines et sa décision de ne pas organiser de session extraordinaire du Parlement, a demandé, selon M. Bandonin, que a demandé, selon M. Bandouin, que, plus que jamais, il y ait solida-rité, cohérence, d l'intérieur du gouvernement ». Il a iudiqué qu'il « veillera à ce que la communica-tion interne entre les différents ministères se fasse de façon plus

M. Chirac, toujours selon son porte-parole, a annoucé qu'il s'efforcera de tenir des réunions de ministres et des réunions plénières du gouvernement de façon plus régulière ». Remerciant les ministres pour le travail qu'ils avaient accompti depuis neuf mois, M. Chirac en a souligné le « bilan particulièrement positif ». Il leur a ensuite demandé de « réfléchir sur les objectifs que chacun d'eux, dans son département ministériel, entend ou souhaite voir atteints au cours de l'année 1987 ». Cette réflexion devra aboutir entre le 10 et le 15 janvier prochain. Un nouveau conseil de cabinet sera alors convoqué pour établir le programme de

travail du gouvernement. Après avoir demandé aux membres du gouvernement qui voyagent à l'étranger de le faire « en coordination avec le secrétariat sénéral du gauvernement et avec le ministère des affaires étrangères », M. Chirac o rappelé, a dit M. Bandohin, qu'il. lgroce le mot de « pause » et qu'il a ... ment, sur la concertation qui doit y dans l'esprit, pour cette période; les ... régner et sur la cohabitation. mots « concertation », « informa- . Le porte-parole du premier minis-

une réalité que nous vivons tous les jours, avec ses difficultés et, aussi, ses avantages ». C'est l'applica-tion de la Constitution, a ajouté M. Chirac, cité par M. Bandonia. Elle est ratifiée largement par le public dans tous les sondages et elle doit être continués. doit être continuée.

S'estimant sans doute mis eu cause, M. Albin Chulandon, ministre de la justice, qui, le 30 novembre dernier, avait déclaré la cohabitation - perverse -, a réaffirmé que cette situation est responsable des difficultés que rencontre le gouver-nement. Ces propos de M. Chalan-don n'ont pas été rapportés par M. Bandouin, non plus que ceux de M. Chirac soulignant que la fonc-tion et la personne du prési-dent de la République ne doivent pas être mises en cause, mais qu'il n'est pas interdit d'attaquer le Parti socialiste « et le chef du Parti socialiste ». Ces derniers mots ont été compris comme visant M. François Mitterrand en tant qu'inspirateur des initiatives que prenneat les

M. Léotard : le gouvernement doit marquer son terrain

Le garde des sceaux a aussi parlé des trois projets qu'il a préparés et qui sont ou doivent être examinés par le Parlement. Il a insistésur la nécessité d'agir sans tarder face aux problèmes que posent les prisons (le projet de loi sur la création d'établissements pénitentiaires « habilités » est à l'ordre du jour du Sénat) et la drogue. En revanche, M. Chalandon estime que le projet de résorme du code de la nationalité doit être réétudié et expliqué avant d'être soumis au Parlement

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, président du PR, a rappelé, selon président du PR, a rappelé, selon M. Baudouin, « que ce gouverne-ment est le résultat d'une alliance solide entre physicurs families et d'une association entre divers partis - et qu'il « doit marquer son terrain, en toute loyauté, vis à vis de ceux qui ne partagent pas ses opinions. M. Léotard exprimait ainsi sa position et celle de ses amis sur la solidarité an sein du gonverne-

tion » et, en même temps, « action ». tre n'a pas rendu compte de l'inter-

qui «devient plus fermée» et qui connaît, aussi, un «refus des kièvar-chies». Il estime qu'el faut com-prendre cette évolution et être prudent dans les réformes.

Le président du CDS a insisté sur la nécessité d'un «accompagnement social» de la politique économique du gouvernement, et il a demandé que l'absence de session extraordi-naire da Parlement soit mise à profit pour préparer quelques mesures rignificatives, allant dans le sens de l'égalité des chances. Il a cité, à titre d'exemples, le plan de M. Adrien Zeller, secrétaire d'Elat auprès du ministre des affaires sociales, sur les nouvelles pauvretés, et l'amendement Coluche, visant à permettre aux contribuables de soustraire de leur impôt une somme versée à des œuvres de bienfaisance.

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, qui est arrivé à l'hôtel Matignon vingt minutes après le début de la réunion, a, dans une longue intervention, fait l'historique des vénements des dernières semaines. dont l'enchalaement, a-t-il dit, -n'est pas fortuit -. Selon M. Baa-donin, M. Pasqua a affirmé avoir - accumulé des preuves de ce que certaines agressions sont le résultat d'une volonté déterminée de la part de certaines forces, dont l'esprit est. parfois, révolutionnaire -.

Selon d'autres sources, le ministre de l'intérieur e déclaré que le mouvement des étudiants et des lycéens avait été le résultat d'une conjonction entre l'action - corporatiste - de la FEN et l'état d'esprit de la jeunesse universitaire et scolaire. En d'antres termes, les enseignants de la FEN auraient encouragé et aidé le monvement, que les services du ministère de l'intérieur n'ont -pas vu venir .. a dit M. Pasqua, parce que leur attention était occupée par le terrorisme. Le ministre a laissé paraître le regret de ne pas avoir néficié d'une plus grande solidarité de la part de l'ensemble du gou-

M. Juppé: «Se comporter en hommes politiques »

Prenant la parole après M. Pas-qua, M. Alain Juppé, ministre délé-gué au budget, a évoqué, aussi, les propos du premier ministre, qui avait invité les membres du gouvernement à « occuper leur terrain » et, Le porte parale du premier ministre de l'équipement, président du CDS, qui a évoqué, lui aussi, la diversité des « sensibilités ». qui passionne la presse, n'a pas à l'équipement sur la société française. politique du gouvernement soit mieux «expliquée». Pour M. Juppé, il importe que les ministres se com-

ciens, mais comme des hommes politiques . de sorte que le gouvernement puisse - reprendre l'initia-

Après M. André Rossinot, ministre des relations evec le Parlement, président du Parti radical, qui e évo-qué l'ordre du jour - chargé - de la sessioa da printemps prochain, M. René Monory, ministre de l'édu-caion nationale, a émis le souhait qu'un ministre délégué à l'enseigne ment supérieur et à la recherche soit désigné - assez rapidement - eu quet. MM. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, dirigeant du PSD, et Georges Chavanes, ministre délégué aa commerce et à l'artisa-nat, ont, eussi, pris la parole. Enfin. M. François Guillaume, ministre de l'agriculture, a brièvement évoqué les problèmes de son département.

Anrès ee e toar de table ». M. Balladar a fait le bilaa de l'action du gouvernement dans les domaines économique, financier et social, où les résultats, a-t-il dit, soat satisfaisants . Le ministre d'Etat a souligné, particulièrement, que les prix avaient été contenus, de même que la masse monétaire, et que la privatisation de Saint-Gobain avait remporté ua succès » très remarquable », 10 % des actions étant achetées par des salariés de cette

Pour 1987, M. Balladur se fixe comme objectifs un taux de croissance qui pourrait se situer entre 2,5 % et 3,5 % et aa taux d'inflation de 2 % à 3 %. La compétitivité des entreprises demeure, a-t-il dit, ane préoccupation majeure, de même que l'évolution des coûts sociaux. Le ministre d'Etat e souligné en conclusion, selon M. Baudouin, que le budget qui sera préparé en 1987, année pré-lectorale », devra être exempt de » démagogie », que les réductions d'impôts devront être maintennes et que si des augmentations de dépenses sont aécessaires, elles devront être compensées par des économies sur d'autres postes. Selon d'autres sources, M. Balladur a cité le chiffre de 40 milliards de france d'économie dans le budget de

M. Baudouin a rapporté, enfin, les propos de conclusion du premier ustre, qui s'est sélicité de la créa tion de sept cent vingt mille emplois veaux, grace an plan pou l'emploi des jeunes, et qui a déclaré que le gouvernement doit - tenir ses engagements, certes, mais avec courage et sans démagogie ».

1988, année de tous les périls

N réuniasent la vandradi pour l'Etst sont meintenant largement dépassés. S'y sont ajoutées des mesures spectaculaires comme conseil de cabinet exceptionnel pour diacutar du budget da 1988, M. Chirac a appliqué un vieux prin-cipe de stratégie militaire qui veut qu'en situation difficile la mellleure défense est encore d'attequer.

Difficile, la préparation du budget de 1988 l'est déjà, tant les promesses faites par l'équipe au pouvoir ont été nombreuses depuis quelques mois, prenant tantôt la forme de baisses d'impôts, tantôt celle de dépensas nouvalles. Nous na sommes qu'à la mi-décembre 1986. D'ici à septembre 1987, date à laquelle le gouvernement devra avoir arrêté ses décisions concernant les impôts et les charges de l'Etat pour 1988, beaucoup de promesses nouvelles seront peut-être venues grossir une liste déjà impressionnente. C'est, semble-t-it, pour empêcher

le flot de monter que le gouvernement s'est reuni vandredi avac ostentation pour bien montrer sa farme resolution. Reste à savoir qui a pris l'initiative d'une telle réunion tenue un mois et demi avant les dates habituelles, la préparation d'un budget commençant généralement à la fin du mois de janvier. M. Chirac, pour détourner l'attention des Français de certaines réformes de l'enseignement ou MM. Balladur at Juppé, effrayés par les difficultés qui les attendent fin 1987-début 1988 ?

Barristes et socialistes

A la fin du mois de novembre, le député barriste, M. Bruno Durieux, avait estime à 22 milliards de francs les baisses d'impôts promises par le gouvernement, répétant en cela une estimation que nous avions faite présédemment le Monde du 16 octobre). Ce chiffre a été confirmé récemment par M. Alain Juppá lui-même, qui a ajouté qu'il faudrait également réduire le téficit de 15 milliards de francs en 1988 et engager 5 milliards de francs de dépenses nouvelles, précisant - pour couper court à toute objection - que 40 milliards d'économiaa nouvalles seraient

Baissa à 50 % en trois ans du taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu (10 milliards de francs en 1988); baissa de 45 à 42 % du taux de l'impôt sur les sociétés (8 milliards de francs) ; nouvel allégement de la taxa professionnelle (2 milliards de francs); suppression plus rapide que raux (2 milliards). Voità pour les 22 milliards de francs reconnus par M. Juppë.

Mais ces allégements fiscaux qui sont autant de pertes de recettes

le projet de loi sur l'épargne qui vise à compléter - sous forme d'encou-ragement à l'achat d'actions et d'obligations les régimes de retraite par répartition de la Sécurité sociale.

Ce projet, quand il aura atteint sa maturité, coûtera à l'Etat 5 à 6 milliards de francs par an d'ellégements fiscaux et déjà plus 1 milliard de francs en 1988. S'ajoutent deux blocs de dépenses importantes : la loi de programmation militaire qui couvrira la période 1987-1991, et accordés par le gouvernement à ceux qui construisent at investissent dans le logement. Au total, quelque 5 milliards de francs par an, dès 1988.

Si l'on retient les dépenses prévues pour les DOM-TOM lun demimilliard de francs) et d'autres promesses de moindre ampleur, on en arrive, selon les barristes, à une cin-quantaine de milliards de francs. Les calculs des experts du Parti socialiste aboutissent, eux, à une quarantaine de militards de francs.

Encore faudra-t-il tenir compte, ca que personne ne fait, de la modification du régime des donationspartages qui réduit les droits de succession, at da la probable modification du berême de ces droits que M. Balladur ne se cache pas de souhaiter. Sans oublier l'extension à l'ensemble des commerçants et des professions libérales de l'abattement de 20 % reservé jusqu'à présent aux seuls salariés pour le calcul de leur impôt sur le revenu.

Si les estimations varient, les jugamenta convergent aur deux points: les promesses faites sont d'ores et déjà considérables ; l'année 1988 rique bien d'être très difficile, « l'année de tous les périls » , disent barristas et socialistes réunis - une fois n'est pas coutume - dans la même analyse critique.

Ajoutons une chose : les économies envisagées par M. Juppé (40 milliards) ne seront pas faciles à réaliser et même, pour tout dire, impossibles à faire dans de talles proportions. On vient de la voir avec la budget de 1987 qui n'a permis ou une douzaina de milliards de francs d'économies véritables (1), ce qui est déjà considérable, mais tres loin das 40 milliards da francs annoncés.

C'est bien la montée de ces périls que MM. Balladur et Juppé ont voulu

ALAIN VERNHOLES.

(1) Le Monde du mercredi 17 sep-

A l'Assemblée nationale

Les socialistes contre le ministre de l'intérieur

La séance des questions orales - l'espère que vous transmettres de sans débat du vendredi matin, traditionnellement consacrée à des sujets qui ne suscitent pas les passions, a donné lieu le 12 décembre à des échanges vifs entre le groupe socia-liste et le ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud.

Les députés socialistes out consa-cré toutes leurs questions aux consé-quences policières des manifesta-tions de la semaine deraière. Ils ont demandé à plusieurs reprises que le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, vienne lui-même s'expliquer devant la représentation nationale.

- Nous sommes venus entendre Nous sommes venus entendre M. Pasqua et pas un ministre délégué lire des papiers », a protesté M. Joxe. « Je suis stupéfié par le mépris de M. Joxe », a répondu M. Pandraud, qui a dénoncé « la campagne de désinformation qui cherche à déconsidérer la police ». « On ne veut pas vous vexer M. Pandraud, mais c'en M. Pasqua

M. Pandraud, mais c'est M. Pasqua que nous voulons entendre », explique, plein de sollicitude, M. Michel Sapin (PS, Haats-de-Seine) à l'adresse du ministre. « C'est lui le responsable du décaloge entre la jeunesse, les Français et la police.

M. Madelin se déclare contre « une certaine droite autoritaire »

M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des PTT et du tourisme, déclare notamment, dans une interview publiée par le magazine Globe (numéro hors série, daté 12 décem-bre); « Il ne faudrait pas que le gouvernement donne l'image d'une droite autoritaire, ou s'y laisse ensermer (...). C'est, à mon avis, plus un problème de musique (...) un peu trop fanfare militaire peutêtre (...) qu'un problème de paroles (...). La difficulté consiste à satisfaire [le] souci [de sécurité] sans faiblesse, mais sans comber dans le son excessif destiné à complaire à une certaine droite autori-

M. Pasqua nos questions. » « Je ne me suis jamais considéré comme un petit télégraphiste », a répondu M. Pandrand qui s'est livré à un long rappel historique des manifestations depuis le 27 novembre et des mistractions données à la police. « Qui a livré le quarter Latin aux loubre de carre aux silland à sui le contra de la livré le quarter la literate » de la livré le quarter la literate » de la livré le quarter la literate » de la literate de la lit louburds et aux pillards? s'insurge M. Pierre Joxe. - Le minis-tre de l'intérieur a merai en disant qu'il n'y avait sur place aucun offi-cier de police judiciaire pour procé-der d des interpellations », ajoute le député de Saone-et-Loire, qui se demande si l'absence de M. Pasqua est un signe avant-coureur de son

départ du gouvernement. Dans l'hémicycle, le ton devait monter d'un cran après l'interven-tion de M. Roland Dumas (PS, Dor-dogne): « Vous avez laissé provoquer le désordre (...) pour l'utiliser à des fins médiocres de récupération politique », a affirmé M. Dumas. Votre angélisme de circonstance ne trompe personne. « Les Fran-cais savent bien qui a soutenu les manifestations (...) Messieurs, les casseurs, c'est vous! » rétorque excédé M. Pandraud, en direction des députés socialistes, applaudi par la majorité et le FN.

Décidés à obtenir des éclaircisse ments sur les conditions du maintien de l'ordre, les socialistes, comme les communistes, out déposé des propositions de résolutions demandant la création de commissions d'anquête parlementaires « sur les instructions des parlements de l'ordre » les seus de l'ordre » l'ordre » l'ordre » les seus de l'ordre » l'ordre partementaires « sur les instructions données aux forces de l'ordre - lors des récentes manifestations. Des informations judiciaires ayant été ouvertes, les possibilités d'investigation de telles commissions sont réduites. Aussi les socialistes ont-ils trouvé un biais : la création d'une « commission de contrôle sur lo nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police oux forces chargées du main-tien de l'ordre à Paris ». Les » commissions de contrôle » ne sont pas, en effet, gênées par les enquêtes judiciaires mais elles ne penvent s'intéresser qu'à la « gestion administrative, financière ou technique de services publics .. La commission des lois doit exa-

miner ces diverses demandes le mer-credi 17 décembre, et l'Assemblée en séance publique, si la majorité l'accepte, avant la fin de la semaine.

CORRESPONDANCE Les amitiés de M. Pasqua

M. Roland Francisci nous écrit, à propos de notre récent portrait de M. Charles Pasqua (le Monde du 6 décembre) dans lequel était évo-que le passé de son frère Marcel, ancien patron des cercles de jeux parisiens, assassiné le 15 mars 1983 à Paris:

Je relève que le nom de mon frère Marcel Francisci est utilisé pour les besoins de l'article, et sert à illustrer un exemple de personne pea recommandable, voire même de trund ce qui constitue à a'en pas douter une atteinte grave à sa mémoire. Je souhaite que vous portiez à la connais-sance de vos lecteurs les précisions suivantes : Marcel Francisci était un élu de longue date, maire, conseiller général et vice-président da conseil général de la Corse, ce qui me parait une garantie, s'il en était besoin, de

son honorabilité. Comme il y est fait allusion par ailleurs, il avait été un engagé volon-taire de la première heure, deux fois prisonnier et évadé, ce qui lui avait valu les plus hautes décorations francaises.

Compte tenu de ces deux qualités, il n'était ni anormal ni déshonorant pour un responsable politique de la même formation de faire une démarche en sa faveur d'autant plus que cette dernière a avait d'autre but que celui de le rétablir dans son bon droit et concernait un dossier limpide bénéficiant de tous les avis

The property of the property o

Le colloque des intellectuels juifs de langue française

Israël parmi les « peuples de la Terre »

« Il n'y a pas d'éthique juive, il y a une obsession juive de l'éthique », disan, lundi 8 décembre, l'écrivain Alain Finkielkraut, au cours de la dernière séance du vingt-septième colloque des intellectuels juifs de langue française. Si la question d'autrui est, ainsi, au cœur da judalsme, l'autre a aussi, historique ment, obsédé – au sens étymalogique et courant du mot – les juifs. De l'époque biblique jusqu'au conflit israélo-arabe, les démélés des juifs avec autres peuples composent la trame de leur histoire.

Le colloque organisé, comme cha-que année, par la section française du Coagrès juif mondial, au centre Rachi, à Paris, du 6 au 8 décembre, avait pour objet d'examiner certains des regards que des juis ont portes, à travers les époques et les pays, sur ceux que la Bible désigne comme les peuples de la Terre ».

Abordée en premier lieu, la confrontation du judaisme avec le christianisme à l'époque moderne a été étudiée, dans la pensée de l'alle-mand Franck Rosenzweig, par M. Stéphane Moses, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem. Pur produit du judaïsme assimilé et cultivé qui fleurissait en Allemagne au début du vingtieme siècle, Rosenzweig envisage d'abord le christianisme comme civilisation, à travers les philosophies de Hegel et

de Schelling. C'est pendant la guerre de 1914-1918, où il est mobilisé, que certaines de ses idées se précisent et qu'il en vient à concevoir son temps comme celui de la sécularisation intégrale du christianisme, particu-hérement à travers le nationalisme. Celui-ci u'est rien d'autre, selon Rosenzweig, que la christianisation da concept de peuple, qui fait que les nations se voient chargées d'une mission messianique. C'est là pour lui, l'origine de la guerre.

Le christianisme est, pour Rosenzweig, déchiré entre la rédemption, dont l'événement est sa foi, et l'histoire, qui, pourtant, continue; entre le mystique et le politi-

lui, est absent de l'histoire et de son agitation répétitive; il vit, dans le rituel, et médite, dans l'étude, la rédemption à venir. De cette opposition, minutieuscment observée dans l'Etoile de rédemption, Rosenzweig conclut à une complémentarité du judaïsme et da christianisme, l'un témoin de l'absolu, l'autre ca quête de réconciliation. Selon lui, a résumé M. Moses, « l'existence téelle du peuple juif est, pour le christionisme, lo seule preuve indu-bitable de lo réalité de sa foi ».

Notion républicaine ou « société pluriculturelle »

Ainsi s'explique l'idéal, proposé par Rosenzweig, d'ua judaïsme vivant dans la dispersion; mort en 1929, il a'a vu longtemps dans le sionisme qu'un moindre mal par rapport au risque de dissolution dans l'assimilation, ce qui lui valur de se brouiller avec Gershom Scholem, que ce dernier partit d'Allemagne pour s'établir en Palestine, en 1922. Ea quittant Rosenzweig, étranger

l'entreprise nationale du judaïsme, le colloque a'en avait pas fini avec la nation, étudiée dimanche d'un point de vue sioniste par M. Ely Ben Gal, historien israélien, et, enfin, par M. Finkielkraut lundi. Observant l'istorien des inife en france déruis l'histoire des juifs ea France dépuis la Révolation, M. Finkielkraut a distingué trois périodes : celle de la reconneissance – gratitude des juils envers la France républicaine émancipatrice et perception d'une parené eure les valeurs républicaines et les valeurs juives ; celle de l'assimilation, qui conduisit de nombreux juis à voir dans la République la réalisation des idéaux de leur conlession; celle de la renaissance du judaïsme, dans laquelle le Français juif, participant à une société devenue individualiste. Init place au juit français.

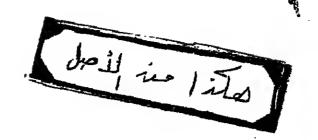
Or, tandis que, selon M. Finkielkraut, les Français, juis ou pas,

que; entre le saint et le prêtre; oublient « la France », voilà que le entre l'Eglise et l'Etat. Le judaisme, Front national reprend le vieux slogan : - La France oux Français ! -A cette proclamation, il ne convient pas, estime-t-il, d'opposer la revendication d'une société pluriculturelle ., qui tendrait à enfermer les individus dans leur - eulture -, mais l'affirmation de la nation comme communauté librement constituée (idéal républicain français) et non pas organique (idéal traditionaliste d'origine allemande).

Cette position conduit M. Finkielkraut à approuver la rélorme du code de la nationalité des lors qu'elle ouvre le droit de devenir français à celui qui en fait la demande, mais à juger inadmissibles les restrictions mises à ce droit. Pour lui, la volonté d'eatrer dans la collectivité nationale doit être la seule condition requise pour y être accueilli, sans que puissent y laire obstacle les condamnations péazles éventuellement subies par celui qui exprime cette volonté. M. Ben Gal a observé, en intervenant dans le débat provoqué par M. Finkielkraut, que cette dernière difficulté serait peut-être comme d'autres pays, la nationalité et la citovenneté.

Loin de ces débats d'actualité, M. Emmannel Lévinas a commenté, dimanche soir, dans sa leçon talmudique, un texte relatif à un psaume qui appelle - tous les peuples - à louer Dieu. L'explication donnée est la suivante : les autres peuples doi-vent louer Dieu, qui, à travers la grâce qu'il a faite à Israël, s'est révélé à eux.

C'estt bien ce qu'ils font, selon M. Levinas, Dans leur foi ou dans leurs œuvres, les autres peubles chantent la gloire de Dieu. Ainsi, at-il conclu, . nous sommes juifs et occidentaux ». La leçon ne s'arrête pas la. . Nous. juifs, a-t-il ajouté, nous devons chanter plus que les outres. -



6 Le Monde Dimanche 14-Lundi 15 décembre 1986 ese

Politique

A la Convention nationale du PS

M. Poperen: M. Chirac n'a plus le « look Rambo »

La convention nationale du PS s'est ouverte samedi 13 décembre à Créteil. Initialement consacrée à l'emploi, elle n débordé sur un débat de politique générale, sur l'analyse du mnuvement étudient et des

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, consacre une large part de son rapport introductif an mouve-ment étudiant et lycéen. « Uni, démocratique et libre, affirme le député do Rhône, tel a progressé [...] le mouvement [...]. Peut-être avons-nous vécu le moment exem-

plaire d'un mouvement autogéré qui aura ainsi donné son vrai contenu à un concept jusque-là abstrait. »

Le numéro deux do PS note encore: « ce mouvement (...) est un moment de pointe d'une poussée plus générale de la société fran-çaise. » « L'affrontemeot (...), continuo-t-il, aura été le point de cristallisation d'un refus généralisé et diffus dans la société française de la politique inégalitaire et rétrograde de la majorité parlementaire. L'enchaînement des mécontente-

domine les milliers de tombes blan-

mache pas ses mots. Montrant les

A chaque étape, ou presque,

doigt les plaies ouvertes de la Lor-

raine. Nous avons tant et tant

souffert . laoce le député des Vosges, M. Christian Pierret. Les

élus lorrains n'ont pas oublié mars

1984 et le plan sidérurgique du gou-vernement Mauroy. M. Fabius, qui

avait alors la charge de l'industrie, ovait d'abord bésité. Puis, coutre

l'avis de M. Mauroy, il s'était finale-

ment rangé aux côtés de la Lorraine,

en se prononçant pour la construc-

tion d'un train universel à Gan-

drange, chez Sacilor, qui était en

balance avec la modernisation des

installations nordistes d'Usinor. SI le

Nord l'emporta contre la Lorraine,

les gens de l'Est savent gré à

M. Fabius de sa position et de ses

Prudence

Pourtant, M. Fabius, peut-être

parce qu'il se souvient des manifes-

tations de colère - contre la gauche - et de désespoir de 1984, o'insiste

guère sur la Lorraine industrielle.

Juste une visite rapide à l'eotreprise

Scholtès - visage de la Lorraine

précèdents a conduit à ce point de cristallisation à partir duquel, ensuite, s'enclenchent des reculades en chaîne du pouvoir. «

A propos des • implications politiques » du mouvement, M. Poperen invite à « contempler les décom-bres « à droite : « Une majorité parlementaire divisée, les plus courti-sans des alliés du premier ministre qui rompent avec cynisme la solida-rité gouvernementale, un premier ministre qui misait toute son ambi-tion sur le look du Rambo français dant brutalité et sermeté. »

Le rapporteur juge néann qu'il serait - imprudent » pour le PS de - penser que l'entrée de beaucoup de jeunes en politique (...) a levé les préventions à l'endroit des organisations politiques et syndi-cales, même de gauche, y compris à l'endroit du Parti socialiste ». Pour lui, il împorte de continuer à « respecter l'autonomie de leur démar-

Le tour de France de M. Fabius

Comment passer par la Lorraine en évitant la sidérurgie

M. Laurent Fabius vient d'emmcoer M. Fabius jusqo'à d'effectuer une visite en Lorraine, dans le cadre du tour de France qu'il a commencé il y a plusieurs mois.

NANCY de notre envoyé spécial

M. Fabius, en Lorraine, fait de la micropolitique ». L'ensemble do voyage, comme le dit l'eotourage de l'ancien premier ministre, est mis · au service du parti ·. dont les socialistes lorrains veulent prouver la capacité de rassemblement. Il s'agit, do même coup, par un maximum de contacts avec les militants et les sympathisants, de montrer un Laurent Fabius proche des gens, souriant, simple, voire ehaleureux, fermement ancré dans ses convictinns socialistes, de casser, eo somme, ce qui peut rester de l'image d'un . Giscard de gauche ..

Dans cette région âpre, piquetée des croix des cimetières militaires, restée sensible aux valeurs de la patrie, ses hôtes o'oublieront pas

M. LIONEL JOSPIN

invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Lionel Jospin, premier secré-taire du Parti socialiste, sera l'invité de l'émission hebdomadaire Le grand jury RTL-le Monde « dimanche 14 décembre, de 18 h 15 à 19 b 30.

Le député de la Haute-Garonne, qui aura présidé le même jour la convention nationale du PS sur l'emploi, répondra aux questions d'Audré Passeron et de Thierry Bréhier, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin, de RTL, le début étant dirigé par Alexandre Baloud.

· performante » - pour s'extasier Douaumont. L'ancien chef de goupoliment sur un four qui cuit un gros vernement atteindra l'ossuaire, par poulet en un quart d'heure. une matinée grise noyée de brume, au moment même où commence à

Et la sidérurgie ? Prudence. Face à la perspective de nouvelles supsonner, comme tous les jours, à midi pressions d'emplais (pent-être 20 000), M. Fabius demande sculejuste, le glas funèbre du clocher qui ment que · soit maintenue la lueur ehes. Premier ministre de ganche on et la lumière de l'espérance . : pas, le ebopelaio militaire qui couduit la visite de l'ossuaire ne · Oui, dit-il, à Hayange, du courage, on peut en demander, mais il ne faut pas aller jusqu'à la provocation. » A Metz, il précise ; « Voilà qu'à l'époque la droite nous avait critiques. Elle n'avait pas de mots accessed des et wella qu'avious d'hui noms des morts inscrits sous les voutes, il lance à M. Fabius : • Ils ont fait leur devoir avant de réclamer leurs droits. Aujourd'hui, on assez durs, et voilà qu'aujourd'hui elle ne propose rien de plus, rien de mieux, mais qu'elle revient en réclame ses droits avant de faire son arrière sur certaines des dispositions positives que nous avions apportées à la Larraine, » Difficile l'ancien premier ministre touche du

Rassembler

de faire plus sobre.

A Hayange, un sidérurgiste com-muniste interpelle le visiteur pour lui rétorquer que la politique de la droite ne fait que s'inscrire dans la continuité des décisions des gouver-nements socialistes. Quelques sifflets, moins combreux que les applaudissements, dans la salle de la mairie socialiste. A l'évidence, le sidérurgiste a mis le doigt sur une aie à vif. A l'évidence aussi. l'ancien premier ministre commet une erreur psychologique en s'abste-nant de reprendre la parole.

De la même façon, à Moyeuvre-Grande, pendant l'inauguration d'un gymnase, l'ancien chef de gouvernement évite prudemment de glisser du terrain consensuel du sport vers celui plus glissant de la sidérurgie.

Une telle tournée s'inscrit, évidemment, pour le présidentiable Fabius, dans le court terme. Si le député de la Scine-Maritime est amené à disputer à M. Rocard l'investiture du parti, an cas où M.

Mitterrand se retirerait de la course. plus les militants le connaîtront, et meilleures seront ses chances. plus long terme, M. Fobius, aidé de ses amis, effectue, dans les fédérations socialistes, un patient travail d'implantation. Ici, il dispose, en souvenir, notamment de sa défense dn train de Gandrange, de solides oppuis chez les parlementaires : plasieurs députés, dont M. Pierret, et le seul sénateur socialiste de Lorraine. M. Jean-Pierre Masseret.

Plus discrets et sans doute moins nombreux dans cette région, les relais dans l'appareil - qui semblent maintenant se multiplier au plan national - existent aussi. M. Pierret ex-CERES, qui vient officiellement de passer du courant Maurov au cooraot mitterraudiste, espère emmener dans son sillage l'ensemble de sa fédération vers le fabiusisme. A terme, on ne fait pas mystère ici de l'abjectif : faire basculer les rocardiens de Lorraine, après une éventuelle défaite, ou un retrait, en 1988 (ce sont deux hypothèses retenues), de leur actuel chef de file.

C'est ainsi que les impératifs de la tactique d'appareil rejoignent ceux du combat au grand jour : dans les deux cas, il s'agit de rassembler. De M. Jean-Yves Le Déaut, député de Meurthe-et-Moselle, qui lui est favo rable, à M. Job Durupt, député ex-CERES du même département, en passant par M. Gérard Welzer. euoc apparenté socialiste des Vosges, tous les parlementaires PS de la région auront suivi, en tout ou en partie, la visite de M. Fabius. Et plusieurs mairies rocardiennes, plus une, celle de Trieux, tenue par un maire communiste critique entouré d'un premier adjoint socialiste, étaient un programme. Car il ne fout pas exclure mais séduire.

JEAN-LOUIS ANDRÉANL

Les communistes en crise dans le Finistère

L'appareil du PCF réduit les foyers de contestation

BREST de notre correspondant

Les communistes contestataires du Finistère pourront-ils tenir encore longtemps? Après avoir été secoué an moment de la conférence hou-leuse de réunification des fédérateuse de réunitication des fédérations nord et sud-finistériennes en
mai dernier (le Monde du 14 juin),
qui entraina la mise à l'écart de
M. Louis Aminot, permanent politique et figure locale aujourd'hui on
ehômage, le PCF reprend progressivement les éhoses en main. L'appareil tente de circonscrire les foyers oppositionnels : Brest, Ploness eloppositionnels: Brest, Plougastel-Daoulas et Carhaix. Avec un certain sueeès, comme en témnigne la démission collective de neuf militants du PCF de Plougastel, dont celle de deux conseillers munici-paux, MM. André Le Gac et Serge Borvon, annoncée lundi 1ª décem-

« Un vieil outil qui ne sert plus ».

Inscrit au PCF depuis 1968, plu-sieurs fois candidat aux législatives, permanent du parti pendant un an et ex-membre du secrétariat fédéral, M. Le Gae qualifie de - putsch l'attitude de la fédération dans sa commune. La cellule (vingt-quatre membres), qui avait voté à 80 % pour un congrès extraordinaire, ne faisait pas mystère de son opposition à la ligne nationale du PCF. Du coup, la fédération a, indirectement, exclo le bureau de cellule, lançant par-dessus cette instance èlue une convocation afin de mettre en place un nouveau secrétariat.

- Cela revient à nous interdire de mettre en œuvre notre conception de la politique -, dit M. Le Cac, avec d'antant plus d'amertume que le PCF a obteno 12 % des voix à

l'occasion d'une élection municipale à Plougastel en avril, alors que le parti n'avait atteint que 3 % aux égislatives dn 16 mars.

Les démissionnaires dénoncent le staliaisme - do purti, son absence de démocratie interne - et souligne qu'il risque d'être • mis sert plus .. A cet égard, M. Le Gac remarque qu'après avoir obtenu six mille adhésions en quinze ans, le PC finistérien se retrouve avec trois mille membres. • Au PCF, dit-il, l'appareil est tout-puissant, utilisant le measonge, brisant les

A Brest, la fédération a mis sur pied une structure parallèle à tra-vers une commission politique dont l'homme fort est M. Patrick Gardet. attaché parlementaire de M= Sylvie Le Roux, député eoropéen. Elle essaie d'enfoncer quelques coins, particulièrement à l'arsenal, seule section d'entreprise dans le Finis-

Parfois avec culot, elle reprend en main les élus. Ainsi, début novembre, M. Gardet a convoqué les élus mmunistes à une réunion préparatoire du couseil municipal. Réaction de Mac Yvoooe Lagadee, MM. Louis Aminot, président du groupe, et Yvon Pichavant, trois des quatre élus (le quatrième, M. Louis Le Roux, membre du comité central et conseiller régional étant dans la ligne): « Nommé chef de la délèga-tion spéciale, Gardet s'autoprociame président du groupe des élus communistes de Brest. »

Dernier épisode de ce combat fratricide : les - aminotistes », privés de vignettes pour la fête de l'unité du 14 décembre à Brest, se voient refuser un stand par la fédération dans l'enceinte de cette fête. L'unité est un combat

GABRIEL SIMON.

L'affaire du « vrai-faux » passeport d'Yves Chalier

M. Jean-Pierre Michau continue ses investigations malgré le « secret-défense » qui lui est opposé

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, n'avait pas réagi dans la matinée du samedi 13 décembre à notre article de la veille (le Monde du 13 décembre), selon lequel le directeur de la DST, M. Bernard Gérard, amait fourni à Yves Chalier un « vrai-faux » passeport avec l'autorisation du ministre de l'intérieur. Ce document avait permis à l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, alors sous le comp d'un mandat de recherche international, de se sous-traire à la justice et de trouver refuge au Brésil. Le ministre de l'intérieur, qui participait vendredi à un conseil interministériel à l'Hôtel Matignon, a refusé de commenter les informations le mettant en cause, mais, dans son entourage, on confinit « ne pas exclure des poursuites judiciaires coutre le journa! le Monde ».

Au Palais de justice, on entend faire la lumière sur tous les aspects de cette affaire, en dépit du « secret-défense » qu'a voulu opposer M. Bernard Gérard à M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement. Le juge a, une nouvelle fois, entendu vendredi le contrôleur général Jacques Delebois, mis en cause par Yves Chalier, qui le désigne comme l'un de ceux qui l'ont aidé dans sa fuite. Inculpé dans l'affaire des fameux faux papiers d'Yves Chalier, M. Delebois a affirme, à sa sortie du cabinet du juge d'instruction, qu'il n'avait pas remis ni fait remettre ces documents au fuyard. M. Delebois a assuré ne pas comaître personnellement M. Chalier, avec qui, selon lui, il n'avait en que d'épisodiques relations professionnelles. D'autres auditions de policiers sont attendues dans les prochains jours.

Le petit juge et le ministère

e Le juge Michau ne se faissera pas faire. La justice ne sera qu'elle ait perdu l'habitude de subir des avanies. Meis cette fois, c'est très grave. > La haut magistrat qui perle ainsi ne décolère pas. Il souhaite que M. Jean-Pierre Michau, le juge d'instruc-tion chargé de l'affaire Chalier, ne flanche pas, et pense qu'il ne le fere pas.

Il en va de la réputation de ca magistrat-instructeur, qui est flatteuse. Et de celle de la justice, qui n'avait pas besoin de ca. coup-là. Ne se doutant de rien, celle el avait mis en couvre la machineria ordinaire, un mandat de recherche internationale lancé contre M. Yves Challer, réfugié au Brésil, qui, les semaine sant, comprend qu'il a intérêt à revena à Paris.

Le juge se réjouit. La vérité, comme on dit, est en marche. Maia vollà qua M. Michau apprend que e queiqu'un » au ministère de l'intérieur aurait. incité et même aidé M. Challer à se dérober à la justica.

Pendant que le juge d'instruction lantemait, ce « quelqu'un » manipulait, lui, l'ancien chef de cabinet à des fins politiques.

Grands principes et basses manœuvres

Au Palais de justice de Paris, on ne doute guère, aujourd'hui, que ce « quelqu'un » soit M. Pesqua, et i'on n'apprécie pas du tout que le directeur de la DST refuse de s'expliquer sur les conditions dans lesquelles ce service n finalement délibré un «vrai-faux» passeport à M. Cha-ser, pour l'aider dans sa fuite.

De prétendus secrets d'Etat servent, unjourd'hui, de pré-textes au ministère de l'intérieur, pour ne pas répondre aux questions gênantes de la justice. Dans l'affaire des micros du Canard enchaîne, la DST, déjà, nvait invoqué le e sacrotdéfense», ce paravent derrière lequal la pauvair politiqua

soustraire à la curiosité générale. Il y a treize ans, un autre pou-

voir politique avait réussi à enterrer l'affaire. Tentant précèdent. D'appels en cassation, d'astuces en arguties juridiques, il y avait eu non-lieu. Bien utilisé, le code de procédure pénale se prête à de telles mancouvres. Mais il faut le concours de magistrats compréhensifs. Ce fut le cas. Et autourd hui?

Las microo du Canaca anchaîné ont laissé des souvenirs amers à nombré de magistrats. Lá justice, qui a mauvaise presse, n'avait pas rehaussé son prestige. Ce précédent augure-t-il, par contrecoup, d'une autre atti-

. Le juge Michau donne le sentiment de ne pas vouloir se laisser impressionner. R y o été encourage; vendredi sur Europe 1, par M. Jean-Louis Debré, ancien juge d'instruction, et aujourd'hui député (RPR) de l'Eure. Peu suspect de vouloir nuire à M. Pas-qua, M. Debré estime que, dans l'affaire Challer, le esecretdéfensa . nn tient pas, at conclut, en substance, que justice se fasse. . .

Ainsi qu'il le rappelle en expert (il eut, comme juge d'instruction, à élucider la ténébreuse affaire Transe), toute personne qui refuse de s'expliquer devant un magistrat instructeur, risque une condamnation, esecret-défense» on pas. C'est ce qui quette le directeur de la DST s'il persiste à se taire. C'est ainsi que la justice doit, o'il le faut, se faire respecter, commentent d'autres magistrate qui font preuvo, aujourd'hui, d'un raidissement aussi symptomatique que celui de M. Debré.

1.4

CA

Ainsi, depuis l'affaire des micros du Canard enchaîné, la justice aurait changé. Il reste à le prouver. La partie qui se joue sera significative à cet égard : le petit juga l'emportera-t-il sur les puissants? Les grands principes triompherent-ilu des basses manosuvres?

BERTRAND LE GENDRE.

M. Jean-Louis Debré (RPR): aboutir à la manifestation de la vérité

DST de répondre aux questions du juge d'instruction ao motif que l'affaire relèverait do secret-défense», M. Debré a déclaré : « Toute personne citée pour être entendue par un juge comme témoin a l'obligation de comparattre devant le juge et s'il ne dépose pas, le juge peut le faire condamner.

Le juge a les moyens de tourner le « secret-défense ». Il peut soit demander à l'autorité qui habilite. au « secret-défense » de relever le fonctionnaire [de ce] secret ; il peut demander à l'autorité supérieure. aemanuer a ramorne superieure qui habilite au secret de verser le qui manue un secret de verser le document « secret défense » au dos-sier; enfin il peut demander [pour lui-même] l'habilitation au « secret-

» En toute hypothèse, ce qui pose un problème, c'est la divulgation à

M. Jean-Louis Debré, député.

RPR de l'Eure et ancien juge d'instruction à Paris, a été interrogé, vendredi 12 décembre sur Europe 1, à propos de l'affaire Chalier. Questionné sur le refus du directeur de la personne en question est essentiel pour la manidéfense », mais je crois que le juge d'instruction a les moyens juridiques de passer outre [ce] secret. Si le témoignage de la personne en question est essentiel pour la mani-jestation de la vérité, je crois que le juge d'instruction doit tout mettre en œuvre pour aboutir à cette mani-



Au Sénat

• La loi Méhaignerie est applicable

La troisième voie d'accès à l'ENA est supprimée

Au cours de sa séance du jeudi 11 décembre, le Sénat a définitivement ndopté le projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'occession à la propriété des logemeots sociaux dans la version établie par la commission mixte paritnire et déjà npprnuvée par l'Assemblée nationale (le Monde du

Il a également èmis des votes positifs sur une proposition de loi et une proposition de loi organique de deux députés RPR, MM. Jacques Toubon et Pierre Mazeaud, permettant aux membres des grands corps de l'Etat de rester, s'ils le souhaitent, en fonction jusqu'à soixante-buit ans. L'Assemblée nationale en avait élargi le éhamp (le Monde des 3 et 5 décembre) aux inspecteurs des finances et aux professeurs de cette faculté de rester en fonction jusqu'à soixante-huit ans était initialement réservée aux membres du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes. La majorité sénatoriale a également suivi l'Assemblée nationale dans sa décision de supprimer la troisième voie d'accès à l'ENA, créée par la gauche en 1983.

Divers textes ont également été

- Baux commerciaox. A l'Assemblée nationale (le Monde du 6 décembre), le coefficient de renouvellement des baux, initialement fixé par le gouvernement à 2,05 %, avait été abaissé à 2 %. Ce chiffre a été maintenu. Le dispositif introduit par les députés et organisant le retour progressif à la liberté des loyers commerciaux, avec pour

date butoir le 1 s janvier 1991, n été

- Reote compensatnire. Le Sénat a approuvé les conclusions de la commission des lois sur deux proposition de loi d'origine socialiste.

Abstention des socialistes

L'une, de M. Jean-Pierre Michel. député de la Hante-Saône, ovait déjà été votée à l'Assemblée natio-nale l'autre, de M. Miehel Dreyfus-Schmidt, sénateur du Territoire de Belfort, n'avait pas encore été étudiée au Palais du Luxembourg. Par ce texte est autorisée la conversion capital d'une rente compensatoire. Du même coup, certaines dispositions du code civil relatives au divorce ont été modifiées. Les sénateurs socialistes se sont finalement abstenus, en raison des modifications apportées par la majorité séna-

 Le secret des statistiques. Le Sénat a adopté le projet de loi modi-fiant la loi de 1951 sur l'application, In coordination et le secret co matière de statistiques. Il s'agit de constituer un code juridique général pour les transmissions d'informations vers l'INSEE et les services statistiques ministériels. Sur propo-sition de M. Jacques Thyraud (RI, Loir-et-Cher), rapporteur de la commission des lois, et en accord avec le gouvernement, l'article unique du texte o été modifié de foçon que figurent an rang des données non communicables celles qui ont trait à

Société

La mort d'un manifestant an quartier Latin

Marie le « Mettalle

THE PERSON NAMED IN

A Transmitt & Boile Salate &

the section of the feeting to

Same and Appropriate the Second Secon

Constitution of the state of th

A company of the Marie Marie

the sec satisfaction and an included

the same of the sa

The second of th

Applications of the property o

Supplementary and a second second

the cause of the property of the

official and the second second

SECTION OF SECTION SEC

The same of the work that a same

the state of the state of the state of where the second of the property

with the state of the state of

The second of the second

7 2 15 20 15

A 100 A 1 A 15

A STREET

 $\omega = (-1.5 \pm 4.0 \pm 3.0)^{-3.05}$

in the second

Acres of Allerth

21 Part

لأملو أو المهاد الماري

gang -gang -gang -

1. 1. 1. 1. 1. 1.

4.5

May ...

65 - 40°

grade the second

5- - -

The state of the s

1 page 3

Minima -

 $g(x) = x^{-1}(x) \in \mathcal{F}$

Mary Property

الم جمسدن

6 · 本名元章*****

a system

2" 200

400

 $_{\rm CAMS} = \Delta e^{-1/2}$

 $\sqrt{g_{\rm M}} = 2 k e^{2 \pi i - m \cdot k}$

والمراجع المحاص

g seeds of

.> 4:= Sec. (2 - y 2"

A Garage

and the second of

Committee of the second

the prosper and the said the said

A STATE OF STATE OF STATE OF

HE ST STORY

Un policier reconnaît avoir frappé Malik Oussekine

Le gardien de la pair Garcia, membre de la brigade motocycliste, ne peloton voltigeur motocycliste, semble-t-il, le premier des policiers interrogés par l'IGS (Inspection générale des services) à reconnaître qu'il était présent, rue Monsieur-le-Prince, le 6 décembre lors de l'intervention de la police et qu'il a participé directement an pussage à inbac de Malik Onssekine et vraisemblablement de Paul Bayrelon, le fonctionnaire du ministère des finances qui avait tenté de protéger la viotime.

Parmi les nombreux policiers déjà entendus par l'IGS, la plupart, jusqu'à présent (le Monde da 13 décembrn) unt cenlement reconna, avec des variantes, s'être trouvés à un moment donné et pour des raisons diverses, à proximité de l'immeuble du 20 rue Monsieur le-Prince, où le jeune étudiant est mort après avoir été frappé par les forces de l'ordre. Le gardien Garcia, lui, admet avoir porté des coups lors de la poursuite d'un groupe de manifestants, mais déclare n'avoir jamais en conscience one ces coups auraient conscience que ces coups auraient pu entraîner la mort.

Ag. L.

M Adeline Hazan président du Syndicat de la magistrature

Le conseil syndical du Syndicat de la magistrature a fin, vendredi 12 décembre, comme président de ce syndicat, Mas Adeline Hazan, juge des enfants à Nanterre. Elle remplace M- Gaborian, dont le mandat arrivait à expiration. Le nouveau secrétaire général est M. Jean-Pierre Deschamps, juge à Paris, qui succède à M. Jean-Paul Jean, arrivé lui aussi en fin de mandate

Le nouveau secrétaire général adjoint, qui remplace M. Deschamps, est M. Licuel Bounso, qui sera substitut à Melun à partir du 1- janvier 1987. M. Deschamps ne restera secrétaire général qu'en an en raison des responsabilités qu'il assume, depuis trois ans, au syndicat et des statuts de celai-ci qui limitent le mandat des dirigeants à quatre

[Née le 21 janvier 1956, Mª Adeline Hazan a été successivement juge à Châlous-sur-Marne et juge de l'application des poines avant de devenir juge des

Une lettre du président du conseil de prud'hommes de Marseille

A la suite de natre article · Prud'hammes, l'effet boomerang » sur le conseil des prud'hommes de Marseille (le Monde du 28 novembre), M. Antoine Zanaboni, président de ce conseil, invoquant le droit de réponse, nous a adressé la mise au point suivante:

Un justiciable se présentant pour inscrire un billet d'avis en conciliation ou l'envoyant par la poste ce jour passera, selon les sections, soit dans quatre semaines (délai légal pour la confection des convocations. lour envoi et le retour des AR), soit dans six on huit semaines an maxi-

Ceci concerne la canseil des prud'hommes de Marseille mis en cause le 28 novembre 1986 par le Monde, qui, dans un article intitule «L'effet boomerang», avait indiqué par erreur qu'il fallait attendre dix buit mois à Marseille pour passer en

RELIGIONS

e Le Vatican prépare un texte sur la dette du tiers-monde. -Dans son message annuel du 1 jan-vier, qui a été rendu public à Rome le jeudi 11 décambre, le pape dénonce c le xénophobie qui amène des gouvernements à établir des lois discriminatoires contre des personnes > et la fermeture des frontières qui prive les hommes, « d'une manière arbi-traire et injustifiable », de leur liberté de mouvement. Il e supplie » les ter-roristes e de renoncer à tuer et blesser les innocents ». La question de la dette extérieure des pays en voie de développement doit être enfin, a dit Jean-Paul II, examinée e sous un jour nouveau a. Un document du Vaticen va procheinement kii être consacré.

RECTIFICATIF. - Le Père Paul Guiherteau est recteur de l'Insti-tut catholique de Paris et non directeur de l'enseignement catholique, comme nous l'avons indiqué dans notre précédente édition (le Monde du 13 décembre).

Tribunal correctionnel on cour d'assises?

La chambre d'accusation de Poitiers doit se prononcer sur le sort des docteurs Diallo et Archambeau

M. Pierre Hovaere, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Poitiers, a renda, vendredi 12 décembre, son ordonnance dans l'affaire de la mort de Nicole Bernerou.

M. Hovaere a décidé, comme c'était prévisi-ble, de ne pas suivre les conclusions du réquisi-taire du procureur de la République (nos dernières éditions du 13 décembre). C'est donc la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers qui

enfants, est bien morte le 30 octobre

emants, est usen morte le 30 octobre 1984, à l'âge de trente-trois ant, des conséquences d'un aubotage du res-pirateur (une inversion des tayanx d'arrivée des gaz) du bloc opéra-toire n 2 du CHU de Pointers. M. Hovacer entime également avoir

établi un faisceau d'arguments qui

lui permettent de mettre en cause le

docteur Bakari Diallo (l'autour,

scion lui, du sabotage) et le docteur

Denis Archambeau, complice d'une

action qui vivait non pas à tuer

Nicole Berneron, mais seulement à mettre le professeur Mériel en diffi-

Ainsi, il aura fallu plus de deux paisque, mort du malade ou pas, ses auteurs pouvaient supposer que la justice ne serait jamais mélée à l'affaire, aucun des acteurs n'ayant, au fond, intérêt à chercher le scanans pour mettre un terme à l'instruction de l'une des plus extraordinaires histoires médico-judiciaires de ces dernières années. L'une des plus inquiétantes aussi, tant elle pose de dale. C'est ainsi, par exemple, qu'en accusant publiquement – fait unique dans les annales médicales – deux de ses collaborateurs le profesquestions sur le rencussurante. l'institution hospitalière, et notamment sur la nature exacte des rapports que penvent entretenir entre oux les différents membres d'une seur Mériel ne pouvait plus ne pas être inculpé d'homicide involontaire, reconnaissant implicitement être en équipe médicale fortement hiérar-chisée. En décident de ne pas suivre, partic responsable de la mort de sa dans son ordonnance de renvoi, les conclusions de M. René Meyer, le nouveau procureur de la République de Poitiers, M. Hovaere fait preuve « Violences » de cohérence. Il a, en effet, progreset « improdence » sivement acquis an cours de son instruction l'intime conviction que Nicole Berneron, mère de deux

En dépit de fautes importantes dans la recherche médicale immédiatn des cances de la mart, M. Hovaere a minutieusement mené l'instruction de son dossier. Il a notamment su résister aux très nombreuses critiques, voire pressions, dont il a été l'objet durant deux ans. Le juge d'instruction fonde principalement ses conclusions sur deux séries d'éléments ; l'enquête policière, d'abord ; les résultats des nombreuses expertises médicales, ensuite. Il faut toutefois souligner que, si l'on excepts une amorce d'« aveux » du docteur Archambeau (aveux obtenus, pour certains, dans des circonstances critiquables et très

tranchera, pour les docteurs Bakari Diallo et Denis Archambean, entre le tribunal correctionnel si elle suit les conclusions du procureur de la République et la cour d'assises si elle prend en considération l'ordonnance du juge d'instruction.

Le professeur Pierre Mériel demeure, pour sa part, toujours poursuivi pour homicide involon-

vite rétractéa), les deux médecins ont toujours nié leur participation aux faits qui leur sont reprochés.

Inculpés d'a assassinat », ils ont, depuis longtemps, repris leur acti-vité médies le d'anesthésistesréanimateurs dans deux hôpitaux de la région poitevine.

Le départ de l'ancien procureur de Poitiers u'a pas été sans retarder l'évolution de ce dossier. « Mais au total, indique-t-on dans les milieux judiciaires de Poitiers, on a gardé judiciarres de Poitiers, on a garde les soixante-neuf premières pages du premier projet de réquisitoire. Une seule page a changé: la soixante-dixième, celle des conclu-nions. On est ainsi passé, sur ins-truction du procureur général, des « violences ayant entrainé la mort sans intention de la donner » et de la « complicité dans ces violences » à l'homicide par imprudence. »

Le parquet postule ainsi que l'inversion des tuyanz de l'arrivée des gaz sur un respirateur est, ni pius ni moins, une • imprudence » sux conséquences mortelles.

M. Hovaere est, quant à lui, resté sur la même ligne que ce que pré-voyait le projet de réquisitoire. On peut ainsi, d'ores et déjà, prévoir une vive confrontation devant la chambre d'accusation de la cour d'appei

JEAN-YVES NAU.

Dirigeant de la lutte armée arménienne

Monte Melkonian est condamné à six ans de prison dont deux avec sursis

Monte Melkonian, trente et un ans, le principal responsable de la branche « Mouvement révolutionnaire - de l'Armée secrète armé-nienne pour la libération de l'Arménie (ASALA) a été condamné, vendredi 12 décembre, à six ans de prison dont deux nvec sursis, par la quatorzième chambre correctionnelle de Paris.

Le tribunal le déclare coupable d'association de malfaiteurs, détention d'armes, détention d'artifices et d'appareils destinés à l'emploi des explosifs, falsification de documents administratifs et usage de fuux ducuments administratifs. A l'exception du dernier, les mêmes délits ont été retenus contre Zibour Kassber, vingt-quatre ans, militant du Mouvement nationaliste armé-nien (MNA), qui hébergeait Mel-konian à Paris.

Interpelle le 25 novembre dans le quatorzième arrondissement par la DST, Monte Melkonian détenait dans un appartement de l'avenue de Saint-Mandé, loué par Zibour Kassbar, un pistolet automatique, des munitions, un dispositif électronique de mise à feu d'explosifs, des faux papiers et de nombreux documents relatifs aux actions de l'ASALA.

A l'andience da 28 novembre (le Monde daté 30 novembre le décem-bre), Muute Melknuiun avait affirmé que ces documents u'étaient que des renseignements recueillis sur l'ASALA. Et s'il fut le numéro deux de cette organisation jusqu'en 1983, il désavonait totalement les actions qu'elle avait menées, en se déclarant · hostile aux attentats

aveugles .. Dans son jugement, le président Jacques Ducos note que si « l'itiné-raire politique de Melkonian et sa rare possingue ae meskoman et sa rupture avec l'ASALA d'Agopian sunt établis (...), ses intentions pacifistes proclamées paraissent incertaines». En examinant de

manière détaillée les documents où figurent notamment des repérages de l'ambassade turque en France, et des photographies d'un bateau turc ancré à Marseille, uvec un charge-ment d'explosifs destinés à la Turquie, le tribunal observe : « La fabrication de mise à feu revendiquée par le prévenu, pour être utili-sée en dehors de la France ou de l'Europe, est inquiétante pour œux, quels qu'ils soient, qui auraient à en subir les effets. »

Les juges ajoutent : « Force est de constater que Melkonian, à la tête d'une association de terrorisme, projetait des attentats contre des personnalités turques ou les intérêts matériels de ce pays. »

Mª Henri Leclerc, l'un des défenseurs de Melkonian, avait tenté, avec subtilité, de faire la distinction entre les diverses formes de « terrorisme », en rappelant que la France avait notamment accueilli sur son territoire le chef des Moudjahidins du peuple, qualifié de terroriste en

Il s'était également étonné que le parquet réclame six ans de prison contre son client, alors qu'une peine de quatre ans avait été requise, à Lyuu, contre Georges Ibrahim Abdallah.

Le tribunal a relavé que les infractions « se situent dans un contexte de terrorisme international, déclaré bon par ceux qui le pratiquent, mais jamais par ceux qui le subissent », en déclarant qu'il y a lien de « sanctionner sévèrement » Melkonian, « en lui accordant toute-fois le bénéfice du sursis pour une partie de la peine, en considération des motivations idéologiques qui ont inspiré son action, et du désaveu patent qu'il a manifesté devant le terrorisme aveugle de l'ASALA.

MARC PORTEY.

Sports

Coupe de l'America

La régate infernale

FREEMANTLE de notre envoyé spécial

A Freemantle, petit port de moins de vingt-cinq mille habitants, fondé par les Anglais en 1829 à l'embouchure de la Swan River, qui baigne Porth, la vieille aiguière d'argent, nfferte par la reinn Vietnria, retroave presque son cadre d'oci-gine, avec sea maisons de High Street on de l'Esplanade, sur le front de mer, qui évoquent par leur archi-tecture rococo un art pâtissier inspiré par ces formes et surtout ces conleurs, de meringues surmontées

de crème fouettée. Dans une ville encore désertée par set visiteurs, maçons et peintres mettent la dernière touche aux mnitiples commerces, surtout de restauration rapide, qui accueilleront dès la prochaine somaine une première vague d'écoliers en vacances esti-vales, avant le raz de marée, toujours espéré, des touristes américains et néo-zéluudais, veuna soutenir leurs bateaux pour les ultimes régates de la Coupe de

Le week-end de tous les espoirs

Avant de contaminer la ville de cette fièvre, c'est sur l'ean que l'avant-garde des journalistes et sui-veurs de ces régates s'apprétant à vivre un des week-ends les plus chands. Avec un soleil qui donne en une heure une couleur d'écrevisse ébouillantée à des descendants de Britanniques qui ne s'aventureraient par sur l'eau, revêtus de la tenne et surtout du casque de leurs lointains ancêtres de l'armée des Indes. Avec, aussi, ces ultimes duels du troisième Round Robin de la Coupe Louis Vuitton, qui renverront hundi soir dans leurs foyers on leurs pays d'origine les deux tiers des concurrents et des syndicats, qui c'étaient préparés quotidiennement depuis des mois et avaient investi pour la plupart plus de 10 millions de dollars dans cette vaine conquête da plus vieux tro-phée sportif du monde.

Vendredi 12 décembre, c'est la Britannique Harold Cudmore, skipper de White-Crusader, qui a tiré le premier ses ultimes cartouches. Ce rouquin begarreur, que Tom Blac-kaller, skipper de USA, a publique. ment traité de «chien emagé» et que ses compatriotes considérent comme « Britannique lorsqu'il gagne et p. d'Irlandais lorsqu'il perd », devait impérativement devancer l'intonchable New-

Zealand, pour conserver une petite chance de figurer parmi les quatre demi-finalistes. Il n'u échosé que de

quelques secondes. Les antres duels de la journée out donné lieu à deux régates typiques de la Coupe de l'America, où le pro-fane peut avoir l'impression qu'il ne se passe rien pendant les trois à quatre heures de course. L'une d'elles opposait America-II et Canada-II, deux bateaux aux perfurmances quasi identiques dans ce type de temps (mer plate et brise de 14 à 20 amps (ner plate et brise de 14 à

An portant, les deux 12 mètres I.L progressent de concerve, comme a'ils étaient reliés par une corde qu'ils maintiendraient tendue. Dans les quatre bords de près, le suiveur enchaîne amatité les niverests de enchaîno aussitôt les virements de bord pour tenter d'échapper à son adversaire qui le couvre aussitôt. La décision se fait généralement dans les ultimes milles, lorsque les mus-cles, tétanisés, des wincheurs, refu-cent de suivre le synthes impresé soussent de suivre le rythme imposé sous peine d'exploser. Cette fois, ce sont les Américains, devancés jusqu'à la dernière bouce, qui se sont montrés les plus forts, préservant ainsi leurs chances de qualification.

L'autre type de régstes «ennuyenses», où l'un des bateaux, visiblement un pes plus rapide que l'autre, à toutes les allures, prend vite les devants et angmente réguliòrement son avantage, a été illustré par la victoire de Stars-and-Stripes sur French-Kiss, battu de 2 m. 7 s. Après ces résultats, la lutte pour les piaces de demi-finalistes devrait atteindre son point culminant ce week-end, puisque derrière New-Zealand, dejà assuré de sa qualification, quatre bateaux se suivent à un point : Star-and-Stripes (118), Franch-Kiss (117), America-II (116), USA (115). Et chaque vio-(115), USA (115). Et chaque vic-toire en régates rapporters douze points. De ces quatre prétendants, le mieux loti est incontestablement Stars-and-Stripes, qui rencontrera successivement trois bateaux déjà climinés: Italia, Azzurra et White-Courage

Crusader.

Le cas le plus désespéré semble celui de USA, qui devra affronter America-II, French-Kiss et New-Zealand. Si la inferarchie est confirmée, Marc Pajot avec French-Kiss jouerait la troisième ou la quatrième place qualificative dimanche contre place qualificative dimanche contre USA, mais il retrouverait alors en demi-finale, à partir du 28 décembre, Chris Dixon et son remarquable New-Zenland en matériaux composite, ou Dennis Conner et sun extraordinaire expérience de la Coupe de l'America. Les deux seuls skippers qu'il n'a jamais pu bettre au cours des six régates qui les ont opposés dans les trois premiers rounds Robin de la Coupe Louis

GÉRARD ALBOUY.

Coupe du monde de ski alpin

Schuss les Suissesses!

La première descente dames comptant pour la Coupe du bien commencé pour l'enfant de monde de ski alpin a été rempor-tée le vandredi 12 décembre à avoir réussi les premières courses tée, le vendredi 12 décembre à Val-d'Isère, par la Suissesse Michaela Figini.

C'est un joli tiercé qu'a renssi l'équipe heirétique, puisque les trois marches du podium out été occupées par des skieuses aux combinaisons rouge et jaune. Maria Walliser est deuxième, et Heidi Zerbriggen, troisième. La première Française, Catherine Quittet, se classe dixième à 1 sec. 80 de la gagnante.

VAL-D'ISÈRE de notre envoyé spécial

d'imiter son grand frère Pirmin Zurbriggen, qui, sur la même piste Oreiller-Killy, uvait remporté, le vendredi 5 décembre, la descente hommes de Val-d'Isère. « Je ne croyais pas au podium», avoue la petite Suissesse. Elle reconnaît cependant qu'au départ de la course, elle avait - un moral fantastique ». 100 kilomètres-heure dans le premier tronçon et quelques sants brilent réassis lui ont assuré la traisieme place, à mains d'une seconde du meilleur temps.

● TENNIS : le Masters de doubie. - Après avoir battu les Suédois Wilander-Nyström et les Américains Donnelly-De Palmer, Yannick Noah et Guy Forget ont Siminé, vendredi 12 décembre, à Londres, la paire espagnole Casal-Sanchez. En demi-finale de ce Masters de double, les Français affruntant, camadi 13 décembre, l'Australien Fitzgerald associé au Tchécoslovaque Smid.

• FOOTBALL : championnet de France. — En match avancé de la 21º jaurnéa du championnat de France, Marseille et Toulouse ont fait, vendredi 12 décembre, match nul O à O.

SKI ARTISTIQUE : Coupe du monde. — Les premières épreuves de la 9º Coupe du monde de ski artistique se sont terminées le vendredi 12 décembre, à Tignes, par un dou-

Christine Rossi a triomphé del'épreuve féminine de ballet, et Eric Labourex a remporté le combiné (ensemble des épreuves de bosses, de sauts et de ballets, devant l'Américain John Witt.

Pourtant, la saison n'a pas très disputées ces dernières semaines aux Etats-Unis. Mais il s'agissait pour elle d'une sorte de nouveau contact avec la compétition. 1986 a été, en effet, une année noire pour Heidi. Souffrant d'inflammation articulaire, elle est restée éloignée du grand cirque blanc durant tout l'hiver. Le vélo au mois de juin puis ensuite la course à pied lui ont permis de retrouver une bonne

condition physique.

C'est en Argentine qu'elle a à nouveau chaussé les skis, afin de parfaire son entraînement. - Durant toute cette période difficile, ma famille m'a beaucuup aidée ... affirme la skieuse de dix-neuf ans. Son père et surtout son frère aîné lui ont prodigué réconfort et conseils. Aujourd'hui, elle aborde la compéti tion avec beaucoup d'ambition. « Je dais réussir à m'améliarer, reconnaît-elle ; à éviter les deux ou trois petites fautes que j'ai encore commises lors de cette descente. Ua grand éclat de rire, une pensée pour son frère, qui court actuelleme-ment à Val-Gardena en Italie, « trop loln pour qu'on puisse s'appeler au téléphone », dit-elle, et la petite fille brune va rejoindre ses deux compa gnes, au pied des caméras.

Directeur de l'équipe féminine suisse, Jean-Pierre Fournier savoure sa victoire. Il est heureux de la troi sième place de Heidi, qui erefait surface et confirme ses grandes qua-lités». Il évoque aussi les rivalités qui existent dans son équipe et qui, selon hii, stimulent les deux cham pionnes que sont Michaela Figini et Maria Walliser. « Entre elles, ce n'est pas vraiment le grand amour, reconnaît-il. Mais elles s'entendent bien quand même. Et ces sentiments mélangés favorisent les résultats de l'équipe.

Fier dn ses filles, Jean-Pierre Fournier vante leurs qualités athlétiques et la constance de leurs résultats. Pour lui, il n'y a pas de recette miracle. Les victoires s'obtiennent grêce à un encadrement de qualité, et à l'utilisation d'un matériel performant. Ses skieuses, « qui ont acquis une maturité de vraies professionneller », penvent encore, à l'entendre, résister aux assauts des Autrichiennes, qui vont tenter pendant toute la saison de mettre en cause leur domination.

SERGE BOLLOCH.

ENVIRONNEMENT

Fuite toxique à Rouen

Soixante-six enfants hospitalisés

de notre correspondant

La ville du Petit-Quevilly (Seine-Maritime), commune industrielle de dredi 12 décembre, plusieurs heures

En fin de matinée les enfants de dusieurs écoles maternelles et élémentaires out été atteints de malaises divers. Près de deux cents d'entre eux se plaignaient de maux de tête on de nausées.

Dans on ballet impressionnant d'ambulances, soixante-six écoliers et deux instituteurs ont été conduits an centre hospitalier régional de Rouen afm d'y subir des examens. La pinpart d'entre eux ont pu regagner leur domicile immédiatement D'après les médecins qui ont effectué les premières analyses, cet incident n'aura aucune conséquence ultérieure sur la santé des petites victimes.

Sous le brouillard qui recouvrait vendredi la cuvette de Ruaen, l'inquiétude a vite grandi. Il ne pouvait s'agir d'une intoxication alimentaire, les premiers malaises étant apparus avant le déjeuner. Une pol-lution des caux potables n'était pas devantage envisagée, en raison de la localisation précise du phénomène.

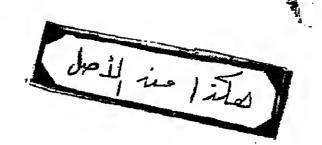
Selon les services de la préfec ture, les enfants ont en fait été victimes d'émanations de gaz provo quées par un incident survenu, la nuit précédente, aux établissements Eclair-Prestil, tout proches, nà ux entrepôt d'acide, destiné au traite ment des métaux, avait été entière ment détruit. L'absence de vent s formé a posteriori, une colonne toxique volatile, à laquelle les très jeunes enfants ont été particulière ment rensibles.

Le 7 octobre 1986 au Havre, un nuage toxique relâché accidentelle-ment per l'usine Atochem, s'était fixé au-dessus d'un LEP. Vingt-neul élèves et deux adultes avaient de alors être hospitalisés.

Histoire ... do4

Une condition au choix de votre lit : le confort de votre colonne vertébrale. Vous éviterez bien des souffrances en venant chez Capelou pour essayer et choisir permi plusieurs modèles de mateias et sommiers spécialement étudiés pour les dos à problèmes. 37, av. de la République (11º). Mº Parmentier, 43.57.46.35.





8 Le Monde Dimanche 14-Lundi 15 décembre 1986 ***

Chronologie

ETRANGER

1. - RHIN : L'incendie des entrepôts du groupe chimique Sandoz à Bâle (Suisse) est suivi d'une grave pollution du Rhin, qui provoque les protestations des antres pays riverains, la France, la RFA et les Pays-Bas (du 2 au 19, 22, 23-24, 26 et 29).

2 - LIBAN : M. David Jacobsen, otage américain détenn depuis le 28 mai 1985, est libéré per le Djihad islamique (dn 2 au 6 et 16-17).

3. - MOZAMBIQUE : M. Joaquim Chissano, ministre des affaires étrangères, est élu président de la République par le comité central da FRELIMO pour snecéder à Samora Machel, tué le 19 octobre dans un acci-dent d'avion (5, 8 et 14).

4. – EST-OUEST : Ouverture à Vienne de la troisième Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en présence des ministres des affairea étrangères des trente-cinq pays signataires en 1975 de l'Acte final d'Helsinki. Les rencontres, le 5 et le 6, entre M. Shultz et M. Chevardnadze n'aboutissent qu'à un constat de désaccord (du 4 au 8 et 12).

4. - ETATS-UNIS : Aux élections «à mi-parcours», malgré l'intense campagne de M. Rea-gan, les démocrates reconquièrent la majorité au Sénat, où ils disposent désormais de 55 sièges (+8) sur 100. A la Chambre es représentants, avec 260 élus, contre 175 aux républicains, ils progressent de 7 sièges. Mais les républicains gagnent 8 postes de gouverneur : ils en ont désormais 24 sur 50 (du 2 au 7).

6. - FRANCE-ESPAGNE : La visite officielle de M. Chirac à Madrid confirme l'excellence des relations entre Paris et Madrid, Sept Basques espagnols sont remis, le 6, à la police espagnole, après la découverte, le 5. d'une importante cache d'armes à Hendaye (du 6 an 10).

6. - ITALIE : La proposition de Fiat est préférée à celle de Ford pour le raebat d'Alfa

8. - URSS: Mort de Viatcheslav Molotov, ministre des affaires étrangères de 1939 à 1949 et de 1953 à 1956 (12 et

8-10. - ALGÉRIE : De violentes manifestations d'étudiants et de lycéens, à Constantine, puis à Sétif les 11 et 12, sont sévèrement réprimées (11, du 13 au 18, 23-24 et 28).

9. - PÉROU : Aux élections municipales, l'Alliance populaire pour la révulution américaine (APRA), le parti du président Alan Garcia, l'emporte dans huit des neuf plus grandes villes da pays, dont Lima (7, 11, 12 et 13).

10. - CEE: Les Douze moins la Grèce décident des sanctions limitées contre la Syrie, après la rupture, le 24 octobre, des relations entre Londres et Damas. Paris et Bonn out convaincu leurs partenaires de ménager Damas. Washington annonce aussi des sanctions, le 14 (du 4 au 14 et 16-17).

10. - LIBAN : MM. Marcel Coudari et Camille Sontag, enlevés à Beyrouth-Ouest les 27 février et 7 mai, sont libérés par l'Organisation de la justice révolutionnaire, « à la suite des engagements du gouvernement français -, tandis que Radio-Téheran se félicite que « la France ait rempli plusieurs des conditions posées par l'Iran pour une normalisation des relations entre les deux pays ». Le 11, venant de Damas, les deux otages sont accucillis à Orly par M. Chirae, qui remercie la Syrie, mais aussi l'Algérie et l'Arabie saoudite (du 11 au 14).

11. - FRANCE-AFRIQUE DU SUD : Le président Pieter Botha inaugure à Longueval (Somme) un mémorial aux soldats sud-africains victimes des deux guerres mondiales. Le gouvernement est représenté par le sous-préfet (du 8 an 14).

13-15. - FRANCE-AFRIQUE : Le treizième sommet franco-africain à Lomé (Togo) est surtont consacré au conflit schadien après les ralliements au président Hissène Hahré d'une partie de l'opposition tchadienne, dont M. Goukouni Oueddel et ses partisans. M. Mitterrand se rend en visite officielle, les 12 et 13 en Guinée, les 15 et 16 au Mali, les 17 et 18 au Bnrkina, tandis que M. Chirac fait deux escales, le 13 au Congo et le 15 en Côted'Ivoire (du 12 au 20).

15. - BRÉSIL : Le Parti da mouvement démocratique hrésilien (PMDB), la formation du

Novembre 1986 dans le monde

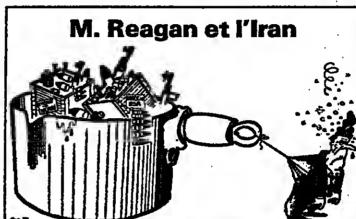
Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'évenement cité.

par EDOUARD MASUREL

des vingt-trois postes de gouver-neur ainsi que la majorité absolue à l'Assemblée constituante, grâce à la popularité de la politique économique du gouverne-ment. Mais l'adoption, le 21, d'un

président Sarney, remporte les élections : il obtient vingt-deux des vingt-troîs postes de gouver-neur ainsi que la majorité abso-30/XI-1/XII).

15. - NICARAGUA : Bugen Hasenfus, le mercenaire américian capturé le 6 octobre, est



(Le Monde du 25 novembre.)

Le 4, l'hodjatolesiem Rafsandjani, président du Parlement iranien, annonce que M. Robert McFarlane, ancien conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité, est venu en mai à Téhéran. A cette nouvelle de la presse américaine à propos d'armes vendues à l'Iran par l'intermédiaire d'Israël.

Le 13, dans une intervention télévisée, puis la 19, au cours d'une conférence de presse, M. Ronald Resgan tente de justifier la livraison de « petites quanl'iran en affirment sa volonté de ∢ ramaner l'Iran dens la communauté des nationa responsa-bles ». Mais ses déclarations ne convainquent pas l'opinion amé-ricaine ni les alliés européens ou arabes des Etats-Unis, qui estitions secrètes avec Téhéran et

faveur de la fermeté à l'égard des pays qui aoutiennent le terro-

Le 25. M. Resgan a'adresse à nouveau à la presse pour ennon-Poindexter, son conseiller pour les affaires de sécurité nationale. et le limogeage d'un de ses colle-borateurs, le lieutenant-colonel Oliver North, qui aureit organisé à l'insu du président le transfert de fonds provenant des ventes d'armes à l'Iran au bénéfice des « contras » nicareguayens. La spéciale d'enquête n'appise pas la tempête politique, et la cote une chute de 66 % à 43 % en un mois, tandis ou'on apprend pue les quantités d'armes livrées s'élèveraient à plusieurs centaines de tonnes (à partir du 6).

condamné à trente ans de prison pour avoir livré des armes à la guérilla antisandiniste (5, du 16 au 19 et 21)

17. - CORÉE DU NORD : Lo ministère sud-coréen de la défense annonce que le maréchal Kim Il Sung aurait été assassiné, le 15, lors d'un complet militaire. Mais le chef de l'État nordcoréen apparaît en public le 18-à-Pyongyang (du 18 au 22).

17. - FRANCE-IRAN : La signature d'un accord partiel de règlement du contentieux financier franco-iranien est annoncée à Paris. 330 millions de dollars sont remboursés à Téhéran le 19 (6, 9-10, 12, 14, 19 et 25).

18. - VATICAN : Jean-Paul Il quitte Rome pour un voyage en Extrême-Orient qui le mêne jusqu'au l' décembre au Bangladesh, à Singapour, aux îles Fidji, en Nonvelle-Zelande, en Australie (dn 25 au 30) et aux Sey-chelles (18, du 20 au 26 et du 30/XI au 3/XII).

19. - URSS : Le Soviet suprême adopte une loi sur le tra-vail individuel, qui autorise des activités privées dans l'artisanat. le commerce et les services (18 at 21).

20. - AFGHANISTAN: M. Babrak Karmal, remplacé le 4 mai à la tête du parti unique prosoviétique par M. Najibullah, est relevé de ses fonctions de chef de l'Etat et de membre du bureau politique du parti (15, 22 et 25).

21. - FRANCE-GRANDE-BRETAGNE : Le onzième sommet franco-britannique est rénni à Paris (du 21 au 24).

23. - AUTRICHE : Aux élections législatives anticipées, le Parti socialiste obtient 80 des 183 sièges (- 10), le Parti populiste, 77 (-4), le Parti libéral, 18 (+6), et les Verts font leur entrée an Parlement avec 8 élus. Les chefs des partis socialiste et populiste se déclarent favorables à la formation d'un gouverne ment de grande coalition (15, 22, 25 et 28).

24. - LIBAN : La conquête par les Palestiniens du village de Magdouché, au sud-est de Saïda, relance la «guerre des camps-entre Palestiniens et miliciens depuis le 30 septembre à Rachidieh, près de Tyr, et, depuis le 29 octobre, à Borj-Barajneh, an sud de Beyrouth, les combats deviennent très violents autour de Magdouché et à Chatila, près de Beyrouth en dépit des tentatives de médiation syriennes, libyennes et iraniennes (6, 7, 18, 19 et à

partir du 23). 26. - IRAN-IRAK : Un missile sol-sol iranien atteint Bagdad pour la troisième fois en douze jours, faisant 48 morts, après le raid sans précédent lancé, le 25, contre le terminal pétrolier iranien de Larak, situé à 1 250 km des bases de l'aviation irakienne. Auparavant, plusieurs attaques irakiennes avaient atteint des zones résidentielles, faisant, selon Téhéran, plus de trois cents morts dans la population civile (13, 14, 15, 22 et du 25 au

29/XI, 3/XII). 26. - LIBAN : Un plan de réorganisation de la FINUL est entériné par le Conseil de sécu-rité de l'ONU. Il prévoit que le contingent français sera réduit en décembre de 1 380 à 520 soldats (26 et 29).

27. - PHILIPPINES : La guérilla communiste accepte le cessez-le-feu proposé par le gouvernement. Le 23, M. Juan Ponce Enrile, ministre de la défense, qui critiquait ouvertement Ma Aquino et s'opposait aux négociations avec la guérilla. avait été contraint de démissionner après qu'un complot préparé par ses partisans eut été déjoué (4, 7, 8, du 13 au 17 et du 20/XI au 1=/XII).

27. - RFA-SYRIE : Bonn expulse trois diplomates syriens et suspend son aide économique à Damas après la condamnation, le 26, de deux Jordaniens anteurs d'un attentat commis le 29 mars contre la Société germano-arabe à Berlin-Ouest. Les services secrets syriens avaient été mis en cause au cours du procès, commencé le 17. Damas annonce, le 28, le renvoi de trois diplomates allemands (14, 19, 20, 26, 28, 29 et 30/XI-1"/XII).

28. - ETATS-UNIS-URSS : Les Etats-Unis cessent de respecter le traité SALT-2 sur la limitation des armements stratégiques. en mettant en service un cent trente et unième bombardier B 52 équipé de missiles de croisière (29 et 30/XI-1=/XII).

28. - FRANCE-TTALIE: Un sommet franco-italien est organisé à Paris (29 et 30/XI-

30. - ESPAGNE : Aux élections régionales du Pays basque, le Parti socialiste (PSOE) arrive en tête avec 18 sièges, mais les partisans de nationalisme, modérés ou radicaux, obtiennent 53 des 75 sièges (29/XI et 2/XII).

CULTURE

6. - L'Académie française attribue son Grand Prix du roman à Pierre-Jean Remy pour Une ville immortelle (Alhin Michel) et le prix Paul-Morand à Jean Orieux (8).

6. - L'Echange de Paul Claudel est mis en scène par Antoine Vitez an Theatre national de Chaillot (9-10).

13. - Mort de Thierry Le Luron, imitateur et fantaisiste (14, 15, 22 et 23-24).

16. - La Cinémathèque française présente, pour son cinquantième anniversaire, le Casanova tourné en 1927 par Alexandre Volkoff. Onatre autres films muets restaurés seront projetés an Théâtre national de Chaillot (30/X et 13/XI).

17. - Michel Host, pour Valet de nuit (Grasset), obtient le prix Goncourt et Christian Giudicelli, pour Station balnéaire (Gallimard), le prix Renaudot (18 et

17. - Mort de Roger Ikor,

écrivain (19). 22. - Plusieurs œnvres de Steve Reich sont interprétées par l'ensemble intercontemporain sous la direction de Peter Eotvos aux Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz (25).

24. - Les prix Femina (romans français et étranger) sont attribués à René Belletto pour l'Enfer (Pol) et à Torgny Lindgren pour Bethsabée (Actes Sud). Les prix Médicis (romans français et étranger, essai) sont décernés à Pierre Combescot pour les Funérailles de la sardine (Grasset), à John Hawkes pour Aventures dans le commerce des peaux en Alaska (Seuil) et à Julian Barnes pour le Perroquet de Flaubert (Stock) (25).

29. - Mort de Cary Grant,

acteur américain (2/XII).

3. - M= Michèle Barzach préseute le projet de loi sur la réforme hospitalière qui prévoit le rétablissement du « secteur privé » dans les hôpitaux publics (4, 5, 6 et 19).

4. - M. François Mitterrand, en visite à Montpellier, se démarque du gouvernement à propos de la décentralisation, de la recherche, de la protection sociale et de la réforme hospitalière (6 et 21).

5. - Le conseil des ministres approuve le projet de loi de protrammation militaire 1987-1991 M. Mitterrand, qui a imposé la priorité donnée à la dissussion nucléaire, notamment grâce aux sous-marins lance-missiles, juge le projet * sérieux, raisonnable et cohèrent * (6,7,9-10 et 11).

7. - La publication par le Washington Times de propos de M. Jacques Chirac suscite une polémique : au cours d'un entretien accordé le 4 et en demandant de ne pas être cité, M. Chirac avait envisagé que la tentative d'attentat du 17 avril à l'aéroport de Londres contre un Boeing d'El Al ait pu être une - provocation - contre la Syrie montée par les services secrets israellens. Après les démentis de M. Chirac, le texte intégral de l'entretien est publié, le 10, par le Washington Times (du 8 au 13).

7-9. - Au sixième congrès du CDS, à Metz, les centristes affirment. « la force et l'autonomie » da leur parti et réélisent M. Pierre Méhaignerie président et M. Jaoques Barrot secrétaire général (5 et

8. - Murt d'Artur London, ancien vico-ministre des affaires étrangères tchécoslovaque, rescapé des purges de 1952 et anteur de l'Aveu (9-10, 12 et 21).

10. - M. Mitterrand explique, dans un entretien an Point, sa conception de l'équilibre des pouvoirs entre le président, le Parlement et le gouvernement : il affirme la prééminence des deux premiers (11 ct 16-17).

12. - Le conseil des ministres port » (11, 12 et à partir du 14). approuve le projet de réforme du que les enfants nes en France de parisien par deux femmes qui

parents étrangers nés à l'étranger ne seront plus automatiquement français à leur majorité, mais devront en faire la demande. M. Mitterrand exprime son désaccord sur ce texte. qui est aussi critiqué par la ganche et par de nombreuses organisations (du 5 au 15, 22 et 25/XI et 2/XII).

12 - Le projet de loi sur l'épargne est adopté en conseil des ministres (13, 14 et 25). 12 - La loi limitant les concentrations dans les médias est définiti-

vement votée (11, 14, 15 et 30/XI-12 - M. Chirac installe officiel

ement la Commission nationale de communication et des libertés (CNCL). Le 4, les treize membres avaient élu président M. Gabriel de Broglie (2-3, 6, 7 et 14). 12 - Dès la première réunion du

conseil national de la gauche, créé sur l'initiative de M. Lionel Jospin, M. René Dumont (écologiste) se retire (13 et 14).

13. - Loic Caradec disparaît en mer, alurs que son catamaran Royale était en tête de la Route du rhum, course en solitaire entre Saint-Malo et Pointe-à-Pitre (du 9

15. - Un jeune caldoche est mé par balles à Thio au cours d'affrontements entre le RPCR et les indépendantistes. A Paris, M. Jean-Marie Tjibanu, président du FLNKS, est reçu par M. Mitterrand, mais pas par M. Chirac qui a annulé son rendez-vous après les incidents de Thio. Des discussions commencent avec M. Pons, ministre des DOM-TOM, sur l'organisation du référendum d'autodétermination

prévu en 1987 (du 15 au 19 et 21). 16. - L'arrestation de M. Yves Chalier, oui a'est livré à la justice, relance l'affaire du Carrelour du développement, tandis que M. Chalier accuse un haut fonctionnaire de la police, M. Jacques Delebois, d'avoir tenté de le manipuler après lui avoir fourni un « vrai-faux passe-

17. - Georges Besse, PDG de code de la nationalité qui prévoit Renault, est tué devant son domicile

s'enfuient après avoir tiré sur lui. Cet assassinat est revendiqué par Action directe. A partir du 20, des affiches avec les photos de Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron sont placardées dans les commissariats et. lieux publics. Le 21, les obsèques de Georges Besse ont lieu aux Invalides en présence des plus hantes auto-rités du pays (du 19 an 24 et 26).

FRANCE

18. - La loi délimitant les circonscriptions législatives est validée par le Conseil constitutionnel (13, 20, 22 et 29).

18. - M. Philippe Ségain pré-sente un plan de redressement de la Sécurité sociale qui prévoit 9 milliards de francs d'économie. La CGT organise, le 27, une journée d'action qui empêche la parution des quotidiens nationaux (7, 12, 14,

du 19 au 22, 26, 28 et 29). 18. - En octobre, le déficit du commerce extérieur a été de 100 millions de francs, le nombre des chômeurs a baissé de 0,2 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (7, 8, 15, 16-17, 20, 28 et 29).

19. - Le conseil des ministres apprunve le projet de loi de M. Albin Chalandon, qui prévoit de confier à des entreprises privées la construction et la gestion de nouvelles prisons. M. Mitterrand indique qu'il « n'approuve pas » ce projet, qui a suscité, le 13, un avis négatif du Conseil d'Etat. La gauche et certains députés barristes expriment aussi leur opposition à ce que l'Etat abandonne l'exécution des peines au secteur privé (5, 7, 12, 16-17, 19, 20, 21 et 26).

2L - Les députés adoptent le projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen conclu entre les Douze à Luxembourg en décembre 1985, par 498 voix (PS, RPR, UDF) contre 35 (PC). Le FN s'abstient et 8 députés RPR, dont MM. Michel Debré et Jean Poyer, refusent de prendre part au vote (6, 15, 20, 21

22. - M. Raymond Barre définit devant un auditoire gauffiste les « conditions modernes de l'indépendance nationale > (5 et 25).

23. - Deux cent mille personnes manifestent à Paris à l'appel de la FEN et du PS « pour l'avenir de la nesse » et contre la politique scolaire et universitaire du gouvernement (du 22 au 25).

23. - Un sondage IFOP public

par le Journal du dimanche accorde à M. Mitterrand le nivean record de 61 % d'opinions favorables. Dans la majorité, M. Barre (53 %) devance M. Chirac (49 %) et M. Léotard (48 %) (25). 24. - La privatisation de Saint-

Gobein commence. Près de 30 millions d'actions sont offertes jusqu'an 5 décembre au prix de 310 F, dont 10 % réservées au personnel et 20 % vendues à l'étranger (9-10, 15, 16-17, 23-24, 25 et 30/XI-1*/XII).

24. - Mort d'André Segalat, ancien membre du Conseil constitutionnel (28).

26. - Le conseil des ministres approuve les deux projets de loi sur les nouvelles procédures de licenciement et sur la réforme des conseils de prud'hommes (4, 7, 21, 23-24, 28 et 29/XI, 3/XII).

26. - L'ordonnance sur la liberté. des prix et le droit de la concurrence est approuvée en conseil des ministres (5, 22, 25 et 28/XI, 3/XII).

27. - M- Barzach présente un plan de lutte contre le SIDA, qui

sera déclaré « grande cause nationale = en 1987 (20, 25 et 29). 27. - Mort de Philippe Viannay, fondateur du Centre de formation des journalistes et du Centre nauti-

que des Glénans (29). 28. - Le projet de loi sur l'ensei-gnement supérieur est renvoyé en commission après un début de discussion à l'Assemblée nationale. M. Chirac a pris cette décision alors que des manifestations contre la réforme de M. Devaquet avaient réuni, le 27, deux cent mille éndiants et lycéens à Paris et près de quatre cent mille en province et que, depuis le 17, la grève s'était étendue à la plupart des universités et à de nombreux lyoées (19 et à partir du

congrès du Parti radical, M. André Rossinot est réélu président, mais sa stratégie de rapprochement avec M. Chirac et le RPR est contestée $(29/XI \approx 2/XII)$.

36. - M. Chirac, invité de "Questions à domicale" sur TF1, recommit qu'il est "maturel" et « légitime » que M. Mitterrand « dise ce qu'il pense », mais affirme qu'« aucune» de ses décisions n'en a été changée. A propos de l'agitation universitaire, il demande « que l'on prenne les huit ou quinze jours nécessaires » pour iper les « malentendus » sur la réforme (2/XII).

A REST

UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES

GUINÉE : le chaos en héri tage (1).

question (4). MÉDÉCINE : les enjeux de la procréation artificialle (5).

ALGERIE : cap sur le Sud (8). JAPON : la puissance avant la prospérité (14)

ÉTATS-UNIS : le nouveau

CAMPUS : la culture des étu-diams (20). TUNESTE : autour de la succession de M. Bourguiba (20).

TERRORISME: Georges
Abdallah et ses frères (2.1).

BELGIQUE : to Flandre au ouriet (21). AFGHANISTAN : la guerre

d'usure (21). MADAGASCAR : la Grande lle à l'abandon (22). ÉCONOMIE : épargne et pla-

CENTRAFRIQUE : le report du procès Bokassa (28 et

MUSEE : Orsay, le dixneuvlème siècle mis à

AFRIQUE DU SUD : jeunes Noirs en prison (30/XI-

Culture

Le Monde • Dimanche 14-Lundi 15 décembre 1986 9

CINÉMA

the state of the s

Comment of the commen

The second secon

A CONTRACTOR OF THE SECOND

\$21 ×120 :

Louis Feuillade au Théâtre national de Chaillot

Tremblez! voici « les Vampires »



Ils vont sortir de la Cinémathèque pour se rendre au théâtre. Plus que jamais maléfiques, avec leur vamp, Irma Vep. Alain Moget improvisera une musique au piano, car c'est du cinéma muet.

La Tête coupée, la Bague qui tue, le Cryptogramme rouge, le Spectre, l'Evasion du mort... Il y a dix épisodes d'à peu près une heure avec des titres du même genre. Pour un femilleton de Louis Femillade — on disait, alors, «ciné-roman» — qui, en 1915-1916, passionna les foules cherchant à se distraire de la guerre.

Après avoir adapté les forfaits de Fantomas, selon Pierre Souvestre et Marcel Allain, Feuillade avait inventé lui-même les effrayants exploits de la bande des «vam-pires». Fantomas, maître du crime, était omniprésent sous divers déguiétait omniprésent sous divers dégui-sements, Les vampires, eux, multi-formes, se répandent partout, ont plusieurs chefs et une égécie, Irma Vep, jouée par Musidora, dont le collant et la cagoule de « souris d'hôtel » font des ravages... éroti-ques. En face d'eux, un journaliste, Philippe Guérande (Ednuard Mathé), qu'aide Mazamette, un bandit repenti (le rôle de Marcelbandit repenti (le rue de Marcel-Levesque est, souvent, humoristi-

Le ciné-roman de Louis Feuillade tée par Henri Langkois à la société Gaumont dans les années 30 ne comportait pas les cartons d'intertitres et les plans d'inserts qui, au temps du muet, étaient tirés et classés à part des bandes images. Cela accentuait l'aspect surréaliste, d'écriture auto-matique, de cette délirante histoire, mais ce n'était tout de même pas la bonne façon de voir. On y prenait des maux de tête. Restaurés grâce à l'acharnement de Jacques Cham-preux, petit-fils de Fenillade, et aux travaux de la Cinémathèque fran-çaise, les Vampires sont allés se promenur au dernier Festival de Cames, Dimanche et lundi, ils font leur grande rentrée au Théâtre national de Chaillot. Alain Moget improviscra pour cuz au piano.

Le ciné-roman mythique n'a rieu-perdu de son charme ni Musidora de son éclat. An contraire. L'invention perpétuelle du cinéaste, les rebon-dissements de l'action, la distance humoristique prise parfois à l'égard du récit, rappellent que l'euillade

. . .

.

*

228 ----

THEATREEUROPE en collaboration C avec le Goethe-Institut

BERNHARD MINETT

liest Thomas BERNHARD LUNDI 15 DÉCEMBRE - 20 h 30

80, hd des Betignolles, 17 F. Janui, marti

filmait avec la jubilation d'un conteur désireux d'étonner et d'amuser le public. Obligé d'improviser pour concurrencer les Mystères de New-Yurk, sorial américain du Louis Gasnier avec Pearl White. Feuillade se fiait à son instinct, brodait des idées folles sur un canevas, mettait en scène dans la fièvre de l'inspiration. Ainsi, à cause des Mys-tères de New-York, ajouta-t-il une soirée mondaine avec vol de bijoux.

La technique n'était pas encom-brante. Personne, à l'époque, n'était jamais allé massi loin, au cinéma, dans la liberté. Alors, laissez-vous faire ; il était une fois...

JACQUES SICLIER. Chaillet, 14 et 15 décembre,

MUSIQUES

Un entretien à New-York avec Paul Simon

« Quand les gens vont découvrir la musique sud-africaine, ils vont l'adorer »

Dans Simon and Garfunkel, le duo le plus populaire de l'histoire du rock, Paul Simon, c'est le brun, celm qui écrivait les chansons, le petit juif new-yorkais qu'on a souvent com-paré à Woody Allen dont il est l'ami et qui hii a fait tenir son premier rôle au cinéma dans Apple Hall. En 1981, Simon and Garfunkel se sout reformés pour un concert gigantesque à Central Park (un double album live en témoigne). Une tournée européenne a suivi. Dans la foulée, les deux hommes sont entrés en studio pour enregistrer un album dont Paul Simon a finalement évincé Art Garfunkel pour « incompatibilité d'humenr ».

Si la carrière du second, seulemont interprète, n'a jamais convaince, le premier s'est imposé comme l'un des plus fins composi-teurs du rock. On connaît la richesse de son inspiration et de son interprétation sur un registre classique. On ne s'attendait pes qu'il soit encore capable de surprendre. Dans sa simplicité et son sens lumineux de métissage, Graceland (1), son non-vel album à peine sorti, a grimpé en tête des his-parades britamiques et américains. Paul Simon nous a expliqué pourquoi et comment il a composé et enregistré avec des musiciens sud-africains.

«Qu'a-t-elle de spécifique cette mosique sud-africaine, en quoi est-elle différente des autres aussiques africaines?

- Elle me rappelle an pen le miner les ambiguités, d'être libre de rhythm's blues américain du milien le faire, de se questionner et de s'y des années 50. Elle a touché une corde en moi qui remonte à mon

Vous avez toujours fait appel aux influences extérieures : saisa, unsiques carafbes, africaines. Pensez-vuus que la musique a besoin de ce métissage ?

— Ca la rafralchit, mais il y a aussi d'autres chemins pour cela. Les frontières sont de plus en plus effacées par la rapidité des médias. Je suis sensible à toutes formes de mnsiques populaires et je suis convaince que si elles le sont dans un pays, elles penvent l'être dans n'importe quel antre, même si la musique anglo-saxunne domine aujourd'hui par la force du marché et de ses structures.

 Ils veulent être entendus hors de leurs frontières »

- Quand is tendance est an boycottage de l'Afrique du Sad, n'avez-vous pas pensé qu'il y avait un ris-que à y aller ?

- Le risque était d'être mal interprété. Je n'y suis pas allé pour me montrer ou donner un concert mais pour enregistrer avec des musiciens noirs. Quand on évoque l'Afrique du Sud, c'est pour parler des turbu-lences politiques, de l'apartheid. Les gens n'ont aucune meme pas qu'il ens n'ont aucune idée de la culture.

- J'ai joné avec des musiciens noirs, je les ai payés, ils sont crédités sur la pochette de l'album et je par-tage les royalties avec eux parce que nous avons écrit la plupart des chan-sons ensemble. Il n'y avait aucune démarche militante, J'aime cette musique et je ne vois pas en vertu de quoi J'aurais d'u m'abstenir de jouer avec ces musiciens. Outre le fair qu'ils sont excellents et que leur vœu le plus cher est d'être entendus bors de leurs frontières, ce serait une double punition; ils sont déjà persécutés par le gouvernement, ne pas y aller revient à dire personne : ne. post travailler avec vous parce que vous êtes Sud-Africains.

d'emplitements et de perspectives théfitrales. Fût-elle excessive, sa désinvolume de maître du blické vant mieux que hien des pathos conventionnels, invocations funèbres ou ironiques lestées de possies lourdes et tirées en panavision pour le soul plaisir — pompier? — du gigantisme.

Accrochés an large, hors de leurs contextes habituels, dans un lieu qui ne supporte pas la médiocrité, les Kiefer à la Vlaminck et les Cucchi à la Sironi se révèlent pour ce qu'ils sont. Même imprévue, produite à l'insu des organisateurs, la leçon de Palma est de défiance et de donte : elle n'en a que plus de valeur.

En complément de programme, si l'en peut dire, la vieille ville abrite en ses divers palais et jardins plantés de palmiers une rétrospective du l'argent aura permis de faire et si, une fois l'événement passé, les geus l'argent aura permis de faire et si, une fois l'événement passé, les gens continueront à se sentir concernés.

» Mais, de toute façon, ce n'est pas une solution. La solution appar-In mande accidental ac débat. constamment sont très complexes et difficiles à répondre. Parce qu'elle est très simple par nature, je no sais pas si le musique populaire est un bon support pour formuler des théories sur ce problème.

. Maintenant, on peut penser qu l'art populaire est important s'il garde son intégrité. Nous ne vivons pas une époque d'intégrité. La fonc-tion d'un artiste est en partie d'exa-

THEATRE

167, av. Charles de Gaulle Métro Pont-de Neuilly

L'AVARE (le vrai, celui de Molière I) 18-19 déc. 20 h 30 Dim. 21 déc. 15 h 30 LE MALADE IMAGINAIRE 23 déc. 20 h 30

Dim. 28 déc. 15 h 30 TARTUFFE

26 au 30 janv. et 15 et 16 déc. 20 h 30 11 au 14 fév. 20 h 30

Places: 35 à 120 F - Rens. loc.

Compagnia Jean-Pierre PONTANE

le faire, de se questionner et de s'y référer. Les événements gigantes-ques n'encouragent pas le décorti-quage des ambiguités, ils simplifient tout an nom d'une cause. Ca ne peut pas faire de mal

- Avjourd'hui, en tout cas, anssitôt que l'on parle de succès, on parle d'abord d'argent.

- L'argent définit les règles de la société actuellement. Aux Etats-Unis, nous avons un président répu-blicain conservateur. L'argent est le fundement de sa politique. Ces périndes vont et viennent. Les années 60 ont rejeté le conservatiame des années 50; je ne serais pes surpris si les années 90 rejetaient les années 80. La société se réajuste

 Il n'empêche que l'on parle de vous surtout comme l'un des artistes les plus riches du show-business.

- Je gagne de l'argent en écri-vant des chansons et je le fais depuis longtemps, voilà tout. Je n'ai pas essayé d'investir cet argent pour bâtir un empire comme d'autres l'ont fait. Alors le fait qu'on évalue mon travail, ma vie et ma personne en termes de chiffres m'affecte réellement car e'est étranger à ce que j'ai fait, ce que je suis depuis tou-jours : un musicien.

- Pomriez-vous définir les différentes décennies que vous avez traversées en termes de musique ?

- Mon sentiment est que les périodes musicales les plus riches se sont toujours développées quand elles n'étaient pas organisées par un pouvoir financier. A chaque fois que le show-business s'organise, le mar-keting devient plus important que la musique, et elle perd son intérêt.

» Nous sommes actuellement dans une de ces phases. Le phénomène punk était une réaction à cette sorte de fonctionnement corporatiste, et c'est la dernière fois qu'on a vu un véritable mouvement de rébel-lion contre l'establishment. Dans les années 50, il n'y avait pas d'utilité à agir de la sorte puisque le fait même de chanter du rock n roll était une rébellion en soi. Dans les années 60, les musiciens étaient attentifs à so

ennseient, intelleetnalisé.
Aujnurd'hui, e'est l'inverse : on
pense en termes de marché, on se
plie à ses règles, on fait des vidéoclips, on vend du disque. La musique sud-africaine est contre l'establishment. Quand les gens vont l'écouter, ils vont l'adorer. Toute la musique africaine vient d'un instinct, d'une impulsion purs.

- Et vous, où vous situiez-vous dans les années 60 ?

- Quand j'écoute mes anciens titres avec Art (Garfunkel), la chose qui me surprend le plus, c'est à quel point e'était jeune. Je me vois à cette époque et je n'aime pas ma musique mais j'aime la personne que j'étais. C'était un pen farfelu ce que je disais, une façon pas très mûre de penser, mais, pour nn gosse, ça n'était pas si mal. Ce qui est étonnant, e'est que ce soit devenu aussi populaire. J'avais vingt et un ans quand j'ai écrit The Sounds nf Silence; aujourd'hui, ça ne tiendrait pas le coup mais, dans le contexte de l'époque, ca passait. Je me vois surtont comme un gosse, la plupart des erreurs que j'ai commises sont des prétentions de gosse, mais je n'étais pas cynique. Un peu trop romantique, pent-être.

Le rock'n roll a trente ans

- Le rock est à la base une expression adolescente. Comment vous sentez-vous par rapport à ça anjourd'hui?

- Le rock'n roll a maintenant trente ans : ca signifie que ceux qui l'écontaient adolescents ont maintenant passé la quarantaine. Bruce Springsteen ne s'adresse pas aux teenagers, il parle de sa génération, et il a sept ans de moins que moi. Alors, c'est vrai que le rock marche mieux à un niveau adolescent, mais c'est simplement parce qu'il est plus difficile d'atteindre les gens qui

> Propos recueillis par ALAIN WAIS.

(1) WEA, 925 447-1.

Un hiver à Majorque

ARTS

Exposition à grand spectacle

Fin d'antomne à Palma-de-Fin d'automne à Palma-de-Majorque : grand calme sur le port et dans les rues. Il n'y a plus de tou-ristes, les marchands de souvenirs sont en vacances, les marins améri-chins de promànent en bou ordre, les réceptionnistes des hôtula s'emmient. On se contrat dans un film de Marguerite Duras. Mais l'art contemporain, ses fastes et ses célébrités ont débarqué d'avion.

Le gouvernement des Baléares, soucieux de montrer que ses administrés ont d'antres soucis que l'enso-leillement et l'immobilier, leur a offert une exposition à grand spectacle. Pour cela, il a demandé au CAPC de Bordeaux de concevoir, organiser et présenter une manifestation de «classe internationale», comme on dit.

Les Bordelais sont hommes d'expérience et d'initiative — lour propre succès l'a démontré large-ment. Aussi ont-ils réuni une distri-bution de stars dans un décor suprêmnment élégant : Barcein, in Majorquin à la mode, Cucchi, le pape de la transavant-garde, Garouste, champion parision de la citation brillante, Kiefer, l'Alle-mand ultra-expressionniste, et Schnabel, tête d'affiche de Sobo. Tous premiers rôles de leurs nations, ces peintres de trente ou quarante ans déploient leurs plus grands formats dans la Lonja (1), gothique bourse des marchands aux piliers taillés en spirales et aux proportions démandées

Naturellement, la réunion de tant de valeurs établies aux cotes respectables tourne à l'affrontement. On compare, on évalue, ou spécule sur les mérites et les évolutions bien plus

one l'on ne cherche points commune et parentés. Mode oblige, il est vrai. A co jen assessin, Julian Schnabel fait triompher son ironie, seul poin-tre capable de distance et de recul critique face à quatre «sérient» qui éroient mettre du drame ou de l'âme dans leurs compositions à force d'empâtements et de perspectives théâtrales. Fût-elle excessive, sa

en ses divers paints et jardins plantes
de palmiers une rétrospective du
paysagisme majorquin du dixneuvième siècle à nos jours, plus
curieuse que séduisante, un choix de
jeunes penntres locaux, in curioux in
aéduisants, nt un hummage à
Motherwell. Deux séries d'encres

Motherwell. Deux séries d'encres anciennes et des tolles plus récentes, ocre et noire, témoigneut de la cohérence nt de la vigueur de son œuvre (2). Désormais, c'est eu hiver qu'il fant aller à Palma. George Sand avait raison.

PHILIPPE DAGENL

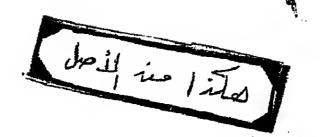
(1) La Longa, jusqu'an 10 janvior. (2) Palais Solleric, jusqu'à fin

le mardi 16 décembre FERMETURE EXCEPTIONNELLE de la cité des Sciences

DEJ., diner j. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISPS. RÉVEILLON de la SAINT-SYLVESTRE 530 F (apéritif, vina, serv. compt.) avec danses et conflou.







10 Le Monde Dimanche 14-Lundi 15 décembre 1986 •••

Culture

NOTES

La croisade des rockstars contre la drogue

Après la lutte contre la faim sur le continent africain, après la solidarité avec les fermiers américains, les rockstars ont trouvé le thème d'une nouvelle croisade : le combat contre la drogne. Un double album, The Anti-Heroin Project, est publié cette semaine en France. Y ont participé, chacun avec un titre, Eurythmics, Dire Straits, Wham, Paul McCart-ney, Ringo Starr, Chris Rea, Elvis Costello, Bonnie Tyler, Kim Wilde, Saxon, Bananarama, Feargal Shar-key. Tous les bénéfices de l'album ent à des œuvres participant à la lutte contre la drogue.

Par ailleurs, sous l'égide de SOS-Drugue international, Francis Lalanne, Michel Jonasz, Catherine Lara, Karim Kacel, les groupes Indochine et Partenaires particuliers viennent d'enregistrer des vidéo-messages pour informer et prévenir. * Double 33 tours, EMI - Pathé Mar-

Pierre Perret nostalgique

Pierre Perret revient à l'Olympia dix-sept ans après un passage où ses chansons d'amuseur au langage riche de couleurs argoriques (Ton-ton Cristobal, les Julies Colonies de vacances) faisaient la juie des enfants et des fins de banquet.

La cinquantaine dépassée mais la même figure ronde et joufflue, Per-ret n'a pas changé d'un iota. Il a la même fleur bleue au cœur, la même

truculence, un peu décalée à pré-sent, mais si gentiment offerte qu'on n'ose pas la repousser. Accompagné par un groupe de musiciens appa-remment sortis d'un bal musette et jouant à partir d'arrangements rétro, le chanteur présente un personnage désuet à un public fidèle mais qui manifestement s'amenuise doucement (un soir de première, l'Olym-pia n'était qu'uux trois quarts plein). Sans doute Pierre Perret souffre-t-il de rester trop isolé dans son petit atelier d'artisan aux portes de Paris...

Heureusement, l'auteurcompositeur possède un trésor de jolies chansons plus sophistiquées mais moins connues (Blanche, Le bonheur c'est toujours pour demain,

CLAUDE FLÉOUTER. ★ Olympia, 20 h 30.

Le Festival des trois continents à Nantes

Pour la première fois depuis la création, il y a huit ans, du Festival des trois continents, le publie nan-tais a choisi en priorité la compéti-tion officielle, dix films seulement, parmi lesquels un jury international, présidé par la comédienne Stefania Sandrelli, a distingué Dans les montagnes sauvages, de Xan Xueshu (Chine), Grand Prix, et Typhoris Club, de Shinji Somai (Japon), prix de la mise en scène.

Si le film chinois oppose à la campagne auciens et modernes et confirme l'effort de la cinématogra-

phie de Pékin pour se rapprocher de pane de ream pour se rapprocher de la réalité vécue du pays, Typhoon Club, déjà primé au Festival de Tokyo en 1985, décrit avec une non-chalance très calculée l'évolution d'un groupe de lycéens dans un moment de crise. Nagisa Cahima et Bernardo Bertolucci ont un peu porté Typhoon Club sur les fonds baptismaux et y voient par excel-lence le film des années 80. Le Japon d'Ozu et Mizoguchi est défient mort.

En inaugurant la manifestation avec la Momie, de Shadi Abdesalam, prix Georges Sadoul 1971, Nantes rendait hommage non seule-ment à un artiste mort prématuré-ment il y a un mois, mais aussi à un film unique qui se vent un retour aux snurces de la culture égyp-tienne. En symétrie parfaite, le Sixième Jour, de Youssef Chahine, ciôtura Nantes.

Les organisateurs ont présenté un choix de films érotiques japonais, quand une des grandes compagnies nippones, Nikkatsu, décida dans les années 70 de pallier la crise de fréquentation en lançant sur le marché des films pornographiques zoft, à petit budget, mais tournés avec un grand fini technique et la collaboration de jeunes comédiennes éton-nantes. On y trouve aussi bien une première version de l'Empire des sens, la Vértiable Histoire d'Abe Sada, de Noboru Tanaka (1975), qu'une Rue de la joie (1974) du maître du genre, Tatsumi Kuma-shiro, aux antipodes de la célèbre Rue de la honte (le dernier film de Mizoguchi), franchement « réaliste », presque expressionniste.

Communication

Dans l'attente d'une nouvelle grève de soixante-douze heures

Organisations patronales et syndicats de journalistes s'opposent à propos de l'AFP

Larvée depuis l'annonce cet été de plan de restructuration de son PDG, M. Henri Pigeat, ouverte depuis dix jours du fait de la rupture de préception de l'acceptance des depuis dix jours du fait de la rupture des négociations, franche depuis le lancement d'une grève de quarante-huit heures le 11 décembre (le Monde du 13 décembre), la crise de l'Agence France Presse (AFP) est entrée dans une nouvelle phase, à la suite d'un communiqué diffusé vendredi 12 décembre et signé par les nrganisutions patronales de la presse. La Fédération nationale de la presse française, le Syndicat de la presse quotidienne régionale, le Syndicat de la presse quotidienne régionale, le Syndicat de la presse parisienne et le Syndicat des quotidiens départementaux, tous représentés au sein du conseil d'administration de l'AFP-sont eu effet particulièrement fermes.

« Lassées par les grèves successives de l'AFP, préoccupées par les manques de régularité du service », les organisations signataires réitèment leur soutien à M. Heuri Pigeat et réaffirment leur volonté de voir et réalimment leur volome de vour son plan appliqué. Faute de quoi, et face an «refus irresponsable des syndicats de journalistes » d'appli-quer ce plan, les organisations patro-nales indiquent « qu'elles se devront d'organiser la solution de remplacement » an service de l'AFP.

L'intersyndicale de l'agence -CFDT, FO, SNJ et SNJ-CGT - a estiné que ce communiqué consti-tuait un « chantage intolérable ». Pour le syndicat des journalistes, Force ouvrière, c'est « le choix entre le sulcide et la destruction de l'entreprise ». Jugeant que le plan

de restructuration menait uu déman-tèlement de l'agence et à la mise en cause de sa vocation d'agence moncause ue sa vocation d'agence mon-diale, les quatre syndicats ont renou-velé leur demande de négociations avec la direction sur divers aspects du plan, notamment les transferts de desks à l'étranger. Ils ont aussi appelé la rédaction à se prononcer sur une nouvelle grève de sovrente. sur une nouvelle grève de sonzante-douze heures, de samedi 13 décem-bre à mardi 16.

La société des journalistes de La société des journalistes de l'agence a rappelé que, comme les syndicats, elle était favorable à des réformes en profondeur « dans la concertation » et u déploré « que les administrateurs n'aient jamais pris contact avec la réalité de l'AFP et continuent de soutenir jusqu'au bout un PDG dont la gestion depuis dix ans a conduit l'agence à cette crise sans précédent ».

Les journalistes en grève ont reçu l'appui d'une partie des employés de l'agence et de leurs confrères de l'Agence centrale de presse mais anssi des syndicats nationaux de journalistes. Le bureau national du SNJ a aussi critique les quatre orga-misations patronales de presse, qui, « au lieu d'accuser les syndicats de « au neu a accuser les synaicais de journalistes de l'AFP, devraien logiquement défendre le développe-ment de l'agence». Il a également souligné « la lourde responsabilité

de la direction de l'AFP et nu ment de son PDG, M. Henri Pigeat, dont le refus de négocier a abouti à

l'impasse».

L'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ) qui regroupe le SNJ, la CFDT, FO et le SNJ-CGT, a apporté « un soutien total aux journalistes de l'AFP en grève pour la défense de leur emplot et de la vocation internationale de l'agence». L'UNSJ a mis en garde « les pouvoirs publics contre le préjudice culturel irréparable que constituerait le démantèlement de l'AFP comme agence mondiale » et a appelé l'ensemble des journalistes à manifester landi 15 décembre, en début d'après-midi, devant le siège début d'après-midi, devant le siège parisien de l'agence.

L'opposition entre les organisations patronales de presse et les syn-dicats nationanz de journalistes, ainsi que le durcissement prévisible du conflit au sein de la rédaction de l'AFP a incité le conseil d'administration de l'agence à se réunir tration de l'agence a se reunir d'urgence dans la matinée du 15 décembre, « afin d'examiner la situation ». Or, en juillet dernier, lors de la dernière grève, les repré-sentants de la presse au sein du conseil avaient menacé, de façon voilée, de démissionner si l'arrêt de travail se ronnavivait. travail se poursuivait.

YVES-MARIE LABÉ.

Financement de la CNCL: les jongleries de l'Etat

c Les transferts financiers qui précèdent et accompagnent la mise en place de la CNCL ne paraissent pas d'une clarté abso-lue », s'étonne M. Jean Clurel dans son demier rapport sur les crédits de la communication. Tout en se félicitant du budget e conséquent » prévu pour le nuuvel organisme, le vice-. président de la commission des finances du Sénat relève une anomalie et un tour de passe-

L'anomalie ? Le budget de la CNCL e été évalué à 250 millions 1987, 150 millions seulement lui seront attribués. Mais Télédiffusion de Franca (TDF) ne facturera pas à la Commission nationale les 100 millions de francs correspondant au coût des services de planification et de contrôle mis à sa disposition. e La procédure_ aboutit à la création d'une charge indue pour TDF », remarque le sénateur.

Le tour de pesse-passe ? Les 150 millions attribués à la Commission nationale auront trois origines : le redéploiement de crédits d'organismes supprimés cumme la Haute Auturité (20 millions); les versements des chaînes publiques au titre de l'observation des programmes (8 millions) et une dotation complémentaire de 122 millions inscrite au budget des services généraux du premier ministre. Mais, pour compenser cette

.charge nouvelle, le budget percevra directement le produit de cerles PTT pour des activités et des compétences transférées à la CNCL « Le transfert de financement accompagne donc le transfert de compétences. Rien d'anormal », note avec ironie quer que les recettes transférées devralent s'élever à 200 millions en 1987. e Le budget général de l'Etat dispose donc de 70 mil-lions... pour d'autres actions. »

 $\wp_{L_{A_{N_n}, \alpha}}$

Les représentants du Parlement dans les conseils d'administration de l'audiovisuel public

Les socialistes veulent obtenir un débat en séance publique au Palais-Bourbon sur les nominations des responsables des organismes publics de l'audiovisuel. Pour cela, ils ont refusé de prolonger l'accord qu'ils uvaient accepté en avril et qui ne donnait aux députés PS qu'un poste de représentant de l'Assemblée dans les conseils d'administration de cenx-ci: M. Jean Anroux (Loire) à l'INA. En plus du renouvellement de ce mandat, ils ont demandé que M. Jean-Jack Queyranne (Rhône) siège au conseil d'Antenne 2. La commission des affaires culturelles ayant refusé, le jeudi 11 décembre, l'ensemble des députés vont devoir voter.

ayant reruse, le jeuni 11 décembre, l'ensemble des députés vont devoir voter.

L'UDF uvait pourtant réglé ses problèmes internes. Malgré la demande de M. Michel Pelchat (UDF, Essunue). prinche de M. François Léotard, ses candidats restent les « sortants » : M. Christine Boutin (UDF, Yvelines) à Radio-France et M. François d'Anbert (UDF, Mayeuue) à Amenne 2, tous deux « barristes ». Pour calmer le PR, M. Jean-Claude Gaudin s'est lui-même porté candidat au conseil de FR 3 à la place de M. Jean-Paul Fuchs, membre din CDS. Quant au RPR, il maintient M. Paulin Brané à RFO, M. Xavier Deniau à RFI, et M. Michel Péricard à TF 1, qui, du fait de l'enigence socialiste, est aussi candidar à l'INA. Un vote va donc devoir avoir lieu en séance publique, avant le 20 décembre, pour désigner les représentants de l'Assemblée à l'INA et à Antenne 2, puisqu'il y a deux candicats pour ces postes.

Le Sénat a procédé, lui, sans difficulté à la désignation de sex représentants. Le choix effectué par la commission des affaires culturelles, le 3 décembre, u confirmé les mandats confiés à MM. Roger Romani (Paris), président du goupe RPR, pour TF 1, André Fosset (Un cent. Hauts-de-Seine), à Anteuue 2, Michel Miroudet (RI, Haute-Saôue) à FR 3, Jacques Carat (PS, Val-de-Marne) à Radio-France, Jean-Pierre Cantegrit (Gauche dém, Français de l'érranger) à RFI et Daniel Milland (Un cent. Polyaésie française) à RPO. M. Adrien

Gouteyron (RPR, Haute-Loire) a été préféré par la commission à M. Jules Faigt (PS, Hérault) pour

Ces choix avaient fait l'ubjet Ces choix avaient fait l'ubjet d'une discussion entre les responsables des groupes de la majorité sénatoriale. Cette dernière souhaitait que, outre le poste de M. Faigt, celui d'un autre socialiste, M. Carat, lui revienne. M. Maurice Schumann (RPR, Nord), président de la commission des affaires culturelles, s'est deuvières étimises opposé à cette deuxième élimina-tion. Quant à M. Michel Maurice-Bnkannwski (RPR, Hauts-de-Seine), il reste à TDF, cette société u'ayant pas saisi le Sénat pour son renouvellement.

M. Raymond Cipelin directeur des programmes de RFO

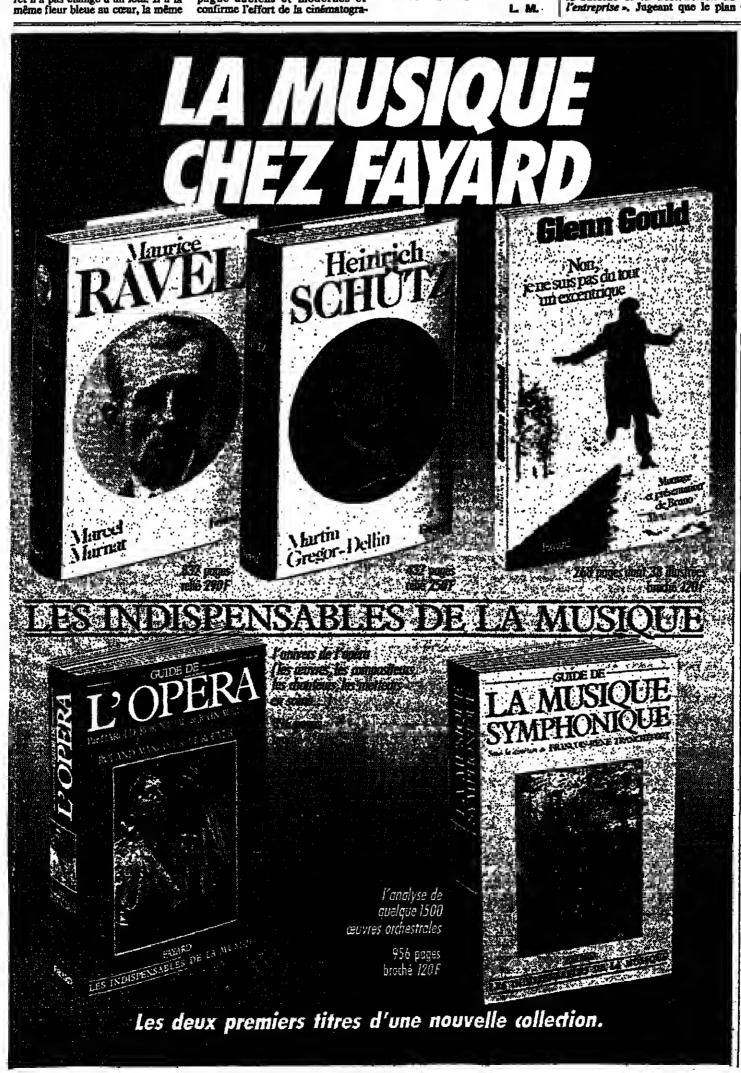
M. Raymond Cipolin, ancien directeur régional de RFO Guade-loupe et RFO Wallis-et-Futuna, a été nommé, jeudi 11 décembre, directeur des programmes de la Société de radiotélévision française d'outre-mer, en remplacement de M. Jean-Pierre David. M. Cipolin était, depuis avril 1984, détaché ancabinet de M. Lacette Michaud-Chevy, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la francophonic.

cophonie.

M. Jean-Claude Michaud, président-directeur général de RFO, a d'autre part reconduit dans leurs fonctions MM. Noël Sanviti, directeur général, et André Sabas, directeur de l'information. Ce dernier assumera également la direction de l'agence internationale d'images AlTV, qui n'uvait plus de responsable depuis le départ de M. Jean-Jacques Maurist à la fiu novembre.

En attendant la nomination d'un.

En attendant la nomination d'un En attendant la nomination d'un directeur technique, M. Bernard Gensons, directeur général adjoint chargé de l'actiuu technique, conserve provisoirement ses fonctions, bien qu'il soit en mesure de faire valoir ses droits à la retraite. Enfin, l'organisation des services de la présidence sera rendue publique dans les prochains jours.



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués

INSTRUCTIONS AUX DOMESTI QUES, Café de la danse (48-05-57-22), 20 h 30.

KARARET DE LA DERNIÈRE CHANCE, Batacian (43-00-30-12). DU SANG SUR LE COU DU CHAT. Eden (43-56-64-37), 21 h. NATTRE OU NATTRE PAS, Déchar

SOLEII., Petit Rond-Point (42-56-60-70), 18 h 30. L'ANNONCE FAITE A MARIE, Ver-sulles, Montansier (49-50-71-18), 18 h 30.

LA CHASSE AUX CORBEAUX, Aulnay-sous-Bois, Espace Prévert (48-68-00-22), 21 h.

HORS PARIS BOULOGNE-SUR-MER, Roulette d'escroca, d'Harald Mueller, mise en sche d'Alain Alexis Barsacq et Aga-the Alexis, au centre de développe-ment culturel (21-30-28-01).

Les cafés-théatres

AU BEC FIN (42-96-29-35), sam. 20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontre. 21 h 45 : J'assure à tes risques : 23 h : De Belleville à Byzance : Banc d'essai des

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), L. sam. 20 h 15: Areuh = MC2; 21 h 30: les Démones Loulon; 22 h 30: l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15: les Sacrés Moustres; 21 h 30: Sauvez les bébés femmes; 22 h 30: Last Lunch - Dernier LE BOURVIL (43-73-47-84),

20 h 15 : Pas deux comme elle : 22 h : Toi aussi comme tout le monde. CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-111, L sam. 20 h 15, 23 h 45; Thens, voilà deux bou-dins; 21 h 30; Mangeuses d'hommes; 22 h 30; Orties de secours, – II, 21 h 30; le Chromosome chatouilleux; 22 h 30; Eltes nous veulent toutes. – III, 20 h 15;

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), sam. 20 h : la Conscience nationale des faisans d'élevage : 22 h 15, dim. 20 h 30 : Sous-

CITHEA (43-57-99-26), sam. 22 h 15 : NAG'AIRS (40-11-64-88), sam. 22 h : Malène, Macky, Labaya.

PETIT CASINO (42-78-36-50), sam. 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 :

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), sam. 20 h i 5 : D. and J. Memories ; 21 h 30 et 24 h : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées. Proces détachées.

PROLOGUE (45-75-33-15), sam. 21 h, dim. 15 h 30 et 18 h : De Beaugrenelle à

RANELAGH (42-88-64-44), sam. 20 h 30 : Laissez-les vivre. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27), sam. 22 h : Alea jacta est. SPLENDID ST-MARTIN (42-08-21-93). sam. 21 h : Tom Novembre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), sam, 21 h, dim, 15 h 30 : DEUX ANES (46-06-10-26), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Après la rose, c'est le bos-

La danse

ESPACE KIRON (43-73-50-25), le 13 à 15 h : Kaleidanse ; 20 h 30 : L. Peiro. ESPACE MARAIS (42-71-10-19), sam. 18 h 30 : Danses triganes, les Romani.

Opérettes,

comèdies musicales CASINO DE PARIS (42-80-20-89), sam. 21 h, dim. 15 h : la Valise en carton. ÉLYSÉE-MONTMARTRE (42-52-25-15), sam. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : le Roi du Pacifique.

PORTE ST-MARTIN (46-07-37-53), sam. 21 h : la Petite boutique des hor-TH. DE PARIS (43-59-39-39), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : la Belle Hélène.

Festival d'automne

(42-96-12-27) THÉATRE DES BOUFFES DU NORD sam. 20 h 30, dim., 15 h : le Récit de la servante Zerline.

AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches, 6* (46-33-10-82) ; Le Triomphe, 8* (45-62-45-76).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, | | (48-05-51-33).

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI 13 DÉCEMBRE

Hommage à la Cioémathèque des armées: 15 h, Algérie 1946/56, Panorama; 17 h, Algérie, visions d'Algérie 1956/58; Hommage à Gaumont: 90 ans de cinéma; 19 h, Le ridean rouge, de A. Barsaq; 20 ans du studio Action: 21 h, The Bells of St. Mary's, de Loo McCarey.

DIMANCHE 14 DÉCEMBRE Cycle: Les grandes restaurations de la Cinémathèque française; 15 h. La cible, de S. Nadejdine; 17 h 15, Vertige d'un soir ou la Peur, de V. Tourjanaky.

BEAUBOURG (42-78-35-57) SAMEDI 13 DÉCEMBRE

Un maître du sérial américain : William Witney: 15 h, The Trigger trio, de W, Wilney; Dick Tracy's G-Men, de W, Witney et J, English; Aspects du cinéma de la République de Corée: 19 h, Le Rouet, de Doo-Yong Lee; Un maître du serial américain William Witney: 21 h, The Bounie Parker

DIMANCHE 14 DÉCEMBRE Un maître du scrial américain : William Witney : 15 h, Spy Smasher : 17 h, Le Maî-tre du monde : Aspects du cinéma de la République de Corée : 19 h, Gilsodom, de Kwon-Tack Lim; Uo maître du scrial amé-ricain: William Witney; 21 h, L'Inconnu

ABLAKON (ivoirien), Cinoches, 1º (46-L'AFFAIRE CHELSEA DEARDON (A.,

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 14 DÉCEMBRE

et croyances «, 14 h 30, 6, aveoue du Mahatma-Gandhi.

Maintina-Gandani.

La Cour des miracles et ses mys-tères «. 15 heures, mêtro Sentier, sortie Petits-Carreaux (M. Banassal).

mates -. s'inscrire au 42-82-08-88 de 9 beures à 20 heures (M. Hager).

L'art grec aa Louvre ... 10 h 30, porte Saint-Germain-l'Auxerrois.

Le Paris da dix-neuvième siècle ... 14 h 30, metro Sentier (Haus Lieux et

«Promenade de Mouffetard à Saint-Médard «. 15 heures, mêtro Monge

- Le Marais -, 15 heures et 17 heures, grilles Carnavalet (C.-A. Messer).

L'Opera . 11 heures, devant entrée

hant des marches, ou 14 h 30 entrée.

15 heures haol des marches, ou 13 h 35

· L'Académie fraoçaise et les

autres., 15 heures, 23, quai Conti.

Une heure ou Père-Lachaise.,
10 heures et 11 h 30, entrée principale,

Cité-Universitaire (V. de Laoglade).

• Hôtel Camoodo • 15 heures.

71-62; après 18 heures au 45-48-26-17

La galerie dorée de la Banque de

France .. 10 h 30, 2, rue Radziwill

ou 15 houres (Tombes célèbres). « Maisons d'artistes et courettes da quartier Montsouris », 14 h 30, mètro

découvertes).

(S. Rojon).

(Lutèce Visites).

- Journée à thème : Les grands collecionneues mobilier migrature, 2310-

« Du Jour de l'An à Noél : coutames

Les exclusivités

ALIENS, LE RETOUR (A.) (*) v.f. : Lumière, 9 (42-46-49-07). L'AMOUR SORCIER (Esp., v.o.) ; Latina, 4 (42-78-47-86).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). ASTERIX CHEZ LES BRETONS (Fr.): STERIX CHEZ LES BRETONS (Fr.):
Gaumont Halles, 1 (42-97-49-70);
Richelieu, 2 (42-33-56-70); 14 Juillet
Odéon, 6 (43-25-59-83); Colisée, 8 (43-59-29-46); George-V, 8 (45-6241-46); Paramount Opéra, 9 (47-4256-31); Nation, 12 (43-43-04-67);
UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59);
Fauveste, 13 (43-31-60-74); Miramar,
14 (43-20-89-52); Gaumont Parrasse,
14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy,
18 (45-22-46-01).

18• (45-22-46-0I). AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.); Cluny Palace, 5° (43-25-19-90); Gau-mont Ambassade, 8° (43-59-19-08); Gaumont Parnase, 14° (43-35-30-40). BANCO (*) (A., v.f.) : Paris Ciné, 10* (47-70-21-71).

LES BALISEURS DU DÉSERT (tunisien, v.o.): Utopia, 5- (43-26-84-65). sicn, v.o.): Utopia, 5 (43-26-84-65).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ, (A., v.o.): Ambassade, 8 (43-59-19-08); v.l.: Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Grand Rex. 2* (42-36-83-93): UCG Montparnasse, 6* (45-74-94-94); UGC Ermitage, 8* (45-63-16-16); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 1* (45-39-52-43): UGC, Convention, 15* (45-74-93-40); Napnléon, 17* (42-67-63-42); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01); Socrétan, 19* (42-41-77-99); Gambetta, 20* (46-36-10-96).

- Peioture florentine de Giotto à Bot-

ticelli . 11 heures, Louvre, eotrée prin-cipale près vestiaire (D. Bouehard).

«Napoléon et l'Empire, aux Inva-lides», 15 heures, ball d'entrée lova-

12. rue Daru (AITC).

- De Monel à Picasso -. 10 h 30,

musée de l'Orangerie (P. Y. Jaslet).

SI l'oo avait jugé Fersan .

Sheures, Sorbonne, amphi Guizot (Paris et son histoire).

Montmartre . 14 h 30, mětro

- Meubles miniatures et obiets da sei-

zième au vingtième siècle «, 15 heures, 2, place du Palais-Royal « La peinture du dix-huitième siècle au Louvre», 10 h 30, porte Joujard (Ch. Merle).

LUNDI 15 DÉCEMBRE

Quatre sculpteurs de la Renais-sance française «, 14 h 30, Louvre, porte Jaujard (V. Turpin).

· France et Russie au dia-haitième

siècle -. 13 h 30, Grand Palais et - L'église Saint-Vincent-de-Paal et la

La cathédrale russe -, 15 heures,

lides (1. Haaller).

(E. Romann).

(M. Pohver).

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles (de 1) h à 2) h sauf dimanches et jours fériés) éservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 13 - Dimanche 14 décembre

BIRDY (A., v.o.) : Bolte à films, 17- (46-22-44-21).

BRAZIL (Brit., v.o.): Epéc-de-Bois, 5*
(43-37-57-47); Saint-Lambert, 15 * (45-32-91-68).

32-91-68).

LA BRULLUEE (A., v.o.): UGC Odéon,
6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8 (4562-20-40); v.f.: UGC Montparmasse, 6 (45-74-94-94).

CAP SUR LES ETOILES (A., v.f.):
Richelien, 2 (42-33-56-70); Studio de la Controscarpe, 5 (43-25-78-37). CAPTIVE (Pr.-Brit., v.o.) : Ambassade, 8* (43-59-19-08) ; v.f. : Rex. ≥ (42-36-83-93).

83-93).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.);
Gamont Halles 1= (52-97-49-70);
14 jnillet Odéon, 6= (43-25-59-83);
Pagode, 7= (47-05-12-15); Gaumont
Champs-Elysées 8= (43-59-04-67);
14 Juillet Bastille, 11= (43-57-90-81),
Bienventle Mentparnasse, 15= (45-44-25-02); 14 jnillet Beaugrenelle, 15= (45-47-75-79-79); Maillot, 17= (47-48-06-06);
v.f.: Gaumont Opéra, 2= (47-42-60-33);
Gaumont Parnasse, 14= (43-35-30-40).

CLINS D'EEL SUR UN ADIEU (A., v.a.): La Boite à Films, 17 (46-22-44-21). COBRA (*) (A., v.f.) : Maxéville, 9* (47-70-72-86). LA COULEUR POURPRE (A. v.a.) :

Soiot-Michal, 5 (43-26-79-17); George V, B (45-62-41-46); v.f.: Impérial, 2 (47-42-72-52). rial, 2º (47-42-72-52).

LES COULISSES DU POUVOIR (A., v.o.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); Saint-Germain Village, 5º (46-33-63-20); George V, B' (45-62-41-46); Marignan, 8º (43-59-92-82); Parmassiens, 14º (43-20-32-20); v.f.: Impérial, 2º (47-42-72-52).

COURS PRIVÉ (Fr.): Forum Orient-Express, 1# (42-33-42-26); Français, 9* (47-70-33-88); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Montparanase Pathé, 14* (43-20-12-06).

LE COUREUR (Iranien) (v.o.) Utopia, 5 DE L'ARGENTINE (Fr., v.o.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

LA DERNIERE IMAGE (Franco-Algérien): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); Quitette, 5º (46-33-7-38); Mercury, 8º (45-62-96-82); Lumière, 9º (42-46-49-07); Paruassiens, 14º (43-20-30-19).

DESCENTE AUX ENFERS (Fr.): UGC Normandie, & (45-63-16-16); Montpar-nasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

DÉSORDRE (Fr.): Gaumont Halles, 1= (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2= (47-42-60-33); Luxembourg, 6= (46-33-97-77); Ambessade, 8= (43-59-19-98); Gaumont Paruasse, 14= (43-35-30-40). DEUX FIICS A CHICAGO (A., vo.): UCG Normandio, 8 (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Mont-parustee, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.o., v.f.) : Espace Gaité (b. sp.), 14 (43-27-95-94). OS (Fr.) : P

DOUBLE MESSIEURS (Fr.): St-Andrédes-Arts, 6 (43-26-48-18); Républic Cinéma, 11 (48-05-51-33).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A.v.f.) : EN DIRECT DE L'ESPACE (A.v.f.):
La Géode, 19 (42-05-06-07).

DOWN BY LAW (A., v.o.): Gammont
Halles, 1" (42-97-49-70); Gammont
Opéra, 2" (47-42-60-33); St-André des
Arts, 6" (43-26-48-18); Pagode, 7" (4705-12-15); Colisée, 8" (43-59-29-46);
14 Juillet Bastille, 11" (43-57-90-81);
Escurial, 13" (47-07-28-04); Gammont
Parnasse, 14" (43-35-30-40).

L'ENTERREMENT DU SOLEIL (Jap. v.o.): Ciné Beaobourg, 3 (42-71-52-36): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-L'ESQUIMAUDE A FROID (Hong... •.0.) : Studio 43. 9 (47-70-63-40).

gare du Nord », 15 heures, angle boule-vard Magenta et rue de Moabeage (Approche de l'art1. « Plaisirs et drames de la ploce des Vosges «, 14 h 30, 6, place des Vosges (Paris et son histoire). « Le Grand-Oricot de France, la

franc-maconnerie da dix haitième siècle à nos joars, Mozart, Saint-Exapèry «, 15 heures, 16, rue Cadei (1. Hauller).

La peinture française au Louvre, le dix-huitième siècle - 14 h 15, entrée Saint-Germain-l'Auxerrois (S. Rojon). Le Trône et la Nation - 14 h 30,

metro Picpus (V. de Langlade).

- Aleliers d'artistes, jardins secrets et

eoriosités de Montparnasse ... 15 heures, metro Vovin (M. Ragne-

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.): Utopia, 5- (43-26-84-65). LA FEMME DE MA VIE (Fr.): UGC Boile-ward, 9- (45-74-95-40); Montparnos, 14-Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Boule-ward, 9 (45-74-95-40); Montparmes, 14 (43-27-52-37). CENESIS (Ind., v.o.) : Deafert, 14 (43-21-41-01).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Smdio de la Harpe, 5 (46-34-25-52) ; Espace Galté, 14 (43-27-95-94). HÉROS BOYS (A., v.f.) (°): Paramount-Opéra, 9° (47-42-56-31). HIGHLANDER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Gan-mont Opéra, 2* (47-42-60-33); Ambas-sede, 8* (43-59-19-08); Fanvette, 13* (43-27-19-08); Fanvette, 13-(43-31-56-86); Montparnos, 14- (43-27-52-37); Convention St-Charles, 15- (45-79-33-00).

JE HAIS LES ACTEURS (Pr.): Lucur-naire, 6 (45-44-57-34). LA LÉCENDE DE LA FORTERESSE

LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sow, v.a.): Rellet Logos, 5° (43-54-42-34); Commos, 6° (45-44-28-80]: Balzac, 8° (45-61-10-60). LE MAL D'AlMER (Fr.-lt.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); Gaamont Opéra, 2° (47-42-60-33); Richelion, 2° (42-33-56-70); Studio de la Harpe, 5° (46-34-25-52); Ambassade, 8° (43-59-19-08); Galaxie, 13° (45-80-18-03); Par-nessicas, 14° (43-20-32-20); Images, 18° (45-22-47-94). MANON DES SOURCES (Ft.): Forum

(45-22-47-94).
MANON DES SOURCES (Fr.): Forem (43-22-47-9)

MANON DES SOURCES (Fr.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Gaumont Richelien, 2" (42-33-56-70); Impérial, 2" (47-42-77-52); Bretagne, 6" (42-22-57-97); Hautefeuille, 6" (46-33-79-38); Publicis St-Germain, 6" (42-22-72-80); Marigna, 8" (43-59-92-82); Publicis Champs Elysécs, 8" (47-20-76-23); St-Lazare Pasquier, 8" (43-87-35-43); Français, 9" (47-70-33-88); Bastille, 11" (43-42-16-80); Nation, 12" (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12" (43-43-01-59); Escurial Panorama, 13" (47-07-28-04); Fauvette, 13" (43-31-60-74); Galaxie, 13" (45-80-18-03); Mistral, 14" (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27); Kinopanorama, 15" (43-06-50-50); Mayfair, 16" (45-25-27-06); Maillot, 17" (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01); Gambetta, 20" (46-36-10-96).

MAUVAES SANG (Fr.): Ciné Besu-

MAUVAIS SANG (Fr.): Ciné Beau-bourg, 3 (42-71-52-36); Saint-Germain des Prés, 6 (42-22-87-23); UGC Dan-tom, 6 (42-23-10-30); UGC Montpar-nasse, 6 (45-74-94-94); UGC Champs Elyséea, 8 (45-62-20-40); UGC Bonle-vard, 9 (45-74-95-40); UGC Gobelins, 12 (43-22-73-44). Bit M. S. Marcard, 12 (43-22-73-44). 13* (43-36-23-44); PLM St-Jacques, 14* (45-89-68-42); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27).

MAX MON AMOUR (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34). MELO (Fr.): 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-

MEAO (FL): 14-04114 (A., v.o.): 59-83).

MÉMOURES DU TEXAS (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); Rotonde, 6 (45-74-94-94); Biarritz, 8 (45-62-20-40).

LES MINIPOUSS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11 (47-00-39-16); Saint-Lambert, 15 (48-32-91-68). Lambert, 15" (45-32-91-68).

MISSION (A., v.o.): Gaumont Halles, 1"
(42-97-49-70): Hautefcuille, 6" (46-33-79-38): George V, 8" (45-62-41-46);
Marignan, 8" (43-59-92-82). V.f.: Francis, 9" (47-70-33-88): Montparmasse
Pathé, 14" (43-20-12-06): Gaumont
Convention, 15" (48-28-42-27).

MON AMI IVAN LAPCHINE (Sor., v.a.): Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47). MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.): Cinoches, 6' (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Triomphe, 8' (45-62-45-76).

NOIR ET BLANC (Fr.): Ciné Beau-bourg, 3 (42-71-52-36); Racino Odéon, 6 (43-26-19-68). OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis ignon, 8 (43-59-31-97).

(45-08-57-57); Rez., 2 (42-36-83-93); UGC Monxparuase, 6 (45-74-94-94);

Le Musée da cristal de Baccarat », 15 heures, 30 his, roe de Paradia

- Le Marsis (nord), la place des Vosges - 14 h 30, mètro Hôtel-de-Ville,

sortie Lobau.

- Hôtels de l'île Saint-Loais «,
14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résur-

rection du passé).

- Le grand amphi, les salons et la chapelle de la Sorbonne -, 15 heures,

15 heures, sortie métro Corentin-Cariou

La Villette contemporatoe ..

47, rue des Ecoles

UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); Saint-ritr, 8: (45-62-20-40); UGC Normandie, 8: (45-63-16-16); UGC Boulevards, 9: (45-63-16-16); UGC Boulevards, 9: (45-63-20-40); Nation, 12: (43-43-44-12); UGC Gare de Lyon, 12: (43-43-44-12); UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44); Mistral, 14: (45-39-52-43); Montparnos, 14: (45-27-52-37); Convention Saim-Charles, 15: (45-79-33-00); UGC Convention, 15: (45-79-33-00); UGC Convention, 15: (45-79-33-00); Maillot, 17: (47-48-06-06); Images, 18: (45-22-47-94); Scretan, 19: (42-41-48-04-24); STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.); TRANGER THANGER (45-22-47-94); Sceretan, 19 (42-41-

PÉKIN CENTRAL (Fr.) : Républic Cinéma, 11º (48-05-51-33). PRIÈRE POUR UN TURUR (*) (A., v.f.): Galté Rochechouart, 9 (48-78-81-77); Miramar, 14 (43-20-89-52).

LA PURITAINE (Fr.) : Ciné Bessebour 3* (42-71-52-36); 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); George V, 8* (45-62-41-46); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); UGC Boldwards, 9° (45-74-95-40); 14-Jnillet Bastille, 11° (43-77-90-81); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); Parnassiens, 14° (43-20-32-20); 14-Jnillet Beaugrensile, 15° (45-75-79-79); Pathé Clieby, 18° (45-22-46-01).

27-52-37).

LE RAYON VERT (Fr.): Paraessient,
14-(43-20-30-19).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.): Studio Galande
(h.p.), 5-(43-54-72-71).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.):
14-Juillet Paraesse, 6-(43-26-58-00).

LA ROSE POURPER DU CAIRE (A., v.o.):
(25-24-46-85).

v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). SARRAOUNIA (Fr.): Cinoches (b. sp.), 6* (46-33-10-82); Saint-Ambroise, 11* (47-00-89-16).

SCANDALEUSE CILDA (°°) (It., v.o.): Triomphe, 3 (45-62-45-76). V.f.: Lamière, 9 (42-46-49-07); Maxiville, 9 (47-70-72-86). SID ET NANCY (*) (A., v.o.): Seint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

and the second of the second of the second of

3' (42-72-94-56).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.):
Escurial Panorema (h.sp.), 13' (47-0728-04).
STRANGER THAN PARADESE (A.,

v.o.) : Reflet Logos, 5 (43-54-42-34). TERRE JAUNE (Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

(43-26-84-65).

THE ACTRESS (A., v.o.): Action Christine, 6: (43-29-11-30).

THÉRÈSE (Fr.): Sains-André-des-Arts, 6: (43-26-80-25): UGC Rotonde, 6: (45-74-94-94); Triompie, 6: (45-62-45-76).

THE SHOP ABOUND THE CORNER (A. v.o.): Action Christine, 6: (43-29-11-30).

THE VINDRCATOR FRANKENSTEIN 2809 (A., v.f.): Areades, 2: (42-33-

36-23-44); Parnasiens, 14 (43-20-32-20); 14-Inilies Bengrenelle, 15 (45-75-79-79); Pathé Clichy, 18 (43-26-79-17); George-V, 9 (45-62-41-46).

QUAND LA RIVIÈRE DEVIENT NOIRE (A., v.o.): Montparnos, 14 (43-27-52-37).

LE RAYON PERMONENTE OF CONTROL OF CO (Pr.): George-V, 9 (45-62-41-46).

TOP GUN (A. v.o.): Marignan, 9 (43-5992-82). - V.f.: Puramount Opéra, 9(47-42-56-31); Paramount (43-2032-20).

TWEST AGAIN A MOSCOU (Fr.): Gau-

1 - - 1 - -

k ...

F 1 4

13.

most Opéra, 2º (47-42-60-33). LA VÉRIFICATION (Sov., v.o.) : Epéc-do-Bois, 5 (43-37-57-47).

de-Bois, 5º (43-37-37-47).

VISAGE DE CHIEN (Fr.): Studio 43, 9º (47-70-63-40).

WANDA'S CAFE (A., v.o.): Forum, 1º (42-37-53-74); Hautefeuille, 6º (46-33-79-38); Elysées Limooin, 8º (43-59-36-14); Parametints, 1-0º (43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenolle, 15º (45-75-79-79).

WELCOME IN VIENNA (Antr., v.o.): Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20); Elysées Lincola, 3 (43-59-36-14).

LES FILMS NOUVEAUX

CHARLOTTE FOR EVER (*) film français de Serge Gainsbourg ; Forum, 1° (42-97-53-74); Richelica, 2° (42-33-56-70); Quintette, 5° (44-33-79-38); 14-Juillet Oxióm, 6° (43-25-59-83); Marignan, 8° (43-59-92-82); Saim-Lazare Pasquier, 8° (43-87-35-43); Français, 9° (47-70-33-88); Maxéville, 9° (47-70-33-88); Montparnasse Pathé, 14° (43-31-56-86); Galaxie, 13° (45-80-18-03); Mistral, 14° (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14° (43-20-12-06); Gaumont Parnasse, 14° (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); Gambetts, 20° (46-36-19-96).

LE CHEVALIER A LA ROSE (infedit de 1961), film allemand de Paul Czinner (v.o.): Vendôme, 2° (47-42-97-52). CHARLOTTE FOR EVER (*) film

42-97-52), FAUBOURG SAINT-MARTIN, film

Forum, 1" (42-97-53-74); Saint-Germain Huchette, 5" (46-33-63-20); Elysée-Lincolia, 8 (43-59-36-14); Fonveite, 13* (43-31-56-86).

(43-31-56-86).

BOWARD, film américain de Willard
Hwyck (v.o.): Forum Horizon, 1*
(45-08-57-57); Danton, 6* (42-2510-30): George-V, 8* (45-6241-46); Marignas, 8* (43-5992-82). (v.f.): Rex, 2*
(42-36-83-93); UGC Ermitage, 8*
(45-31-16-16): Parastouri Opfen,
9* (47-42-56-31); Bustille, 11* (4342-16-80); UGC Gobelins, 13* (4336-32-44); Montparpasse Pathé, 14*
(43-20-12-06); Parmassions, 14*
(43-20-32-20); Convention: SaintCharles, 15* (45-79-33-00); UGC
Convention, 15* (45-74-93-40);
Pathé Circle 18* (45-74-93-40); Path6 Clichy, 18 (45-22-46-01). LE JOUR DES MORTS-VIVANTS (*), film américaia de George A. Romero, (v.o.) : Forum

Orient-Express, 1" (42-33-42-26); UGC Hermitage, 8" (45-63-16-16). (v.f.): UGC Montpernasse, 6" (45-74-94-94); Maxéville, 9" (47-70-72-86); UGC Boulevard, 9" (45-79-95-40); UGC Gohelios, 13" (43-36-23-44); Clichy Pathé, 18" (45-22-46-01).

KAMIKAZE, film français de Didier EAMIKAZE, film français de Didier Grousset; Gaumout Halles, 1" (42-97-49-70); R.E.R., 2" (42-36-43-93); Cluny Palace, 5" (43-25-19-90); Bretagne, 6" (42-22-57-97); UGC Odéon, 6" (42-22-57-97); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); Colisée, 8" (43-59-29-46); Publieis Champs-Elysées, 8" (47-20-76-22); Para-mount Opéra, 9" (47-42-56-31); 14-Juillet Bastrile, 11" (43-57-90-81); UGC Gobelliss, 13" (43-36-23-44); Miramar, 14" (43-28-22); Gau-mont Parmasse, 14" (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27); 14-Juillet Besugresselle, 15" (45-75-79-79); Wépler Patté, 18" (45-75-79-79); Wepler Pathé, 18-(45-22-46-01).

(45-22-46-01).

Y A-T-IL QUELIGIPUN POUR
TUER MA FEMME?, film américain de Walt Dinney, (v.o.): Forum
Horizon, 1= (45-08-57-57); Ciné
Beanbourg, 3- (42-71-52-36); Danton, 6- (42-25-10-30); Rotonda, 6(45-74-94-94); Marignan, 8- (43-59-92-82); Biacritz, 8- (45-6220-40); 14-fuillet Beangrenelle, 15(45-75-79-79); Maillot, 17- (47-4806-06); (v.f.): Rex. 2- (42-3683-93); Français, 9- (47-70-33-88); Nation, 12- (43-43-04-67); UGC
Gare de Lyon, 12- (43-43-01-59);
Fauvelte, 13- (45-80-18-03); Mintral, 14- (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14- (43-20-12-06); nasse Pathé, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Images, 18 (45-22-47-94); Scarétan, 19 (42-41-77-99).

HOC CHAMPS ELYSEES - UGC MONTPARMASSE - UGC BOULEYARDS - UGC DANTON CHE BEAUBOURG . SAINT-BERMADI DES PRES . DEC GORELINS CONVENTION SAINT-CHARLES . PLM SAINT-JACQUÉS . GAUMONT CONVENTION



Centre Chaillot-Gallièra, 28, ovenue George-V : « Le couple chrétien face aux progrès de la biologie » (P. Olivier de Dinechin).

el ses prédécesseurs - ; 19 heures :

CONFERENCES

DIMANCHE 14 DÉCEMBRE

60, boulevard Latour-Machourg. 14 h 30 : - La chasse aux sorcier(e)s; 16 h 30 : - La Thallande - ; 18 h 30 ; · Israël - (M. Bramfeld).

La peinture italienne des dixseptième et dix-huitième siècles au Louvre «, 14 h 30, 36, quai da Louvre, porte Hôtel de Sully. 62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : «La Renaissance à Venise» **Pet de Jouy (Arcus).

La crypte archéologique découverte d'une maison romaine et d'une maison médiévale dans l'île de la Cilé. (M= Saint-Girons). 1, rue des Prouvaires, 1" étage droite,

15 heures : - Les modelités de la réin-carnation » (J. Morranier) : - Les mys-14 h 30. parvis Notre-Dame Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 14 h 30, mêtro Solférino tères des stigmates - (Natyo).

Grand Hôtel, rue Scribe : - Journée de rééducation par le karaté médical et lo sophrologie . inscriptions au 42-04-34-77 (docteur Guyonnaud).

LUNDI 15 DÉCEMBRE

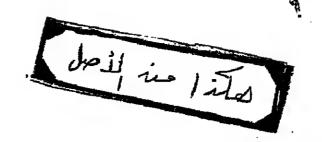
Salle des fêtes de Verrières-le-Buisson, 14 h 15 : « Les Mille et Une Naits » (A. Miquel, du Collège de

3, rue Rousselet, 14 h 30 : - Le fenê-tre : motif architectural chez Van Eyek

- Picasso ».

3, rue Saint-Blaise, 19 heures ; - La civilisation maya - (P. Mongne).

Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : - Venise à la conquête du moude - (conférence pro-



12 Le Monde Dimanche 14-Lundi 15 décembre 1986 •••

Informations «services»

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 DÉCEMBRE 1986 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 15 DÉCEMBRE A 0 HEURE TU

volution probable du temps en France entre le samedi 13 décembre à

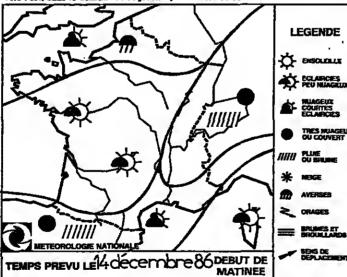
L'affaissement du champ de pression sur notre pays a permis samedi le pas-sage d'une perturbation. Elle évacuera dimanche l'est de la France, tandis qu'une nouvelle hausse de pression favo-risers le retour d'un tenus plus elément era le retour d'un temps plus clément.

Dimanche matin : il pleuvra doge de l'Alsace-Lorraine au Lyonnais et an nord des Alpes, ainsi que sur les régions pyrénéennes. Il neigera aussi un peu en montagne. De l'Auvergne au sud des Alpes et à la Méditerranée, le ciel sera alors très nuageux. Tout ceci s'éliminera vers l'est, dans le conrant de la journée,

pour faire place à des éclaircies. Le mis-tral s'établira dans l'après-midi, il soufflera fort en soirée, jusqu'à 80 km/h. Ailleurs on verra le soleil des le

secont plus abondants sur la Bretagne, la Vendée, le Maine, la Normandie, la Picardie, le Nord et les Ardennes où ils donneront quelques averses. Des averses se produiront également en Corse dans

Les températures minimales seront en légère hausse, il n'y aura plus de gelée en plaine. Il fera ! à 4 degrés dans l'intérieur, 3 à 7 degrés près des côtes. Les températures maximales seront proches des valeurs de saison avec 4 à 12 degrés de nord an sud.



NANCY NANCES NACE PARISMONTA PAU PERFERNAN RENNES	5	3300058351540	CPBQBPQRCQRB	MESLIN BRUXELLES LE CARRE CUPENTAGE DALAR DELHE GENEVE BUNGRENNO STANGUL JENISALEM LISONNE LUNORES		0 6 19 4 32 24 18 5 20 7 15 L3	-1 3 10 2 16 17 2 17 4 5 11 6		OSLO PALMATIE PERN RECOSIAN RECOSIAN RECOSION RE	MAL.	16 25 13 30 1 26 14 17	3 2 23 0 24 0 18 7 7	P D D D C C C D N B C
LILLE LIMOUES LIVON MARSERIE MAR NANCY NANCES NANCES NANCES PARE-MERTE PARE-MERTE PARE-MERTE PARE-MERTE ST-ÉTIENNE	5 9 1 10 17 15 6 14 15 0	0 5 8 3 5 1 5	CPBQBPQRCQRB	BERLIN BRUXELLE LE CARE CURREAG DALAR DELIE DARBA GENEYE BUNGEONG STANGER. LERISALER LISBONGE		0 6 19 4 32 24 18 5 20 7 15 L3	-1 3 10 2 16 17 2 17 4 5 11		PALMADE PÉKIN RIO-DE-LAY ROME SINGAPOU STOCKHOK SYDNEY TUNIS VARSOVIE VENISE	MAL.	16 25 13 30 1 26 14 17	3 2 23 0 24 0 18 7 7 -10 -3	CODOC CODNE
LILLE LIMCOES LIMCOES LIMCOES LIMCOES LIMCOES MARISPELE MARI NAMCY NAMCY NAMCY PARE MERTIS PARE PARE MERTIS PARE MERTIS STÉTIENNE	5 9 10 17 15 6 14 15 5	0 0 5 8 3	CPBDBPC&CCA	BERLIN BRUXELLE LE CARRE COMPRESAGE DAKAR DELE DERBA GENÈVE BONGRONG STANGG. TÉRISALEM	 E	0 6 19 4 32 24 18 5 20 7 15	-1 3 10 2 22 16 17 2 17 4 5	000000000000000000000000000000000000000	PALMADE PÉTIN PETOS JAI POME SINGAPOU STOCKHOU ST	ERO .	16 8 25 13 30 1 26 14 17	3 2 23 0 24 0 18 7 7	Mano. Cobs
LILLE LINGGES LINGGES LYON MARSSELLE MAR MARSSELLE MAR MANTES MANTES MGCL PARISMUNIS PARISMUNIS PARISMUNIS ERNISS	5 9 10 17 15 6 14 15 5	0 0 5 8 3	CPBQBPCRCC	BERLIN BRUXELLE LE CAIRE CONSTRAGE DAKAR DELIE DERBA GENÈVE EDNIGRONG STANGGI	E	0 6 19 4 32 24 18 5 20 7	-1 3 10 2 22 16 17 2 17 4	020022000	PALMA-DE PÉTIN BIDOS-JAI ZOME SINGAPOU STOCKHOU S	ERO .	16 25 13 30 1 26 14	3 2 23 0 24 0 18 7	000000000000000000000000000000000000000
LILLE LIMOGES LYON LYON LYON RANCY MANTES HARE HARE HARE HARE HARE HARE HARE HARE	5 9 1 10 17 15 6 14	0 0 5 8 3	CPBQBPCRCC	BEZLIN BRICKELLER LE CARRE COPENERAGE DAKAR DELHE DERHA GENEVE BUNGKONG	E	0 6 19 4 32 24 18 5 20	-1 3 10 2 16 17 27	020022000	PALMA-DE PÉXIN 210-06-1A1 20ME SINGAPOU STOCKHOL SYDNEY TUEYO	MAL	16 8 25 13 30 1 26 14	3 2 23 0 24 0 18 7	
LILLE LIMOGES LYON MARSES LE MAR. NANCY NANCES NACE PARIS MONTE	5 9 1 10 17 15 6	0 0 5 8 3	CPBQBPCP	BEZLIN BRUTELLE LE CAIRT CUMPREJAG DAKAR DELHE DERNEA GENEVE	E	0 6 19 4 32 24 18 5	-1 3 10 2 22 16 17 2	C M D C M P D C	PALMADE PÉXIN RIODEJA ROME SINGAPOU STOCKHOK SYDNEY	MAL	16 25 13 30 1 26	3 2 23 0 24 0 18	
LIFLE LINOGES LYON MARSSELLE MAR NANCY NANCY GCE PARISMONTE	5 9 1 10 17 15	0 5 8	CPBOBPC	BEZLIN BRITALLE LE CARRE CUPENBAG DAKAR DELHE DERBA	E	0 6 19 4 32 24 18	-1 3 10 2 22 16 17	CKDCKPD	PALMADE PEETN PRODE SINGAPOU STOCKHOL	MAL	16 8 25 13 30 I	3 2 23 0 24 0	
LILLE LIMOGES LYON MARSERLE MAR VANCY MANTES	5 9 1 10 1 7	0 5 8	CPBDBP	BERLIN ERUXELLE LE CARE COPENEAG DAKAE DELIE	 E	0 6 19 4 32 24	-1 3 10 2 22 16	SKOCKE	PALMADE PEETN PRODE SINGAPOU STOCKHOL	MAL	16 8 25 13 30 I	3 2 23 0 24	
LILLE LIMOGES LYON MARSERLE MAR VANCY MANTES	10 1 1 2	ō	CPBDB	BERLEN BRUTELLES LE CARRE COPEREAG DAKAR	 Œ	0 6 19 4 32	-1 3 10 2 22	CXDCX	PALMADE PÉSIN REDOBIAS ROME SINGAPOU	ETRO .	16 8 25 13	3 2 23 0	
LIMOGES	9	ō	PBD	BERLIN BRUXELLE LE CARR . CONTRELAG	 E	0 6 19 4	-1 3 10 2	מאס	PALMA DE PÉXIN RIO DE JAI ROME	MAL	16 8 25 13	3 2 23	1
LIMOGES	9		P	BERLIN BRUXELLE LE CARRE .	š	6	-1 3 10	CMD	PALMA-DE PÉXIN RIO-DEJAI	MAL	16 8 25	3 2	į
IBIOGES	5	3	P	BERLIN	 5	6	- <u>ī</u>	C	PALMA DE PÉXIN	WAL	16 8	3 2	i
UTE	5	3	Č	BERLEN		Ō	-ī	Č	PALMA DE	NAL	16	3	i
	5	1										•	
	- 5												
DENGE FOM T		-:	č	BELGRADE			-ž	č	VE#-LOS			•	1
DON	ŏ	-2	Ř	BARCELON			-3	Ď	NAIRORI .			15	3
CLERAGONT-FERR	:	-2	ć	BANGEOK	******	31	21	Ď	MOSCOU .			-13	1
CHEROCORG	?	3	P	ATRECES .		12	5		MUNTRÉA	L	1	-14	1
CAEN			5	AMSTERDA			3	D	MILAN		2	1	(
BOURGES		-1	C	ALGER			7	_	MEXICO .	*****	24	••	1
BORDEAUX		5	P	É	TRA	VGE	R		MARKET				1
BARRITZ		9		PORTEAR		30	23	٨	KADED .			1	
UACCIO		5	N				6	В	THEORY		0	~1	
FRAN	Œ			TOURS				P	LOS ANGE	LES	19	7	

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

cicl ciel ciel conge phase tempère neige * TU = temps universal, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

SUR MINITEL. Prévision complètes, Météo marine.

Temps observé Paris, province, étranger, 36.15 Tapez LEMONDE pais METEO.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4376

HORIZONTALEMENT

L Nécessitent un remplacement en cas d'élimination. - II. Mauvais pour les affaires. On va lo retrouver eprès avoir perdu autre chose. Preuve d'une certaine tension dans les rapports. - III. Adverbe. Convient certes mieux

aux piroguiers qu'anx gondo-liers. Où l'on pent dénicher l'oiseau rare. - IV. On en a vite fait le tour. faires d'autrui. Hubilla ce qui était quelque peu dépouillé. - V. II ne nous viendrait pas à l'idée de la saisir en collet. Cadre bien avec celui qui veut aller de l'avant. -VI. Avec lui, certains risquent d'être faits comme des rats.

On peut y étre mené en bateau. - VII. Ses spécialistes n'en viennent jamais à préconiser la destruction des limaçons. Partie d'un crochet. - VIII. Parcouru par maints pousse-pousse. Ont pour habitude de se replier sur euxnêmes. Fuient la réalité. - IX. Fera une action sanitaire. Nom largement répandu. - X. Intervient dans différentes expressions. Rendoe telle afin dents ». Présente dans de nombreux lits. - XI. N'est tout de même pas en mesure de procurer l'aisance à celui qui est gêné. Rend la vie dure. Deux parmi plusieurs. — XII. Tel qu'on n'anrait pas tort de dire qu'il y a de l'abus. Note. D'un auxiliaire.

l'on ne sait généralement que passer. Durée limitée. Est sort bien capable de nons saoter à la gorge, -ATV. C'est en « hiver » qu'ils sont en plus grand nombre. Cansa de multiples perturbations. Séparent le bon grain de l'ivraie. — XV. Donne à entendre. Prononcé par des hommes de loi. Une partie de l'Hexagone.

VERTICALEMENT De quoi avoir un coup dans

l'aile. Est plutôt • mou • sur les bords. - 2. Se mêlait aux tendres serait un comble qu'il se fasse rouler. Destiné à faciliter un transit. -3. Peut-être ne pouvait-il pes voir les antres en peininre! Eclaire en apportant la lumière. — 4. Meurt quand on l'étouffe. Bras qui prête la main. A dn monde à ses côtés. — 5. Exprime, selon les cas, des senti-ments qui peuvent être totalement opposés. Reviennent à tout propos.

faire des propositions qui ne sont pas toujours rejetées. - 7. Pousse à agir. A le suivre, on n'évite pas les détours. - 8. Détenteur d'une cer-taine richesse, Mis à mal par des attaques. Canton. - 9. Ferai perdre une grande partie des qualités. -10. On en vient à bout en très peu de temps. A retenir quand on veut pas-ser inaperçu. - 11. Témoigne d'une participation au spectacle. S'éloigne quand on tire sur lui. Quartier de Paris. – 12. Un qui est bien décidé à se faire entendre. Fait plaisir à voir, Quand on met la main dessus, c'est our en tirer quelque chose. pour en tirer quelque chose. — 13. Ne laisse pas repartir ses visi-teurs. Variété d'huitre. — 14. Préposition. Sa queue est très éloignée de sa tête. Approvisionnait en eau. -15. Sont dans un état qui prouve qu'on y a souvent mis les pieds. A un Solution du problème nº 4375

- 6. Etait adapté aux actions de

Des hommes n'hésitent pas à lui

Horizontalement

I. Slow. GL - II. Pecheases. - III. Timbale. - IV. Atelier. -V. Nérl. - VI. Tresseur. - VII. Un. Pi. Net. - VIII. Rio. Icl. -IX. Ornière. - X. Loti. Ur. -XI Eustaches. Verticalement

1. Spirituelle. - 2. Lé. RN. Ou. -3. Octane. Rots. - 4. White-spirit. - 5. Emersion. - 6. Oublie. Irc (cri). - 7. Saz. Unic. - 8. Gelé. Recrue. - 9. Isère. Tiers.

GUY BROUTY.

EN BREF

• CONCOURS : les derniers des ours. - L'ours brun des Pyrénées est une espèce en voio de disparition. Pour sauver les derniers survivants, un concours est organisé à l'intention des élèves des écoles primaires et secondaires (jusqu'à la troisième incluse). On peut y participer individuellement ou collectivement. Les concurrents devront répondre à un questionnaire et constituer un ier (poèmes, bandes dessinées, nouvelles illustrées, etc., selon leur inspiration). Des voyages et cadeaux divers récompenseront les lauréats.

* Sauvons ensemble les ours des yrénées. La Maison de Valérie, 41021 Blois Cedex (date limite d'envoi de dossiers : 31 décembre).

• PARIS : vente de solidarité L'historien André Castelot signers ses œuvres mardi 16 décembre de 16 heures à 19 heures au cours de la vente de solidarité qui aura lieu de 11 heures à 20 heures au Cercle de loisirs Lecourbe. Nazareth, 351, rue Lecourbe. On pourre également acquérir des lithographies de Carzou Guiramand et Minaux. Les profits seront versés à l'association Dominique Cacoub, qui, depuis 1973, tente d'apporter aux malades atteints de leucémie et à leur famille un appui moral et matériel, et à l'association des perents d'enfants inadeptés.

* Association Domínique Cacoub, 8, rue Cásar-Franck, 75015 Paris. Tél : 45-

M° PIERRE CORNETTE DE SAINT-CYR

24, evenua George-V 75008 PARIS Tél.: (1) 47201594 - 47234740 - 47234742

HÔTEL DROUGT 9, rue Drouot 75009 PARIS Jeudi 18 et vendredi 19 décembre 1986 à 14 h 30 - Salles 5 et 6

> TABLEAUX ANCIENS TRÈS IMPORTANT ENSEMBLE DE MEUBLES & OBJETS D'ART

EXCEPTIONNELLE COLLECTION DE BOIS DORÉS renant : cadres et baromètres des XVIII et XVIII siècles

COLLECTION D'ENCRIERS, COFFRETS, ÉCRITOIRES en argent, écaille, bronze, bois précieux français et étrangers principalement XVIII° et XVIII° siècles

MEUBLES & OBJETS D'ART PROVENANT DU CHÂTEAU DE C... Experts: MM. HERDHEBAUT, LATREILLE, LE FUEL, PRAQUIN

EXPOSITIONS

HÔTEL CLERMONT-TONNERRE

14, Place François-let - PARIS 8º - Tél. 45 83 29 12 SAMEDI 13, DIMANCHE 14 LUNDI 15 DÉCEMBRE 1986 DE 11H À 22H

Mercredi 17 décembre 1986 de 11 h à 16 h et de 21 h à 23 h

EXPOSITION HÔTEL DROUGT

Catalogue sur demande 200 F

Médecine

Le rétablissement du secteur privé à l'hôpital

Les sénateurs hâtent le pas M= Michèle Barzach, ministre

délégué chargé de la santé et de la famille, aurait l'intention de reprendre à son compte un amendement du projet de loi portant diverses disposi-tions d'ordre sociale (DDOS) qui doit venir en discussion le 15 décembre au Sénat de manière à rétublir à titre définitif le secteur privé hospi-talier. Le quatrième article des dispositions relatives à la santé prévoyait la prolongation d'un an du secteur privé. à l'aopital « dans l'attente de la promulgation de la nouvelle loi hospitalière » qui a été ésentée au conseil des ministres du 3 décembre et qui autorise l' l'exercice d'une activité libérale pour les médecins statutaires d temps plein des hôpitaux publics ». Ce quatrième article, voté en pre-mière lecture à l'Assemblée nationale, devait éviter un vide juridique puisque la précédente loi – socia-liste – de réforme hospitalière pré-voyait la disparition définitive du secteur privé au 31 décembre 1986.

Du fait de la suppression de la ession extraordinaire du Parlement, M= Barzsach aurait, selon des sources bien informées, l'intention d'accepter une proposition de la commission des affaires sociales du Sénat prévoyant de remplacer ce texte par les articles du projet de loi de réforme hospitalière consacrées au rétablissement du secteur privé.

On en saura plus le 15 décembre lorsque les DDOS viendront en dis-cussion au Sénat.

De son côté, M. Edmond Hervé, ancien ministre de la santé, estime que « dans l'impossibilité de faire voter comme il l'avait prévu le projet de loi de réforme hospitalière, le gouvernement s'apprêterait à réin-troduire définitivement le secteur privé à l'hôpital. Ainsi, après les

manifestations qui ont abouti au retrait du projet de loi Devaquet et d la pause annoncée par le premier ministre, le gouvern une procédure détournée pour faire entériner une réforme contestée, injuste et inégalitaire ». « Le projet de loi, ajonte l'ancien ministre, dont on veut faire passer à la hâte l'une des dispositions les plus graves, n'a pas recueilli l'avis du conseil supérieur des hopitaux. >

On notera, d'autre part, que mi le Conseil d'Etat, qui aveit émis des réserves concernant le rétablisse ment du secteur privé dans les hôpi-taux publics, m le président de m tant a sessi peus que l'égalité devant la maladie, dans la mesure devant la maladie, dans la mesure évidemment où nous pouvous agir ».
n'ont pas été entendus. Si pause gouvernementale îl y a, îl semble donc qu'il n'en subsiste pas moins des

Rappeions que, selon le projet de loi de réforme hospitalière tel qu'il a été présenté par Ma Barzach ao conseil des ministres de 3 décembre · les médecins hospitaliers sont autorisés à exercer une activité libérale au sein des hôpitaux ». Cette réintroduction du secteur privé doit se faire selon « des procédures pro-pres d assurer la transparence

- L'activité libérale sera régie par un contrat passé entre le médecin et

An sein de chaque établis ment, une commission de l'activité libérale sera chargée de veiller aux conditions d'exercice de cette acti-

FRANCK NOUCHL

.....

12 7 th 22 10

1222

29.0 E

E = 2-

B H FW 14 7.20

PARAMETER STATE

MANAGE OF

711 (2007)

ومرجا يتشوالا

22.5

-

Edg .

, i)

*:= -

223 -~~~

æ . . .

200

2

32212-

Rate I

W 12:

200

5.

e Carnet du Monde

set filles.

- M= Cécile Bouchu,

on eponse, : Jean-François Bouchu. Bernadette et Jean Carcopino Pierre et Laurence Bouchu Kavier, Laurent, Stephane, Mare et

Vincent, ses petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Charles BOUCHU,

décédé dans la pair du Seigneur, le 11 décembre 1986. La messe d'enterrement aura lien le

La messe d'enterrement aux l'aglise lundi 15 décembre, à 10 h 30, en l'église Ménilmon-Notre-Dame-de-la-Croix de Ménilmon-tant, 69-71, rue de Ménilmontant, à Paris-20. Suivant la volonté du défant, prière de n'apporter ni flours ni couronnes. Les

ca i apporter in heurs in conformes. Les remplacer par des dons an Seconis catholique.

L'inhumation aura lieu le jour même, à 16 heures, dans le caveau de famille à Lormes (Nièvre).

37, rue Julien-Lacroix,

75020 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès

Lacien DUPONT, professeur honoraire, officier des Palmes académ ancien ven. de la R. L. L. colution morale à l'Or de Liffe, trente-troisième degré du Grand-Orient de France.

Jean-Jacques Dupont, 22, rue Mozart, 18000 Bourges.
Françoise Charpentier-Dupout,
17, rue de Babylone,
25002 P.

CARNET DU MONDE Tarif: la ligne H.T.

Toutes rabriques 59 F Communicat diverses 65 F

Renseignements: 42-47-95-03

JACQUES GAUTIER

Collier cristal sur argent-Masque vieil argent Boucles d'oreilles : 1300 F

36, rue Jacob, PARIS-6-16. 42-49-84-33

- Chantal Othagarai.

s' Picard, Olba Lipiamky et Martin, L'Union nationale des évadés de guerre. La Mutuelle générale de l'éducation nationale (section des Yvelines),

out la douleur de faire part du décès de

René PICARD, président général de l'Union nationale des évadés de guerre, président d'homeur de la Commission administrative de la section des Yvelines de la Mutuelle générale de l'éducation nationale, officier de la Légion d'hon croix de guerre, sédaille des évadés,

urvenu le 11 décembre 1986, à l'âge de

Les obsèques suront fion le mardi 16 décembre, à 11 heures, su cimetière ancien de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). Cet avis tient lieu de faire-part.

UNEG 42, rus de Louvre, 75001 Paris. MGRN section Yvelines, 6 bis, avenne Joseph-Rollo, La Verrière, .78320 Le Memil-Saint-Denis.

Anniversaires La parere de l'honone (Prov. XIX, 22.)

Il y a cent ans, le 15 décembre 1886, aissait à Sondorgues (Gard), Heari GRANIER

conduisit vers le philoso res de Guebwiller et de Cana Pour ceux qui se souviesment. L-H. G., 124 B. avenue d'Andreze,

- Il y a juste deux aus, le 14 décem-SALOMA HEYMANN,

Notre souvenir lui reste fidèle.

Soutenances de thèses DOCTORATS .

: - Université Paris-V, laudi 15 décembre, à 9 h 30, salle des Actes de la faculté de droit, Mª Anno-Mario Delesmère: - L'évolution du droit de la terre à Malte.

- Université Paris-IV, mardi 16 décembre, à 9 h 30, salle Loss-Lard, Mª Nathalie Besset : « Les physiclogies en France au dix-nenvieure siè-cle. Etnde littéraire et stylistique. - Université Paris-X-Nautorre

mardi 16 décembre, à 9 h 30, sulle C 24, M. de Oliveira Domingues Cristiano : . Technòlogie et crise : una approche

Economie

Les bons résultats de novembre

Le gouvernement sait déjà que son objectif d'une hansse des prix de 2,3 % sur l'aunée a tontes les chances d'être tenu. L'estimation provisoire de l'INSEE, publiée le vendredi 12 décembre, fait apparattre en effet que l'indice des prix à la consommation n'a angmenté que de 0,1 % en novembre. « C'est la plus faible évolution mensuelle pour un mois de novembre », souligne avec une satisfaction évidente le ministère de l'économie et des finances. tère de l'économie et des finances.

La hausse restant limitée à 2 % depuis le début de l'année, on n'imagine pas qu'elle puisse dépasser 2,3 % sur les donze mois. Un résultat tout à fait satisfaisant quelles que soient les réserves habituelles : le fort ralentissement de l'inflation u te fort ratenussement de l'inflation n été fivoriaé par la chute du prix du pétrole (le baril qui valait 28 dollars au trusième trimestre 1985, en vaut à peine 15 actuellement après être descendu jusqu'à 10 cet été); quant aux salaires, tost en progressant plus vite que l'inflation (+ 2,6 % pour les neuf premiers mois de

l'nance sur la base du saluire horalre), ila sont restés très modérés. Cette évolution peut paraître enviable aux Britanniques, qui, en novembre, ont comm une forte hausse des prix sur douze mois — 3,5 % en dépit d'une modération salariale. Il n'en reste pas moins que l'écart d'inflation se maintient entre la France et l'Aflemagne fédérale. qui devait enregistrer un taux néga-tif (au moins - 0,5 %) cette année.

Ce qui rassure le gouvernement français, c'est que les deux dernières hausses (0,2 % en octobre, 0,1 % en novembre) montrent qu'il u'y n pas de dérapage maigré l'annonce d'une totale libération des prix au le jan-vier 1987. Le commerce et les servier 1987. Le commerce et les services ne semblent pas avoir anticipé, comme on le redoutait, sur cet événement historique. C'est de cette sagesse que dépendra la suite des événements, le gouvernement ayant préva que le tanx d'inflation ne devrait pas dépasser 2 % en 1987,

SOCIAL

Les ordonnances sur le temps de travail et l'ANPE

Un joker pour M. Mitterrand

En différant sa décision de signer ou non les ordonnances sur l'aménagement du temps de travail et la réforme de l'ANPE, M. François Mitterrand se donne la possibilité de jouer une bonne earte sociale. Jusqu'à présent, M. Philippe Séguin a été nu ministre chanceux, ses deux précédentes ordonnances - sur l'emploi des jeunes et sur le travail également ratifié sans broncher les ordonnances relançant la participation. Les perspectives s'annoncent cette fois moins favorables, au moins

M. Mitterrand pourrait être tenté de ne pas signer cette dernière pour des raisons de fond et de circonstances. Sur le fond, et face à la contestation à l'époque de la CGT

pour l'ordonnance sur l'aménage-

ment du temps de travail.

(et de FO), M. Mitterrand avait apporté publiquement sa caution à la loi Delebarre sur l'aménagement du temps de travail. Or l'ordonnance de M. Séguin y apporte des modifications substantielles. Elle prévoit notamment que la modulation des horaires nourra être mise en œnvre à la fois par un accord de branche et par un accord d'entreprise ou d'éta-blissement.

M. Séguin a également décidé d'aller plus loin que l'accord signé dans la métallurgie sur le temps de travail par FO et la CGC qui devait pourtant servir de base à son ordon-nance. Au risque de mécontenter les syndicats signataires et de mettre en position difficile M. Guillen, vice-président délégué général de l'UIMM (patronat et de la métallurgie) et sans doute futur président de la commission sociale du CNPF, il a prévu qu'il pourra être dérogé à l'amplitude maximale hebdomadaire de quarante-quatre benres

(envisage dans la métallurgie) si un accord collectif en dispose ainsi à condition que la moyenne hebdomadaire annuelle soit de trente-neuf heures (le Monde du 11 décembre). M. Mitterrand peut donc considérer au regard de ces éléments que l'ordonnance de M. Séguin ne constitue pas un progrès social par rapport à la loi Delebarre.

Mais une raison de circonstance pourrait également le conduire aux mêmes conclusions. Depuis le mouvement étudiant, les syndicats se sentent des ailes : ils parient (comme M. Krasucki) sur une relance de la mobilisation des salariés ou mettent en garde (comme M. Bergeron) sur une dégradation du climat social. Alors que des tensions resurgissent dans le secteur publie sur les questions salariales, les syndicats ont réagi négativement aux ordonnances. Celle sur l'ANPE a entraîne une grève du personnel. Celle sur l'aménagement du temps de travail a été très mai accueillie tant par la CFTC et la CFDT que

Prenant acte de la pause dans les reformes annoncées par M. Chirac, M. Bergeron n vivement déploré aussitôt que le gouvernement n'ait pas décidé de - surseoir » à ses deux ordonnances sociales. La CFDT a émis le même regret. Quant à M. Marchelli, présidem de la CGC, il a jugé « bienvenue », dans une interview à Sud-Ouest, la pause en ijoutant: • Un peu moins d'excitation de la part du ministre des

affaires sociales ne peut que contri-buer à l'amélioration d'un climat qui n'est pas bon. « Ce qui est désagréable avec ce ministre des affaires sociales, poursuit M. Mar-chelli, c'est que, malgré une parfaite connaissance des dossiers sociaux il en arrive à des positions invraisemblables qui consistent à làcher du lest au patronat, tout en faisant un pas de deux avec la CFDT. »

M. Mitterrand a donc une carte en or à jouer avec les syndicats. En ne signant pas les ordonnances — ou du moins celle sur le temps de travail, - il accorderait la « pause » sociale demandée par les organisations syudicales et resusée par M. Chirac. Il pourrait, pour ce faire, s'abriter derrière un souci déjà manifesté lors de la crise universitaire de préserver la • cohésion nationale • en évitant des troubles sociaux.

Ensin, il mettrait son premie ministre dans une situation bien délicate. Une non-signature des ordonnances obligerait le gouvernement à transformer celles-ci en projets de loi. M. Chirae ayant renonce prévoir une session extraordinaire da Parlement, ces textes se verraient renvoyes à la session de printemps. A moins que le premier ministre ne choisisse une procedure d'urgence avant la fin de l'actuelle session ou revienne sur ses intentions quant à la tenue d'une session extraordinaire M. Chirac prendrait alors un sérieux risque en prenant ouvertement à rebrousse-poil les syndicats...

MICHEL NOBLECOURT.

ETRANGER

A la veille des négociations salariales

Le patronat allemand se dote d'un président ouvert au dialogue

L'Association . .onestallemande des constructeurs d'électromécanique a rejeté, le 12 décembre, la semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaire reyendiquée par les métallos. Selon l'association, une telle mesure augmenterait d'an moins 10 % les coûts de production et menacerait les débouchés à l'exportation. Cette décision intervient alors que le patronat allemand vient de se donner un nouveau président, M. Klaus Murmann.

de notre correspondant

Charles of the

.....

. #

100

- ----

4.4

M. Klaus Murmann, conquante-quatre ans, est, depuis le jeudi 11 décembre, président de la Confédération patronale ouest-ellemande BDA (Bundesvereinigung der deutschen Arbeitgeberverbände); l'une des trois grandes organisations patronales de RFA. Ce patron moderne, qui dirige une entreprise performante de 1 200 salariés, qu'il a lui-même créée voici dix-sept aus dans le Schleswig-Holstein, succède à M. Otto Esser, dont les dix ans à la tête de la confédération ont coïncidé avec une période de tension dans les relations avec les syndicats.

L'assemblée annuelle de la BDA, qui a Elu M. Murmann à l'unanimité, s'est déroulée symboliquement à la veille de la reprise des négocia-tions dans la métallurgie sur les conventions collectives. Celles-ci ont commence vendredi 12 décembre dans la région de Rhénanie-duNord-Westphalie et doivent débuter la semaine prochaîne dans la région phare du Bade-Wurtemberg.

Deux ans et demi après la grève qui avait paralysé la métallurgie onest-allemande pendaut six semaines au printemps 1984, la réduction du temps de travail et la flexibilité sont à nouveau au cœur de la discussion. Le compromis signé en juillet 1984 avait fait passer la durée de travail hebdomadaire de qua-rante heures à trente-buit heures et demi en moyenne. Il avait tontefois permis aux entreprises de répartir cette diminution d'horaires comme elles l'entendaient sur le jour, la semaine on l'année. Il leur avait en outre donné la possibilité de faire varier les horaires entre trente-sept et quarante heures, selon les postes de travail, à condition de retrouver le même nombre d'heures sur une durée de deux mois.

Des positions très éloignées

Cette possibilité de souplesse sup-plémentaire n été peu utilisée. Son application s'est heurtée à des réticences aussi bien de la part des comités d'entreprise que des direc-tions du travail. Le bilan après deux ans est difficile à tirer. L'effet de la réduction du temps de travail sur l'emploi fait lui-même l'objet d'une grande controverse entre les partenaires sociaux. IG Metall, qui continue à réclamer la semaine de trento-cinq heures, estime que les créations d'emploi de ces dernières années dans la métallurgio ont confirmé ses thèses. Le patronat les attribue essentiellement à la croissance qu'a connue le secteur.

A la veille des négociations, les positions restaient très éloignées les unes des autres. Les métallos veulent progresser sur la voie des trentecinq heures mais refusent d'accepter que les entreprises puissent, comme elles le réclament, aménager diffé-remment les horaires afin de faire tourner davantage leurs installations. Craignant l'extension du système de la rotation des équipes, qui obligerait les salariés à venir travailler la nuit on le week-end, ils offrent seulement de continuer à faire tourner les entreprises sur quarante heures par semaine. Ils accusent le patronat de vouloir la flexibilité uniquement pour accroître la produc-tion et non, comme le souhaitent les salariés, pour aménager selon leur convenance leur temps de travail.

Le patronat estime en effet que les investissements nécessaires pour suivre le progrès technologique et les durées d'amortissement de plus en plus courtes du matériel oblige à faire tourner plus longtemps les installations. Il réclame notamment que le samedi ne soit plus considéré automatiquement comme un jour férié, en faisant valoir, comme l'a fait jeudi M. Murmann, que les gens pouvaient aussi prendre un autre jour de congé pendant la semaine. Ses réticences restent en revanche très fortes en ce qui concerne la réduction de la durée de travail. Deux arguments s'y opposent : le cout et le risque d'un manque de mais-d'œuvre qualifiée, qui va s'accroître en raison de l'arrivée sur le marché de générations moins nombreuses.

Les négociations vont une nouvelle fois être difficiles. A la veille des élections qui devraient voir la

reconduction de l'actuelle coalition, le patronat se sent le vent en poupe. Empêtrés jusqu'au cou dans le scandale qu'n provoqué l'écronlement de leur empire immobilier, les syndicats ont subi une énorme perte de prestige et, sur la défensive, ont tendance à se radicaliser. La réflexion a cependant de part et d'autre considérablement avancé, comme le pronve le seul fait qu'on en vienne maintenant à polémiquer sur le fond. Il y a deux ans, les quarante heures faisaient encore figure de tabou intouchable pour le patronat, et personne n'avait encore sérieusement abordé le problème de la fléxi-

L'élection à la tête d'IG Metall, en novembre, de M. Franz Steinkühler, a donné le signal de la relève, côté syndicat. Ce syndicaliste de choc, comm pour ne pas avoir peur des conflits, est parfaitement conscient du terrain à défricher. D'une certaine manière, l'élection Murmann, qui est ouvert à la discussion et s'est fait connaître depuis deux ans par des prises de position courageuses, est la réponse du berger à la bergère, même s'il n'a, contrairement à M. Steinkühler, qu'un rôle de coordination.

HENRI DE BRESSON.

Le prochain numero du € Monde de l'économie » · · publiera un dossier sur le patronat en RFA, en Grande-Bretagne et en Italie. **Ue Monde**

Après trois semaines de grève Un accord est intervenu

à l'AFPA Après trois semaines de conflit un accord est intervenu à l'AFPA (Association pour la formation pro-fessionnelle des adultes), le vendredi 12 décembre, qui a donné lieu

à la signature d'un protocole de fin de grève entre la direction et l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC). Les 400 emplois supprimés

compensés toutefois par 150 recru-tements. – prévus dans le plan social seront déterminés sur la base du volontariat. Elles seront mises en œuvre par des départs en retraite, en préretraite, des contrats de converion ou des aides à la eréation d'entreprise.

Il aura fallu un jour supplémentaire de négociation et de grève pour que les deux parties s'entendent sur les dispositions statutaires, initialement remises en cause. La direction s'est engagée à assurer le finance ment des seuls avancements de 1987, dans le cadre des regles en vigueur, en respectant l'équilibre du budget. Des négociations s'ouvriront au premier trimestre pour mieux maîtriser l'évolution de la masse salariale. Les nouvelles modalités de remboursement de frais de transport et de mission scront appliquées mais une · étude attentive · sera menée pour la fin du premier trimestre. Après expérimentatiton, la direction et les syndicats pourraient s'accorder sur des règles définitives.

M. Séguin a obtenu de pouvoir prolonger le plan pour l'emploi des jeunes

A l'arraché, et retournant à son profit les circonstances, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a obtenu de pouvoir prolonger son plan pour l'emploi des jeunes an-delà du 31 janvier. Il devrait présenter un projet d'ordonnance au conseil des ministres du 17 décembre pour relayer le texte adopté le 17 juillet dernier. Préparé en vingt-quatre heures, ce projet a été soumis aux

Il prévoit le maintien des exonérations de charges à 100 % pour les stages d'insertion à la vie profession-nelle (SIVP) jusqu'au la juillet 1987. Les exonérations pour une autre formule de la formation en alternance, les contrats d'adaptation, scront ramenées, elles, à 50 %. Pour toute embauche à l'issue de ces stages, de ces contrats et de l'apprentissage, les employenrs continueront à bénéficier d'une exonération de 50 % des charges sociales, comme actuellement. En revanche, les exonérations à 25 %. pour les embnuebes directes de jeunes, ne sont pas reconduites.

L'ensemble de ce dispositif, allègé, devrait être moins coûteux que l'actuel, pour lequel 9 milliards de francs out été prévus en année pleine. On estime qu'il nécessiterait une dépense de l'ordre de 1 milliard pour le second semestre de 1987.

Les Philippines obtiennent un moratoire sur leur dette

La ministre philippiu des finauces, M. Jaime Ongpin, a annonce le vendredi 12 décembre que le comité de coordination représentant les quatre cent quatre-vingt-trois banques créancières de Manille avait accepté d'offrir un répit aux Philippines sous forme d'un moratoire de quatre-vingt-dix jours débu-tant le 1= janvier. Ce répit devrait permettre de reprendre plus sereinement les négociations sur le rééche-lonnement de 3,6 milliards sur une dette globale de 26 milliards de dollars. Les discussions avnient nchoppé le 7 novembre dernier, la City Bank américaine ayant refusé d'envisager pour les Philippins un montage financier aussi favorable que celui octroyé an Mexique. Les banques créancières out par ailleurs décidé de renouveler pour six nouveaux mois les lignes de crédits de 3 milliards de dollars qui expiraient îm décembre.

OPA de 3,3 militards de doilars sur Owens Minois. - La ban-que d'investissement Kohlberg, Kravis, Roberts, lance une OPA de 3,3 milliards de dollars (22 milliards de francs) sur Owens filmois, premier fabricant américain d'emballages et de récipients en verre (21 milliards de francs de chiffre d'affaires).

La direction de l'entreprise étudie la proposition.

Nouveau différend agricole entre la CEE et les Etats-Unis

(Suite de la première page.)

Des discussions ont en lien jendi et vendredi an niveau des hauts fonctionnaires. Samedi, elles étaient conduites du côté américain par MM. Clayton Yeutter, le représentant spécial du président Resgan pour les négociations commerciales, et Richard Lyng, le secrétaire à l'agriculture. A la tête de la délégation de la Commission européenne, qui parle au nom de la Communanté, MM. Frans Andriessen et Willy De Clercq. respectivement charges de l'agriculture et des relations extérieures. La Commission fera rapport aux ministres des affaires étrangères des Douze, qui se réunit hundi à Bruxelles. . .

Les Etats-Unis menacent de prendre des mesures de retorsion en l'absence d'un accord. Cellesci, uvaient-ils indiqué en juin, porteraient, notamment, sur les fromages et le cognac, produits choisis, bien sûr, pour faire fléchir les Français. Les Donze avaient alors expliqué qu'en cas d'escalade ils frapperaient de taxes leurs importations de tourteaux de soja, de blé et de gluten de mais : un très gros morceau. Landi prochain, si l'affaire n'est pas débloattitude de fermeté.

Apparemment, pour l'instant, la cohésion des Douze est très réclle. C'est même là le meilleur argument. Ou peut penser en effet que les Etats-Unis y regarderont à deux fois avant de prendre des mesures de représailles s'ils ont la conviction que la CEE est déterminée à riposter. « La négociation 24/6 se déroule dans des conditions peu encourageantes », n observé, vendredi, M. Jacques Delors an cours d'une conférence de presse tenue en la présence d'une forte délégation ministérielle américaine, avec laquelle la Commission venait d'avoir ses traditionnelles consultations annuelles (consultations de caractère général au cours desquelles la négociation 24/6 n'avait cependant pas été abordée).

Cest un des plus difficiles conflits commerciaux qui aient Jamais opposé l'Europe aux Etats-Unis ., a ajouté M. Willy De Clercq, également présent. Les Américains réclament 4 à 5 millions de tonnes de mais, en prenant comme référence leurs exportations vers l'Espagne de 1983 à 1985. Or celles-ci avaient été très importantes en 1983, mais avaient fortement décliné par la suite. . C'est complètement farquée, ils devront confirmer cette felu », font valoir les Europécns. - Elargissement ou pas, la

production espagnole de céréales aurait continué à progresser, et nos ventes à flèchir. » « C'est là un raisonnement économique; le problème pour nous est politique », répondent les Américains. Dialogue de sourds.

La Communauté ne voulait pas au départ entendre parler de compensations, faisant valoir qu'il fallait considérer les effets de l'élargissement de manière globale; que les Etats-Unis perdralent pent-être le marché espagnol du maïs, mais y gagneraient un meilleur accès pour leurs exportations industrielles ainsi que pour cer-taines de leurs exportations agricoles. Elle nuance désormais son raisonnement et admet qu'il pourrait effectivement y avoir un décalage dans le temps défavorable aux Américains entre les effets négatifs de l'élargissement et ceux qui scront pour eux positifs. Ainsi le démantèlement de la protection du marché espagnol contre les importations de graines oléagineuses, qui ouvrira des perspectives prometteuses aux producteurs américains, n'interviendra que quatre aus après l'adhésion, d'où l'idée d'offrir une compensation aux Etats-Unis inférieure à celle de l'accord intérimaire, parce que celui-ci était un accord ponetnel et politique et limité à quatre ans.

PHILIPPE LEMAITRE.

ENERGIE

Pour un baril à 18 dollars

La majorité des pays de l'OPEP sont décidés à réduire leur production

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Tandis que le marché international du pétrole, de plus en plus ner-veux, oscillait violemment à la moindre rumeur, les treize ministres de l'OPEP, réunis à Genève depais le 11 décembre, semblaient s'avancer ramedi vers un accord susceptible de redresser les prix du brut. Une large majorité de pays out en effet approuvé, vendredi, une nouvelle baisse de la production de l'Organisation, afin de remonter le prix le plus vite nossible à 18 detters (complus vite possible à 18 dollars (contre 15 actuellement).

Le ministre des Emirats arabes uns a proposé à l'Organisation de réduire dans ce but son rythme d'extraction de 5 % à 10 % dès le mois de janvier, ce qui ramènerait le plafond actuel de 17 millions de barils par jour à 15,5 millions ou à un peu plus de 16 millions de barils par jour & 15,5 millions ou conf. Seniement true paux (Academie de 15 millions (Academie de 15 m par jour. Seulement trois pays (Arabic saoudite, Qatar et Venezuela). ont réservé leur réponse, demandant pectif sur l'ampleur des coupes sug-

La fixation d'un nouveau plafond, susceptible de donner un comp de fouet au marché, est rendue difficile par l'existence de stocks très importanta. Selon les estimations de la

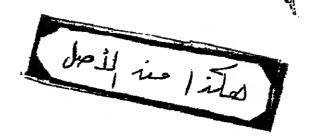
commission économique de l'OPEP, une demande adressée aux treize pays membres, au cours du premier trimestre 1987, ira de 15,8 à 17,1 millions de barils par jour, selon l'importance du déstockage opéré par les compagnies, qui pour-rait aller de 1,5 à 2,8 millions de barils par jour.

Outre cette incertitude, deux difficultés subsisteient à la veille du week-end : d'une part, le problème posé par l'Irak qui depuis le mois d'août, bénéficie d'un traitement de faveur et a été laissé libre de produire ce qu'il voulait; l'Iran parais-sait en effet décidé à exiger que son ennemi entre désormais dans le droit commun et soit astreint, comme tous les autres pays, à limiter son rythme d'extraction.

D'autre part, l'Arabie saoudite insistait de son côté pour que l'Organisation adopte, dès cette conférence, un nouvean système de prix fixes, système qui, vu sa complexité, soulève encore de nombreuses diffi-

cultés techniques. Dans l'ensemble, toutefois, l'optimisme, voire l'euphorie, semblait régner au sein de l'Organisation, qui n'avait pas avance aussi vite ni travaille aussi dur depuis très longtemps.

VÉRONIQUE MAURUS.



14 Le Monde Dimanche 14-Lundi 15 décembre 1986 •••

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

OF! «Le coup passa si près que son chapeau tomba et que son cheval fit un écart en arrière.» C'est ainsi qu'un professionnel, nonchalannment appayé sur un pilier et parodiant Victur Hugo, résumait le film de la semaine rue Vivienne.

Sans le retrait du projet de loi Devaquet sur la réforme des universités, la Bourse de Paris n'aurait certainement des universités, la Bourse de Paris n'aurant certamement pas, ces derniers jours, affiché une mine amusi fière, pour partir à l'assaut de nouveaux sommets et les vaincre. Pour la troisième fois de Pannée, un record est en effet tombé avec l'andice CAC parvenu à la cote jamais atteinte de 413,4. Les deux précédentes performances (411,3 le 15 mai et 412,5 le 1° septembre) étalent battues. Mais il s'en est failu de peu que le marché ne tourne casaque.

Avant que la décision de premier ministre ne soit comme à la corbeille, soit le 8 décembre vers 13 houres, la Bourse, rendue soudain inquiète par les événements de la rue, s'était lancée dans une retraite précipitée. A 12 h 55, rue, s'était lancée dans une retraite précipitée. A 12 h 55, ce jour-là, l'indicateur affichait déjà une baisse de 1,8%. « Nous aurous un hmdi noir », pronostiquait un gérant de portefeuille. Mais la nouvelle du retrait se propagea comme une trainée de pondre et stoppa uet l'hémorragie des ventes. Une reprise c'ébancha même, permettant de rèduire les écarts. En clôture, la baisse des valeurs françaises se limitait à 1,32%. A la fois soulagé et rassuré, le marché repagnait, le lordemain, tant le tagrain nache. marché regagnait, le lendemain, tout le terrain perdu, et même au-delà (+ 1,45 %).

Comme la semaine précédente, le record d'altitude se retrouvait à portée (1,12% senlement). Il était frôlé mer-credi et pulvérisé jeudi. La Bourse allait-elle se surpasser ? A la veille du week-end, les ventes bénéficiaires, inévitables après trois jours de hausse, firent leur apparition. Nouvean miracle. L'annouce en fin de matinée d'une hausse (provi-soire) des prix de détail limitée à 0,1 % pour novembre, mois-cle avec les achats de fin d'année, rendait du tonns au marché. La progression des cours reprenait et, à mi-parcours, elle dépassait 0,5 %. Mais les prises de bénéfices furent les plus fortes. Le marché vit fondre son evance. Le verdict Iomba à la ciôture (- 0,2 %) et l'indice CAC revint à 412,5. N'importe, Cette semaine restera inscrite en let-tres d'or dans les annales. Malgré les désordres causés par le projet de loi Devaquet, elle se solde encore par 1,2 % de

La performance est d'autant plus remarquable qu'elle a été accompile avec des volumes d'affaires journatiers en augmentation constante, partant d'à peine plus de 1,1 mil-liard de francs pour passer au-dessus de 1,7 milliard.

Record battu

La Bourse a quand même eu chand, car le boulet n'est pas passé loin. Mais force est de constater que, la sagesse de l'inflation mise à part, ell n'a pas en grand-chose à se mettre sous la deut, si ce n'est la reprise des ventes de voltures en novembre, avec une augmentation des imanatriculations de 8,1 %. Certes, quand l'industrie automobile se porte mieux, l'atmosphère se détend. Mais, à y regarder de plus près, le marché avait plus de raisons de se laisser glis-

D'une part, si un trait a été tiré sur la réforme des universités, l'affaire a laissé des séquelles et des fissures sont apparues au sein de la majorité gouvernementale. La cohs-bitation n'est pas remise en cause, mais le charme est rompu. Des professionnels e'en entretenaient à voix basse autour de la corbeille. La Bourse n'apprécie jamais ce type de situation assez floue dont ou ne sait trop sur quoi elle va

D'autre part, si les résultats des entreprises pour 1986 e'annoncent généralement bons, voire excellents, le reprise de l'expansion tant attendne est toujours en devenir. Le premier bilan industriel de l'année, dressé par l'Union des industries chimiques, est révélateur d'une certaint forme de marasme (+0,6% de croissance seulement). D'une façon générale, le moteur de l'économie mondial a des ratés, et nul n'est capable de dire quand il recommencera à tourner un peu plus rond.

D'un autre côté, les prix du pétrole remontent en rela-tion avec la réunion des pays de l'OPEP à Genère. Un accord rapide sur une forte réduction de la production de brut est anticipé. S'il intervenait, le marché pétrofier pour-rait s'assécher, et les cours du brut seraient appelés à

Côté monétaire, l'emploi de l'arme des taux pour défendre le franc n'est pas de nature à rassorer. Le marché obligataire a en de sérieux accès de faiblesse, qu'en temps normal la Bourse ressent toujours assez mal.

A la croisée des chemias, Wall Street n'a pas en, enfin, avec ses hésitations et ses reculades, un comportement très encourageant. « Et pourtant elle monte », disait un profes-sionnel ravi, an fond, de voir les divers indices crever leurs

12-12-86

545

2 700 4 685

3 680

2860

727 1 382

1818

Diff.

inch, + 150

+ 15

- 60 - 40 - 20 + 38 + 80

Alimentation

Carrefour

Casino Euromarché Guyenne et Gasc. . .

Lesiour Martell

Nestlé Occidentale (Gle)

Olida-Caby Pernod-Ricard

Semaine du 8 au 12 décembre

A dire vrai, les investisseurs restent fondamentalement configuts. Il y a à cela deux bonnes raisons. D'abord, bean-configuts on à raison, jugent inévitable, une dévaluation de fondament de la configue de la configu coup, à tort ou à raison, jugent inévitable, une dévaluation du franc, qui serait accompagnée d'une rééraination du deutschemark. Cette opération pourrait avoir lieu après les élections allemandes de janvier et aunit pour effet de déprécier les valeurs françaises, donc de les rendre plus attrayantes aux yeux de l'étranger, dont l'intérêt pour notre place se ravive depuis quelque temps. Nui ne veux rater un train de hausses, et, dans cette perspective, des nocitions au menour. positions se nonent.

positions se nouent.

Ensuite, les liquidités sent abondantes. La privatisation de Saint-Gobain s'est achevée au grand profit des petits porteurs, et, pour autant qu'on puisse en juger, les « zinzins » ne recevrout que des miettes. Des sommes importantes vont donc se trouver disponibles, et il faudra bien les remployer. De pins, les retardataires habituels détenteurs de SICAV Monory, CEA et autres, se hâtent, à l'approche du 31 décembre, de mettre leur obole au pot pour ne pas laisser échapper les avantages fiscanx auxquels ils peuvent prétendre.

Et les capitanx vont encore affiner en janvier avec les conpons d'emprents et les versements de titres indemni-taires. L'an dernier, il y en avait en pour 50 milliards de

L'on ne saurait trop s'étomer dans ces conditions de la forme assez exceptionnelle dans laquelle se trouve le mar-ché. Les professionnels sont tous « bullish » (haussiers). An cours des trois semaines, qui restent à courir pour clore l'amée, quelques-mus estiment de 7 % à 8 % la capacité de hausse en réserve. La plupart sout « fermes » pour jauvier.

Dans l'immédiat, rien n'interdit de penser que, butant sur ses plus hauts niveaux, la Bourse pourrait presidre un peu de recui pour mieux les franchir. Notous, à cet égard, que les vedettes imbituelles n'ont pas défrayé la chronique. Cette semaine, ce sont surtout les valeurs de second ordre (Promodès, SEB, Parisieme de réescompte, Saint-Louis, L. Vuitton, Lesleur, Chiers, Aussedat-Ray, Guyenne, Ger-land, qui out tenn le haut du pavé. Il faut monter au-delà de la vingtième place pour trouver quelques très grands noms : Moët, Chargeurs, Compagnie bancaire...

Les « blue chips » out, en battu la semelle. Michefin et Total out même dérapé. C'est peut-être le signe d'un certain attentisme. Gageons que le Père Noël se montrera à nouveau généreux. Si tel était vraiment le cas, l'année 1986 serait une curée exceptionnelle. Déjà avec 55 % de hauste, le record de l'après-guerre est égalé.

Banques, assurances

ČFI

Midi Midland Bank

O F P
Paris, de réese
Prétabail
Schneider

UCB

André Roudière . . .

Darty

La Redoute Nouvelles Galeries

Auxil d'entropr....

WIR

sociétés d'investissement

12-12-86

Filatures, textiles, magasins

12-12-86

210

613

2 630 + 62 534 - 16 1 275 + 15 1 438 + 8 226 + 17,50 1 795 - 56 539 - 0,80

Bâtiment, travaux publics

Diff.

+ 58 + 59 + 85

- 20 + 36 - 8 + 20 + 63 + 28

Diff.

- 10 + 392 - 39 + 69

ANDRÉ DESSOT.

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

	12-12-86		Diff.
4 1/2 % 1973	1 560	-	43
7 % 1973	8 645	+	105
10,30 %1975	102 50	-	0,25
PME 10.6 % 1976	103,50	+	0,10
8.80 % 1977	123,40		0.40
10 % 1978	103,50		6,30
9,80 % 1978	103,10		0.55
9 % 1979	100.80		0,70
10,80 % 1979	106,40		0.50
13.80 % 1980	104,37		0.31
16.75% 1981	105.84	_	0.29
16.20 % 1982	110 75	_	0.75
16 % 1982	121.39		0,79
15.75 % 1982	121,39 117 4 351		0,55
CNE 3 %	4 351	_	6,94
CNB bq. 5 000 F	101,90	_	0.08
CNE Paribas 5 000 F	102,30	_	0,30
CNB Sucz 5 000 F			0.70
CNI 5 000 F	101.90		6.08
C1413 000 1 111111	201,50	_	4,00

Valeurs diverses

	12-12-00	<u> </u>
Accor	510 2 195	+ 5 + 33
Arjomari	2 160	– 20
	738	- 1
Bis		+ 155 - 2
Club Méditerranée	727	- 2 + 33
Essilor	3 895	+ 157
Europe 1	910	- 10
		- 85 - 6 + 78
L'Air Liquide L'Oréal		+ 78
Navigation Mixte		- 33 + 2 + 170
Nord-Est	193	+ 2
Presses de la Cité	2 748	+ 170
Sanofi	751	+ 31 + 25
SEIS KOSSIERON	12/2	T 2

diffusé le vendredi 12 décembre.

la Commission des opérations de

Bourse (COB) ennonce que,

après avoir effectué une enquête sur les informations données par

la Générale de fonderie en mai 1986 et eur le merché des

actions, celle transmet l'ensem-ble des faits relevés au procureur

de la République de Paris, afin de les soumettre à l'eppréciation

des autorités judiciaires déjà sai-

par les faits suivants : le 17 mars 1988, le journai investir publiait

un article concernant la société

Generale de fonderie et indiquait

en particulier : «Le groupe Gené-

rale de fonderie est revenu en 1985 à l'équilibre en résultat net

et peut-être même légèrement

bénéficiaire. > Le 1º avril 1986,

la société Générale de fonderie a

publié un communiqué indiquant

notemment : « Globalement,

compte tenu des performances

mediocres des autres filiales, les

résultats nets du groupe qui

seront soumis à un prochain

conseil devraient être, apres

plus-values et reprises des provi-

sions affectées, légérement défi-

citaires ». Le 2 mai 1986, cette

même société annonçait que les

pertes de l'exercice social 1985

représentaient un montant de 141 millions de francs, le résul-

tat consolide du groupe se chil-frant à une perte de 104 millions

Son attention avait été attirée

sies par aitleurs ».

Matériel électrique services publics

	12-12-86	Diff.
Lyomaise des Eaux Marra Merlin-Gérin Merlin-Gérin Moteurs Laroy-Somer Moulinex PM Labinal Radiorechaique Schumberger SEB Siemeas Signaux Télémée. Electrique	846 1 550 356 5 350 1 488 2 416 2 966 958 80,50 836 1 978 2 16 774 2 446 645 3 349 1 680	- 4,90 + 195 - 5 - 10 + 3,95 - 110 + 7,30 + 140 + 8 - 13 - 2 + 46 - 13 - 2 + 421 - 5 + 102 - 10ch - 30 - 20

(1) Compte tenu d'un compon de 6,05 F.

Métallurgie

Générale de fonderie :

la COB saisit la justice

Diff. 5	construction m	récanig	це
33 20		12-12-86	Diff.
155 2 33 157 10 85 6 78 33	Alspi Avions Dassault-B. Chiers-Châtilion De Dietrich FACOM Marine Wendel (1) Penhoët Pengoot SA Sagem Strafor	3 392 581	- 451 + 51 + 52 - 35 - 7 + 88 + 32 - 48 - 5
170	Valéo	544	+ 29

Vallourec 86,40 + 1,49 . (1) Compte tenu d'un coupon de 5 F.

de francs. Cette ennonce fit chu-

tiques », estimant entre autres,

mations mentionnées ci-dessus ont été données, la société était en possession d'éléments essen-

tiels sur la situation du groupe pour l'exercice 1985 ;

d'entretiene du rédacteur du

3) Lo communiqué de la

société du 1º avril, annoncant

que le résultat net 1985 du

groupe sereit légèrement défici-taire, ne tenait pas compte de

certains éléments ou en minimi-

sait la portée, faisant état de

« graves difficultés de la filiale

GHM ». Or cette filiale avait déjà

déposé son bilan le 20 mars

Le président de la Générale de fonderie, M. Maurice Girard,

se déclare « profondement cho

qué de la perution du communi-que de la COB, et en conteste

formellement le contenu. Il se

réserve le droit d'en tirer toutes

les conséquences ». En fait, la

société contesta que l'on puisse l'accusar d'avoir eu en ea connaissance, le 1º avril 1986,

les éléments qui ont motivé son

second communique du 2 mai.

société :

2) Les indications données par le journal invastir. 10 17 mars, l'ont été à la suite

La CO8 émet de « sévères cri-

1) Au moment où les infor-

C.S. Saupiquet Source Perrier Veuve Clicquot ...

Pétroles

	12-12-86	Diff.
Elf-Aquitaine Esso Exxon (1) Francarep Petrofina Pétroles B.P. Primagaz Raffinage Royal Dutch Sogerap	318 442 459 328 1 520 137 606 148,80	Day
Total	420,50	- 3,5

(1) Compte tenu d'un compon de 4,95 F.

Mines, caoutchouc,

_	_	_	_	_	
_		_	_	_	
		_	_		_

odire-mer		
	12-12-86	Diff
Géophysique Imétal INCO Michelin Min. Penarroya RTZ	289 83 79 2 619 44,80 62,80	- 10 + 1, - 1, - 70 + 0,
ZCI	1,16	inch

Poliet et Chausson ... SCR.5G SGE-SB

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 12 décembre

COURS		. 1	ECHÉANCE	S	
	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Premier	-	107	107	106,78	106,90
+ band	-	107,35	107,20	107,05	107,10
+ bas		107	106,98	196,79	106,85
Dernier	-	107,20	167,15	106,95	107,10
Compensation .	-	107,20	107,15	106,95	187,85

Nombre de contrata : 19 030

10 456 724

563 493

R. et obl.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 10 d&c. li đếc, 12 déc. RM 1 421 829 1318516 1780938 1873050 (1):

8 839 890

399 300

9084884

451 015 Total 12442046 9836865 11 020 128 11 408 949 INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100. Françaises 152,9 154,7 155,5 Étrangères 114,9 113,4 114,9

8 190 081

328 268

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1985) Tendance | 159,4 | 162 | 163,2 | 163,8 | 163,3 (base 100, 31 décembre 1981)

1 407.9 1 410 1 413.4 1 Indice gén. ! 403 (1) Indisposibles en raison de la grève de l'AFP.

Produits chim	iques	
	12-12-86	Diff.
BASF	920	+ 5
Hoechst Imp. Chemical	885 · 103,50	+ 7
Institut Mérieut Laboratoire Bellon	4 170 1 910	+ 25 + 11
Norsk Hydro Routsel Uciaf	127,50 1 480	+ 3,70 - 9

BONS DU TRÉSOR

Séance	du '	12 dé	cembr	e 1986
Edicaca	Plans inset,	Pis M	Const compres- matical	Variation (jour/relife) ca pts
Déc. 86	92,52	92,51	92,51	- 8,01
Mars 87	92,74	92,67	92,67	- 0,85
Juin 87	92,78	92,76	92,67	- 8,12
Sept. 87	92,78	92,77	92,77	- 0,02
Déc. 87	92,80	92,80	92,80	1 1 1 1

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

			<u>.</u>
Valours	Hanne %	Valcara	Bairne %
L Vuitton Aleatel Chiers Guyeane	+131 +115 +114 + 9,8 + 9,6 + 8,8 + 8,6 + 8,6 + 8,6	Fives Lille Intertecturique Majorette BEIV Offich CFDB SAT Into Monocau	-123 - 6,6 - 6,6 - 6,6 - 4,6 - 4,1 - 3,9
Ansount-Key	+ 82	UIS	- 3,4 - 3,4

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

URC + 7,6 Fichel-Basche - 32

	Nore de	Val. cn csp. (F)	
Paugeot	361.250	428 112 451	Ŀ
Elf		284.394 535	ŀ
BSN		281,780 349	
Générale Eaux		280 516 839	
Michelin		241 648 770	
Générale Occid.	200 363	217 325 149	
CSF		202 020 938	
	47 200	170 061 814	ŀ
Midi		170 059 566	
Casino	- 58 905	153 120 433	ŀ
Lafarge			
Cie Bancaire			
Chargears	83 295	127 304 404	1
(°) Da4 at 11 d6	combre incl	89.	Ŀ

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 5 déc.	Cours
Or fin Side on berral	81 400	83 400
- (kilo en liegot)	81 800	93 780
Pièce française (20 fr.) . Pièce française (10 fr.) .	516 389	516 389
Pièce suisse (20 tr.)	523	644
Pièce lutine (20 fr.) • Pièce tunisieme (20 fr.)	472 488	461
Souverain	597	SIT
Souverain Eineberh II	\$10 370	
Pièce de 20 dollers	2 970	.2 005
- 10 dollers	1 472	1 410 970
- 50 peecs	3 135	3 150
- 20 marks - 10 flories	90E 40s	801 888
		374

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Fléchis

Les cours ont évolué en dents de scie cette semaine à Wall Street, mais plutêt, dans le sens de la buisse. A la veille du dans 22 sens of in bases. At it want to week-end, sur un nouveau l'échiesement, l'indice des industrielles s'est établi à 1 912.26, soit à 12,80 points en dessous de son ziveau du 5 décembre.

sons de son reveau du 5 décembre.

A ancen moment, une véritable pression à la vente e'a été observée, ce qui a encouragé les investisseurs à reprendre des positions de temps à autre. D'une façon générale, la Bourse a collé au marché obligataire, s'affaiblissant ou se reffernissant en même temps que hi. D'autre part, des rumeurs ont circulé sur me baisse concertée dei taux. Mais elles n'out pas tem la route avec les accès de tension et le gonflement de la masse monétaire (+ 9,9 milliards de dollars). Les ombres d'un a l'angate set du scandale Boesky out plané sur le Big Board.

Actre sajet d'appréhecsion : le 19 décembre prochain, les contrats à terme sur indices boursiers, les options à terme et les options sur actions arriveront en même temps à échéance. • Qui achètera? Qui vendra 3 • dissit un pro-fessionnel.

	Cours 5 déc.	Cours 12 dec.
Alcos ATT Bosing Chase Man. Bank Du Punt de Neurours Bestman Kodak Exxon Ford	34 5/8 27 1/2 51 7/0 37 3/8 89 7/8 66 7/8 69 1/2 58 5/8	32.7/8 26.3/4 51.1/4 36.7/8 86.1/2 68.1/8 71.1/2 56.1/8
General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil	86 1/2 71 1/8 42 3/4 126 3/4 54 1/2 38 7/8	84 1/4 69 5/8 42 3/4 126 1/2 53 3/4
Pfizer Schlemberger Tenseo UAL Inc. Union Carbide US X. Westinghouse	62 7/8 33 3/4 34 1/2 59 1/8 23 21 1/4 60 1/4	61 33 3/8 34 1/2 58 22 1/2 21 1/8 59 5/8
Xerox Corp	617/8	60 7/8

LONDRES Hausse des pétroles

La perspective d'une hausse des prix du beut, que pourrait entraîner ane forte réduction de la production si les pays de l'OPEP réanis à Genève parvensient à s'entendre sur ce point, a fait grimper les valeurs pétrolières à Londres. D'autant plus vite que la Banque d'Angleterre prévoit un prix du baril à 20 dellars pour 1988.

Les fonds d'Etat ont réagi en hausse pour le même raison, Les industrielles ont suivi le mouvement d'assez loin. Relative fermeté des magasms et des banques. Les actions British Gas ont containé d'être recherchées.

Indices «F.T.» du 12 décembre : industriclies, 1 280,4 (contre 1 268,5); suines d'or, 311,7 (contre 326,3); Fonda-d'Etat, 82,24 (contre 81,64).

	Cours 5 déc.	Cours 12 dec.
Shell	412 334 674 307 311 773 11,68 905 14 1/4 11 3/64 21 37/64 386 33 7/8	415 332 688 288 308 770 13 11/16 955 14 1/2 11 943 21,9 387 35 13/32
(e) To dollar		

FRANCFORT Léger tassement

Le plus grand calme a régné sur le marché allemand, cà les cours out évo-lué assez irrégulièrement pour se tasser-légèrement à la veille du wock-end. Les étrangers sont restés l'arme au pled, et le goufiement de la masse monétaire a éloigné l'espoir d'une baisse des taux. Indice de la Commerzback du

12 décembre : 2051,1 contre 2072,7.		
	Cours 5 déc.	Cours 12 660
AEG BASF Bayer Commerciank Deutschebnik Hoeckst Kassteit Mamearnan Siemess Volkswagen	339,30 274,78 318 319 839,50 267,30 501 182,50 755,20 429,20	341,80 276,81 317 311 822,51 248 466 179,50 749,90

TOKYO An voisinage du sommet

L'avance des cours s'est poursuivie; mais à une cadence ralentie, le mouvement ayant, d'antre part, été entrecoupé par quelques baisses passagères. Mais le marché s'est retrouvé, on fin de semaine, ao voisinage immédiat de ses plus hauts niveaux historiques atteints le 20 août dernier (18 936 points au Nik-

	Indices 18 830,64	Contre 1	cembre :	Nikker
	générsi : i	568,51 (o	ontre 1 54	6,91)
'n			-	

	Cours! 5 déc.	Cours 12 déc.
Akai Bridgestone Canon Fuii Rank	396 781 1 090 1 710	388 737 1 059 1 700
Honda Motors Matsushita Electric Minsubithi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	1 310 2 060 484 3 610	1 290 2 868

Cure de repos pour l'eurofranc

Le marché international des capitanx commencera vraisembla-blement l'année 1987 sur une note haussière. Si la tendance actuelle paraît neutre, la raison en tient an traditionnel ralentissement de l'activité de fin d'année. Les livres se ferment. Les comptes s'apurent. Toutefois, l'optimisme règne. Les taux d'intérêt américains devraient se détendre davantage à partir de

Senk dans ce beau concert, les Allemands continuent à jeter une note discordante qui, entre autres, pèse sur le franc français. La communauté bancaire internationale estime qu'il faudra attendre le mois de février pour que Bonn réa-gisse. Une fois les élections passées outre-Rhin, un réalignement moné-taire devrait intervenir pour réajuster, à l'intérieur du serpent euro-péen, les parités vis-à-vis d'un deutschemark trop puissant, et tout particulièrement la relation entre le DM et la devise française.

Dans son télex hebdomadaire, la division « marchés des capitaux » de la National Westminstnr (County NatWest), estime qu'afin (County NatWest), estime qu'afin de regagner le prestige perdu dans la saga estudiantine, le gouverne-ment Chirac vondra accélérer la reprise économique en France. Cet objectif se conciliant difficilement avec des tanx d'intérêt élevés, et encore moins nvec la récente hausse intervenue à la suite de l'épisode universitaire, le premier ministre français aura grand besoin, de négocier avec Born un réajustement des parités entre les monnaies des deux pays concernés. Une telle perspective est bonne pour les euro-obligations libellées en francs français qui procurent,

Pordre de 9 %.

Morgan Grenfell, autre banque

le bénéfice net du groupe Buitoni passera de 85 millions de francs cette aumée à 115 millions en 1987. Morgan Grenfell, autre banque britannique fortement orientée sur l'activité internationale, se montre également confiante à l'égard du marché français des capitanx.

Le Trésor français s'était déjà montré sage en limitant à quelque 1,2 milliard de francs le montant nouvelles euro-émissions libellées dans la devise tricolore pour le mois de décembre. Le Crédit national avait, au début du mois et sous la garantie de la République française, ouvert avec succès ce calendrier nvec une transaction de 500 millions de franca français sur cinq ans. Le bon accueil était surtout le résultat d'une structure de taux d'intérêt à taux variable qui permettait aux prêteurs d'opérer soit à partir du taux en vigueur sur les dépôts en eurofrancs, soit de celui pratiqué snr le marché domestique français.

Soncieux de ne pas se laisser prendre dans les filets d'un taux d'intérêt qu'ils ne contrôlent pas (l'eurofranc), les prêteurs se sont, en quasi-totalité, révélés français parce que mieux à l'aise à l'égard du franc intérieur. Dans la foulée, la Banque européenne d'investisse-ment (BEI) devait lancer un euroemprunt à taux d'intérêt fixe de l'ordre de 700 millions de francs français sur cinq ans. L'opération est maintenant reportée à l'an pro-chain. Tonte provisoire qu'elle puisse être, la remontée des taux d'intérêt à court terme en France à la suite de la révolte universitaire à Paris, a provoqué des remous qu'il vant mienx laisser se résorber

Des raviolis dorés à point

ralentit, pour l'instant, par suite des impératifs de fin d'année, l'intérêt pour les émissions internationales d'actions ne se dément pas. Après le succès incontestable remporté par Saint-Gobain en France (l'équivalent d'enviroa milliard de dollars) et celui, beaucoup plus grand en volume, de l'Office du gaz britannique (9 milliards de dollars), oa attend Paribas durant la seconde monté de janvier. Son succès est également assuré non seulement sous l'effet de résultats brillants mais aussi perce que Paribes est un nom

universellement commu. En attendant la venue de la l'attention se concentre sur d'autres ce thème La Reynière s'est tourent. Lancée en début de semaine, la proposition consiste en 840 000 actions, dont la particula-rité est d'être exclusivement réservées aux investisseurs domiciliés dire aussi que la BNP estime que

Si l'appétit pour les transactions hors de France. Offerte, lundi, à Si l'appetit pour les transactions enro-obligataires classiques se un prix de 530 F par action, soit une décote de 5 % par rapport à une décote de 5 % par rapport à un prix de clôture antérieur en Bourse de 555 F, la transaction était deux fois et demie souscrite le lendemain mardi, tandis que, sur le « marché gris », le titre se traitait à 560 F.

La Suisse, certainement friande La Suisse, certamement france de ce qui ressemble à un cannelloni raccourci, a, à elle seule,
absorbé 40 % de l'émission. Les
pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique,
le Luxembourg et la GrandeBretagne out également monté un
vif intérêt à l'égard d'un groupe en
pleine croissance. La BNP a brillamment dirigé l'opération avec, à
ses côtés, la très britannique Warses côtés, la très britannique Warburg Securities et le Creon agrigrande dame de la rue d'Antin, cole. A oux trois ces établissements out contrôlé 85 % de la distribution opérations. Même si l'on a'est pas du papier, le solde étant alloué aux opérations. Même si l'on a est pas un fanatique de raviolis — et sur ce thème La Reynière s'est tou-jours montré peu prolixe — l'offre de Buitoni ne peut laisser indiffé-rent. Lancée en début de semaine.

Les sociétés françaises se montrent décidément en verve en cette fin d'année. Avant que Peugeot vienne, avec délice, tâter le marché de l'eurolire italienne dont la création remonte à seulement quatorze mois, Rémy-Martin s'était tourné vers l'ECU et Rhône-Poulenc vers le florin néerlandais. Les 50 milliards recherchés sur cinq ans par Pengeot représentent la dixième transaction en eurolires. Offerte à nn prix de 99 avec nn conpon amuel de 10,25 %, elle a été très bien recue.

L'attrait pour les coupons élevés reste très vif parmi la clientèle pri-vée. L'euro-émission de 40 millions vée. L'euro-émission de 40 millions d'ECU sur einq ans lancée par Rémy et associés du groupe Rémy-Martin avait vu le jour nvec des conditions serrées: un coupon de 7,625% sur un prix de 101,625. Mais, grâce à la maestria de la Société de banque suisse à Londres (SBCI), l'une des rares banques à maîtriser le marché de l'ECU, le maîtriser le marché de l'ECU, le papier s'est bien placé en Suisse.

Pour sa part, Rhône-Poulenc a commu un très beaux succès avec les 250 millions d'obligations en florins qu'elle offrait sur le marché intérieur hollandais. D'une durée de buit ans, l'emprunt qui sera émis an pair comporte un coupon de 6,75%, niveau attrayant pour nne devise anssi forte.

C'est au travers d'une opération complexe mais combien parfumée, qu'Yves Seint Laurent a drainé, en l'espace d'une semaine, quelque 930 millions de dellars destinés à financer l'acquisition de la division parfum et cosmétique de Charles of the Ritz. La transaction qui était, à l'origine, prévue pour 465 millions a pu être doublée; elle est attrayante par son aspect capital-risque. Ce n'est, en effet, pas pour se laisser griser par des senteurs d'Opium que Carlo Bene-detti s'est engagé dans l'aventure YS L. Malheureusement, elle est essentiellement réservée aux institutionnels. L'investissement minimum est de 135 000 dollars et la cotation du titre a'est pas pour

Pour torminer, soulignous le succès assez extraordinaire de la Caisse nationale des télécommuni-cations (CNT) dans un secteur relativement nouveau celui des crédits syndiqués en francs français intérieurs. La CNT qui, huit jours plus tôt et sans l'ombrelle de l'Etat, avait offert aux banques de participer à un crédit par accepta-tion renouvelable («revolving») snr elaq aas de l milliard de francs, s'est vue proposer 3,6 milliards. La qualité de la signature, des coaditions adéquatos, et l'absence d'encadrement sont les principanx ingrédients d'uno recette concoctée nvec autant de succès que de brio par le CCF qui dirige l'opération.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Une alerte sur le franc

Le début de la semaine a été - chaud » pour le franc, victime de la crise des universités, avant qu'un progressif retour au calme le ramène progressi remai à sa base de départ. Fait notable, la Banque de France, contrairement à son habitude des derniors mois, n'est, à nueun moment, intervenue directement sur le marché en vendant des marks, comme elle l'avait encore fait le vendredi 5 décembre. En revanche, elle a mamé l'arme des taux avec une certaine vigueur (voir en rubrique marché monétaire et obligataire).

Lundi matin, la Banque de France s'attendait sinon à une forte attaque contre le franc, du moins à des sorties de capitaux non négligea-bles. Les événements du weck-end, avec de spectaculaires affronte-ments entre « casseurs » et forces de police, notamment, étaient suscepti-bles d'impressionner l'étranger. De New-York, la veille nn soir, des opé-rateurs n'avaient-ils pas téléphoné pour savoir si Paris « c'était comme à Beyrouth = ? A la télévision, le spectacle de quelques véhicules en flamme et de CRS musclés poursuivant, matraque à la main, des manifestants casqués qui leur jetaient des pavés, ne pouvait que les impression-

Lundi matin à 9 heures, la Banque de France décidait de « laisser filer » le franc, le cours du marck à Paris bondissant à 3,2925 F, nouvean record historique, bien nu-dessus du pinfond officienx de 3,2760 F défendu depuis plusieurs mois. En mêmo temps, elle faisait monter le loyer de l'argent an jour le jour à pins de 8 % (9 % en pointe les jours suivants), en application des nouvelles règles qui régissent le marché interbancaire, soumis à de plus fortes variations depuis le 1 décembre dernier.

L'annonce, dans la matinée du lundi, de l'abandon du projet de loi portant réforme des universités, de nature à désamorcer la crise dans l'immédiat, avait ramené un peu de calme, et les jours suivants, la tension baissait progressivement. A la veille du week-end, le cours du mark à Paris était revenn à 3,2780 F, pratiquement au même niveau que le vendredi précédent. Retour à la case de grandes manœuvres, ou suppo-

départ, sans que la Banque de sées telles. Faute de réunion for-France soit pratiquement interve-nue, en vendant des devises : un beau succès technique.

Soulignons, néanmoins, que le relèvement des taux pratiqué en début de semaine par la Banque de France (un point) n'aurait pas été suffisant en cas de véritable attaque sur le franc. En fait, les milieux financiers internationaux n'ont pas, véritablement, manifesté d'inquiétude. Mais, comme sur la scène politique, cette mini-crise a laissé des traces: - le rouge est mis -, estime-t-on à Francfort, Zurich, Londres ou New-York, où l'on spécule ouvertement sur un réaménagement du sys-tème monétaire européen après les élections allemandes de janvier pro-

Le plus fort est que, en dépit d'un écart d'inflation de trois points entre la France et l'Allemagne, an bénéfice de ce dernier pays, les cofits de production montent moins vite dans notre pays qu'au-delà du Rhin, où les augmentations de salaire dépas-sent 4% en rythme annuel. La compétitivité de l'industrie française sur le marché allemand, loin de se dégrader, aurait même une légère tendance à s'améliorer.

Mais les sgnomes de Zurichs, comme anrait dit M. Wilson, l'ancien premier ministre britannique, s'attachent davantage à l'écart des prix à la consommation et aux grandes données » fondamentales » : excédent massif de la balance commerciale et forte croissance en RFA, sans oublier l'afflux de capitanx sur les places de ce pays, ce qui contribue à gonfler la masse monétaire et éveillo l'inquiétude de la Bundes-

A cette occasion, le gouvernement français n'a pas apprécié l'attitude de la banque centralo allemande, jugée peu responsable puisqu'elle a jugé bon de relever mardi son taux d'intervention en pleine crise du franc. A Paris, où la masse monétaire ne dérape pas, on estime qu'il faudrait mieux respecter les accords communantaires,

Tout cela se déroule sur un fond

melle du groupe des Cinq, M. Baker, secrétaire un Trésor des Etats-Unis, rendait visite, ce weekend, aux ministres des finances européens. Les milieux financiers n'ont pas manqué d'évoquer le grand pro-jet d'accord général sur les mon-naies destiné à compléter celui du 31 octobre, passé entre le Japon et les Etats-Unis, qui, pour l'instant, marche très bien : le dollar se main-tient imperturbablement dans la

zone de 161-163 yens. Il serait tentant d'associer Washington à l'accord européen de Glen-Eagles. Encore fandrait-il qu'une volonté américaine se manifestat, sans oublier les réticences allemandes. Est-il possible de maintenir des parités avec un déficit commercial américain aussi énorme, d'autant que, outre-Atlantique, on souhaite conserver une arme, celle de la baisse du dollar, contre une Europe encore trop rétive. Si le yen est proche de son accord historique, le mark est encore éloigné de 10 % de ses cours du début 1980 par rapport à la devise américaine.

Cette semaine, le « billet vert » s'est notablement raffermi. Une demande commerciale assez soutenue, à l'approche des échéances de fin d'année, y a contribué. A joué dans le même sens, l'annonce d'une augmentation de 0,5 % des ventes de détail aux Etats-Unis en novembre (+ 0,9 % hors ventes d'automobiles chiffre le plus élevé depuis juillet 1985). De même, un gonflement des stocks de 0,6 % a été bien accueilli, la hausse de 0,3 % du prix à la production était considérée comme · nentre ».

Contrairement aux prévisions de certains experts réputés, effectuées au lendemain des élections américaines de novembre, le dollar, sauf accident, ne se retrouvera vraisemblablement pas à 6 F à Noël...

FRANÇOIS RENARD.

LES MONNAIES DU S.M.E.":

DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE -0,75 -1,25 -1,50

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le nickel banalisé

Après l'adoption, le 2 décembre, par l'Assemblée générale des Nations unies d'une résolution affir-mant le droit inaliénable du peu-ple de la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'indépendance -, on pouvait s'attendre à une réaction haussière des cours du nickel. Le «caillou» ne recèle-t-il pas environ 30 % des réserves mondiales de cette matière première, que le général de Gauile considérait naguère comme un symbole d'autonagnère comme un symbole d'anti-nomie de la France vis-à-vis de l'Union soviétique et de l'Amérique dn Nord, respectivement premier et second producteurs mondiaux?

An London Metal Exchange, les opérateurs n'ont vu dans cette posi-tion des Nations unies ancune raison

ſ	PRODUITS	COURS DU 12-12
	Cuivre la. g. (Lonius) Trois mois	952,5 (- 6,5) Livres/tonne
	Alemintum (Ludes) Trois mois	810,5 (+ 10,5) Livres/toans
Ì	Nickel (Lautes) Trois mois	2 530 (- 57) Livres/tonne
	Sparse (Paris) Mars	1 215 (= 25) Francs/tomac
	Café (Ludres) Innvier	1 865 (- 110) Livres/tones
	Cacao (New-York) Décembre	1 828 (+ 1) Dollars/tonns
	Biž (Chicago) Décembre	279,75 (- 5,25) Cents/boissess
	Mais (Chemp) Décembre	154,50 (- 6,5) Cents/bossess
	Soja (Chicago) Décembro	145,76 (+ 8,20) Dollars/L courte

. .

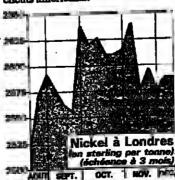
de se précipiter pour acheter du mo-kel. Les prix ont au contraire nettement reculé, perdant 34 livres pen-dant la sonle séance du 11 décembre. Ils clôturaient jeudi à 2 550 livres par tonne. Baptisé à l'origine « métal de Satan » — en raison de l'incapacité des chercheurs du dix-neuvième siècle de le séparer du cuivre (on parlait de Kupfernic-kel). – le nickel n'a aujourd'hui plus rien de diabolique, ni de straté-

La sarproduction mondiale, conjuguée à la stagnation de la demande, l'a banalisé. Utilisé pour 56 % de sa consommation dans les aciers inoxydables, il subit de plein fouet la crise de la sidérurgie. Le ralentissement des programmes nucléaires – les cuves des centrales sont recouvertes d'un « beurrage » de nickel – accentne son déclin-Aussi les grands producteurs se livrent-ils à une bataille de prix virulente pour conserver leurs parts de marché. Les firmes canadiennes Inco et Falconbridge et la société Le Nickel (SCN) doivent faire face à des ventes intempestives de Mos-cou sur le marché libre, à des prix

défiant souvent toute concurrence. Le 5 décembre, le secrétaire américain un commerce, M. Baldrige, a amoncé la levée de l'embargo des Etats-Uris sur le nickel soviétique décrété en 1983. Les Américains craignaient à l'époque de se faire livrer à leur insu du métal fabriqué à partir du minerai cubain, alors que toutes relations économiques étaient rompues avec La Havane depuis l'épisode de la baie des Cochons, un début des années 60.

En redonnant libre accès au nickel soviétique sur leur territoire un assainissement prochain du mar-Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semune sur l'autre par le désir d'encourager Moscou à variation d'une semune sur l'autre.

réaliser des progrès dans le domaine des droits de l'homme...), les Etats-Unis ont en réalité mis à l'épreuve leurs fournisseurs canadiens. Dans le climat actuel de pléthore, les clients sont maîtres du jeu sur le ter-rain des prix. Le marché du uickel est devenu un « marché d'acbe-teurs ». S'ils ne veulent pas être menaces par le métal - venu da froid -. Inco et Falconbridgo devont sans doute consentir un effort supplémentaire en matière de tarifs à l'égard de leurs voisins et clients américains.



En Nouvelle-Calédonie, les pro-ducteurs ne sont pas mieux lotis. Le recul du dollar ajoutant ses effets aux excédents, les prix du minerai ont baissé de 40 % en un an. Malgré ont baissé de 40 % en un an. Malgré ce vif recul, le Japon — principal client des petits mineurs du territoire et de la SCN — s'approvisionne de plus en plus en Indonésie et en Chine, où les coûts de production (en raison de faibles charges sala-riales) sont moins élevés. Qui oserait, dans ces conditions, parier sur

, ERIC FOTTORINO.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 au 12 décembre (La livre inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEU.	Franc français	Franc	D. mark	Franc beign	Floria	Lice italianta
			-	-		-		
ondres	-			-	-		-	
	1,4265		15,0784	58,8235	49,4193	2,3752	43,7254	0,0714
New-York	1,4270		15,3315	60,1685	59,2268	2,4143	44,4444	0,072
	9,4605	6,6320		390,11	327,75	15,7529	289,98	4,7371
Park	9,3076	6.5225		392.45	327,60	15,7472	289,89	4,723
	2,4258	1,7660	25,6338	_	84,9128	4,8388	74,3331	1,214
Zarich	2,3717	1,6620	25,4810	-	83,4756	4,8126	73,8667	1,203
	2.8865	2,0235	30.5110	119.03	-	4,8064	\$8,4783	
Franciert	2.8412	1,9910	38,5251	119.89	-	4.8069	88,4889	
	68,0556	42.10	6.3480	24,7647	288,55	-	t8,4084	
Brauniles	59,1063	41,42	6,3503	24,9218	208.04	-	18,4989	2,999
	3,2624	2,2870	34,4851	134.53	t13,62	5,4323	•	1,633
Amsterdam	3,2168	2,2500	34,4960	135.33	t13,01	5,4371	-	1,629.
	1997.10	3400	211,10	823,53	691,87	33,2541	612,15	
Miles	1970,69	1381	211,73	830,73	693,62	33,3414	613,78	-
	232,66	163,10	24,5923	95,9411	80,6029	3,8741	71,3161	
Tokyo	231,39	162,15	24,8601	97,5632	81,4415	3,9147	72,8667	0,117

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 12 décembre, 4,066. 4,0225 F le vendredi 5 décembre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Nouvelle secousse

Pauvre marché obligataire fran-cais et pauvre MATIF! A peine esquissaicm-ils un timide rétablissement qu'ils recevaient un grand conp sur le nez avec une alerte sur le franc, qui contraignait la Banque de France à relever brusquement le loyer de l'argent sur la place de Paris. Du coup, leurs cours replongeaient et un certain pessimisme réapparaissait.

D'une semaine à l'autre, les rendements se sont à nouveau tendus, poussant, pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 8,40 % à plus de 8,60 % et atteignant 9,55 % sur les emprunts du secteur public. Sur le MATIF, l'échéance décembre, qui était passée, la semaine dernière, de 107,25 à 108,50, est retombée à 107,20, celle de mars s'est retronvée à 107,15 contre 108,35, colle de juin à 106,95 contre 108,15 et celle de septembre à 107,05 contre 108,15 égale-

Le lundi 8 décembre, redoutant une attaque sur le franc à la suite d'une aggravation de la crise des universités, la Banque de France se résignait à utiliser l'arme des taux d'intérêt en portant brutalement, de 7,50 % à 8,50 % le taux de ses pensions à sept jours, l'un des deux jalons qui balisent les évolutions de marché interbancaire après le bigbang du 1ª décembre dernier.

Immédiatement, le loyer de l'argent au jour le jour s'élevait de l'argent au jour le jour s'élevait de 7,50 % à 8,25 %, retombant mardi après son vif recul des quinze derniès 8 % pour toucher 9 % mercredi

et revenir graduellement à 8 % à divorce entre taux longs et taux la veille du weck-end, un bon courts, signalé la semaine dernière demi-point au-dessus du niveau de la semaine précédente.

Une telle poussée de fièvre ne manqua pas d'envoyer incontinent
« au tapis » un marché obligataire
encore très fragile et un MATIF
écorché vif, qui a perdu plus d'un point en buit jours, revenant à la case départ. Le mai fut aggravé par les signaux venus d'outre-Rhin, où la Banque fédérale d'Allemagne portait de 4,50 % à 4,60 %, son taux de prise en passe, selon son parte par les fants de la constant porte-parolo, étant · la consé-quence logique d'une forte demande des banques à l'approche de la fin de l'année ».

La fin de l'année n bon dos : la progression de la masse monétaire allemande s'effectue actuellement an rythme amuel de 7,90 % contre 3,5 % à 5,5 % prévus normalement, un dépassement dont la Bun-desbank se préoccupe vivement.

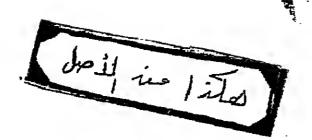
En milien de semaine, le loyer de l'argent an jour le jour atteignit 5 % outre-Rhin pour revenir ven-dredi à 4 3/4 % environ. Cela ne fut guère de nature à réconforter le marché de Paris qui, plus que jamais, a les yeux rivés sur celui de Francfort. Il convient de noter, néanmoins, que le taux de rendement des emprunts à long terme on

dans ces colonnes.

A Paris, sur le marché primaire la «diète hydrique» se poursuit, avec de mini-émissions d'un montant unitaire de 500 millions de francs: deux pour la caisse cen-trale de Crédit mutuel (TMO et taux fixe de 9,40 %) et un pour le BRED (TMO). Ces émissions sont destinées aux réseaux de ces éta-

A l'approche de la fin de l'année, les opérateurs se partagent toujours en deux clans. D'un côté les optimistes, qui pronostiquent toujours une nouvelle baisse du taux nu premier trimestre 1987, à la faveur d'un assouplissement de la politique de la Bundesbank et, le cas échéant, après un rajustement du système monétaire euroment de système monetaire euro-péen intervenant au lendemain des élections législatives allemandes; de l'autre, les pessimistes, qui, mal-gré la faible augmentation des prix de novembre (+ 0,1 %), redoudent quelques «mauvais indices», au premier trimestre 1987, en raison de la libération des tarifs des services, susceptible de relancer les craintes d'une petite poussée inflationniste accompnance d'une hausse des taux.

Cette divergence dans les prévisions expliquent les tiraillements qui affectent le marché de Paris et rendent son comportement tout à fait aléatoire.



16 Dimanche 14-Lundi 15 décembre 1986 -

Le Monde

ÉTRANGER

- 3 Inde : regain de tension avec
- avec les communiatea
- a'ouvrent dans la suspicion. 4 Afrique du Sud : M. Botha campagne de terreur de l'ANC.

POLITIQUE

- 5 Le conseil de cabinet à l'hôtal
- tour M. Fabius. L'affaira du € vrai-faux pa

port a d'Yves Challer.

SOCIÉTÉ

- 7 Le sort des docteurs Diallo et
- Les aveux d'un gardien de k paix au sujet de la mort de Malik Oussekine.
- Sports: la Coupe de l'Ame-
- 12 Le rétablissement du secteu privé dans les hôpitaux.

- 9 Les Vampires, de Louis Feuil-lade, au Théâtre de Chailot.
- Paul Simon raconte sa rencontre avec la musique sud-10 Communication : le conflit à

ÉCONOMIE

- 13 Prix : les bons résultats de
- RFA : le patronat se dote d'un président ouvert au dialogue.
- 14 Revue des valeurs 15 Crédits, changes

SERVICES	
Carnet	12
Météorologie	12
Mots croisés	
Programmes des spectacle	s 11

La fin du conseil atlantique de Bruxelles

Le communiqué commun insiste sur une limitation à 50 % de la réduction des forces nucléaires stratégiques

BRUXELLES de notre correspondant

La réduction des forces nucléaires est une bonne chose, à condition qu'elle s'opère de manière progressive, après vérification, et que le dossier soit traité avec toute l'attention nécessaire, et en tout état de cause il est exclu pour le moment de réduire au-delà de 50 % l'arsenal nucléaire stratégique de l'Occident : voilà en substance ce que les alliés européens des Etat-Unis ont dit an secrétaire d'Etat, M. George Shultz, au cours de la session d'hiver du conseil atlantique qui s'est tenue jeudi 11 et ven-dredi 12 décembre à Bruxelles (le Monde du 13 décembre).

Réunis pour la première fois tous ensemble depuis la rencontre de Reykjavik, en octobre dernier, entre M. Reagan et M. Gorbatchev, les pays européens de l'OTAN ont ainsi roulu manifester lenr crainte de voir les Etats-Unis s'engager avec trop de précipitation dans un processus de désarmement nucléaire.

Les alliés de Washington éprouvent aussi une autre crainte : celle de voir les Américains oublier les autres dossiers - les droits de l'homme notamment - en discus-sion avec les pays de l'Est. Les Français - qui participent aux réunions du conseil atlantique - u'ont pas été les phis timides pour rappeler ce point à M. Shultz.

Dernière mise en garde des Européens : attention à ne pas oublier les négociations sur les armements plus urgentes que progressent les discussions sur le nucléaire.

M. Shultz a-t-il tenu compte de ces différentes demandes ou inquiétudes européennes? Oui, dans une très large mesure, serait-on tenté de répondre à la lecture du communiqué final publié à l'issue de la réunion. Nous nous félicitons des progrès accomplis à Reykjavik, déclarent ainsi les ministres des affaires étrangères de l'alliance, vers un accord sur des réductions de 50 % des forces stratégiques affen-sives des Etats-Unis et de l'Union soviétique, et vers un accord sur les missiles nucléaires intermédiaires à plus longue portée. -

Cette limitation à 50 % de la réduction des armes nucléaires stratégiques - alors que les Américains ar dix ans - a été essentiellement négociée par les Britanniques et les

Français. La Grande-Bretagne, en revanche, soutenne par les pays européens qui abritent les fusées nucléaires à moyenne portée, s'est prononcée pour l'élimination totale des missiles Pershing et Cruise, en échange, bien eutendu, de la sup-pression parallèle par l'URSS des SS-20 situés à l'ouest de l'Oural.

Formulation vague

En ce qui concerne, enfin, les futures négociations sur la réduction - la - maîtrise -, précise-t-on à Bruxelles, pour bien marquer le déséquilibre existant au départ entre l'Est et l'Ouest - des armements canventiunnels, le cumprumis adopté jendi permet - tant sa formulation est vague - de satisfaire les principanx intéressés, et notamment les Français et les Américains. Ces derniers pourront se féliciter de voir Paris - qui avait bondé les négociations MBFR de Vienne d'accord maintenant pour s'asseoir à une table de négociation. Certes, répliquent les Français, mais ces futures discussions seront bien différentes. Il s'agira d'abord de parler avec les pays de l'Est de la diminution des armements conventionnels sur tout le territoire européen, de l'Atlantique à l'Oural, et non plus seulement en Europe centrale. Ensuite, la méthode de négociation sera tout autre, puisque ces pourparlers regrouperont tous les pays de la CSCE - Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe - et se

Les Américains, et d'antres délégations européennes, estimaient toutefuis que, concrètement, les véritables négociations ne pourront se faire que «de bloc à bloc», c'est-àdire entre l'Otan et le pacte de Var-sovie. M. Shultz, dont le premier objectif, en arrivant à Bruxelles, était de rassarer les Européens quant à la permanence de la politique extérieure d'une Maison Blanche éclaboussée par le scandale des livraisons d'armes à l'Iran, u'a sans doute pas voulu polémiquer trop avec les Français, préférant enregistrer l'accord intervenu, aussi alambiqué poisse-t-il être, et attendre la sanction des faits.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Pour les onze premiers mois de l'année

La balance commerciale de la France en déficit de 2,6 milliards de francs

Le commerce extérieur de la France ne se redresse pas. Il est resté déficitaire en novembre de 0.6 milliard de francs en données corrigées des variations saisonnières et légèrement excédentaire (+ 0,4 milliard) en données brutes. Compte tenn des rectifications des valeurs provisoires des mois précédents, le déficit s'élève pour les onze premiers mois de l'année à 3,9 milliards de francs en données brutes et à 2,6 milliards en données corrigées.

Le ministère du commerce extérienr, qui a diffusé ces résultats le vendredi 12 décembre, rappelle que, pour la même période de 1985, le déficit était de 22,7 milliards en données brutes et de 21,2 milliards en données corrigées. Mais comparaison n'est pas raison.

En 1986, il s'est produit une rupture par rapport aux cinq années précédentes : la facture énergétique qui était restée très élevée, de l'ordre de 175 milliards de france en moyenne de 1981 à 1985, a diminné de près de moitié cette année.

On aurait du en trouver trace dans les résultats de la balance commerciale. Or, il n'en est rien. Hors énergie comme le montre le tableau ci-joint (1), l'excédent a été plus de deux fois supérieur en 1985 par rap-port à 1986. La facture énergétique du mois de novembre (5,8 milliards de francs) est presque trois fois moins élevée que la moyenne men-suelle de l'année dernière.

Tout s'est joué sur les produits manufacturés, dont l'excédent compensait en grande partie ce que nous contaient les approvisionnements en pétrole. Si cet excédent s'était maintenu au niveau de 1985, il aurait efface, en 1986, le déficit énergétique. Le solde agro-alimentaire resté au même niveau, on en scrait. arrivé à un excédent de l'ordre de 20 milliards de francs... comme l'avait un instant imaginé l'INSEE au début de l'année. Mais, dès le mois d'avril, M. Michel Noir, minis-

· Les tarifs hospitaliers pour 1987. - La hausse des tarifs hospitaliers prévue par la gouvernement sera de 2,3 % en 1987. Pour le secteur public, le « taux directeur » sera de 1,9 % : a'y sjoutera une marge de radéploiement de 0,4 % à la disposi-tion des préfets; pour les établissements privés, la hausse est de 2,12 % à partir du 1º jenvier, avec un supplément pour harmonisation des tarifs de 0,2 % à partir du loope » de 46 millions de francs.

sur l'année, voire un simple équili-bre. Les faits lui ont donné raison. La France a pâti, cette année d'un écart de conjoncture, compara ble en bien des points à celui qu'elle a connu en 1982. A cette époque, le solde industriel s'était considérablement réduit jusqu'à 28,2 milliards de francs, pour se redresser par la suite et atteindre, au plus fort, 94.3 milhards en 1984. Le manque de compétitivité de l'industrie francaise est à nouveau flagrant. Nos

tre du commerce extérieur, avait

fermement écarté cette prévision,

n'annonçant qu'un léger excéden

demande intérieure des ménages. Si les importations de produits manufacturés progressent d'environ 5 % en 1986 c'est, en effet, que la ommation des ménages a co nne forte hausse, de l'ordre de 3,3 % sur l'ensemble de l'année contre 2,5 % en 1985 et 1,1 % en 1984. Pour les seuls produits industriels, le demande a augmenté de 5,7 %, ce qui correspond à peu de chose près à l'effort d'importation.

industriels paraissent incapables de répondre à la moindre reprise de la

FRANÇOIS SIMON.

(1) Les données du tableau différent des résultats communiqués par le minisétant calculés FAB-FAB et corrigés des variations saisonnières. Les com sons d'une aunée sur l'autre n'en de

Evolution des échanges sur onze mois

(Soldes CAF FAB en milliards de francs)

	1945	1986 (1)	
Total des merchaniless	- 53,8	- 28	l
Problés sandactoris Energie Problés agro-elementaires	- 166,6 28,3	31 31 37	
CAE.	٠. ٠		•

Le conseil d'administration de l'ACP approuve l'offre de reprise de M. Ian Maxwell

l'Agence centrale de presse (ACP) a approuvé, vendredi 12 décembre, a approuve, venerent 12 decembre, l'offre de reprise faite par M. Ian Maxwell, fils du patron de presse britannique, Rober Maxwell (le Monde du 12 décembre). Après avoir enregistré l'avis favorable du comité d'entreprise, le conseil d'administration s'est, en effet, engagé, à le majorité des présents, cette proposition soit acceptée par

Si cette prise de position a bien sûr satisfait M. Ian Maxwell – qui s'est aussitôt après engagé à redres-ser l'agence et « contribuer ainsi au intien et au développe pluralisme en France », - elle a été galement bien reque par le person-

Contrôle à main armée

10 décembre, le gardien et le rue Vitruve (20°) sont intrigués par la présence d'un groupe de cinq à six jeunes gens dans le parking au deuxième sous-sol. Plutôt que d'appeler la police, ils préviennent un résident de l'immeuble, M. Patrick Arcas, quarente-deux ans, directeur d'une société de gardiennage dont la moto avait été dérobée quelque temps auparavant.

Arme d'un fuell de chasse, M. Arcas descend au parking avec les deux hommes et, per venu devant le groupe suspect, exige, en brandis que chacun présente ses papi

M. Arcas a été écroué ven dredi 12 décembre, sous l'inculpation de coups et blessures valantaires avec arme, par M. Claude Grellier, juge d'ins-truction à Paris. Meis devent les enquêteurs il a présenté une sutre version. Le coup sersit parti malencontreusement, alors que le jeune homme essayait de

Dana la nult du 9 au

L'un d'eux, Xavier Benezant, dix-sept ans, refuse ce contrôle d'idemité à main d'armée. Mais le coup part, l'atteignant er plein visage. Gravement blessé, il semble pourtent être hors de danger, mais risque de rester

Manifestation des victimes des incendies criminels de Paris

CSCE: minute de silence Dour Anatoli Martchenko

La délégation soviétique à la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui a repris ses travaux à Vienne le 4 novembre demierl a quitté la salle des séances, le vendredi 12 décembre, pour protester contre le fait que le chef de la délégation américaine, M. Warren Zimmermann, demandait à l'assistance d'abserver une minute de silence en mémoire du dissident Anatoli Martchenko. récemment mort en prison. Les délégués bulgares ont également quitté la table des négociations pendant l'hommage au défenseur des droits de l'homme en URSS.

Plusieurs orateurs occidentaus ont évoqué son ces au cours de leurs interventions de vendredi. rappelant notamment que ses idées lui avaient valu de passer plus de vingt ans en détention.

Le numéro du « Monde » daté 13 décembre 1986 a été tiré à 496 963 exemplaires



ABCDEFG

La rue demande un toit

A l'appel d'un collectif réunissant une trentaine d'associations locales, les rescapés des incendies criminels et les habitants du vingtième arrondissement devaient manifester samedi 13 décembre sous les fenêtres du maire, M. Didier Bariani, conseiller (radical) de Paris et secrétaire d'Etat aux affaires

Ouatre manifestations en deux semaines, autant que d'incendies dans les hauts de Ménilmontant, l'émotion, la peur et maintenant la colère sont aux dimensions du choc qu'a subi ce vieux quartier. En quel-ques mois, dix-neu! personnes, dont buit enfants, unt péri dans les flammes. Alors, aujourd'hui, l'angoisse s'est installée : crainte d'un nouvel «attentat», «Ils brûlent les étrangers », disent les enfants. Tous ont le sentiment d'être. peu à pen abandonnés par les pouvuirs publics. - Un toit pour Noël! -, scandent les manifestants

dans la froide grisaille de décembre. Letla Chadli, une jeuns mère tunisienne, habite au quatrième étage d'un immeuble à risque : escalier de bois, sept locataires par étage, beaucoup d'immigrés, pen d'issues. Pour s'échapper en cas d'incendie elle vient d'acheter un long et solide cordage qu'elle a ins-tallé devant sa fenêtre. L'anecdote a fait le tour de quartier, mais personne ne songe à en rire. D'autres locataires ailleurs réclament à cor et à cri qu'on fixe une serrure à la porte de leur immenble. Et ces rondes de police qu'on regardait naguère avec méliance, on les tronve bien rares à présent.

de la PJ font leur métier. Analyses de laboratoire, relevé minntieux d'indices. Le lent et fastidieux travail des vérifications et des pistes à survre est en cours. Mais les habitants s'impatientent et trouvent que l'enquête piétine. Les sapeurspompiers eux-mêmes sont mis en cause. Pourquoi out-ils mis tant de temps à descendre de la caserne Saint-Fargeau, toute proche?

Ici, il ne fait de doute pour personne que les incendies aient en un caractère raciste. Sur les soixante dix-sept familles sinistrées, les trois quarts environ sont d'origine étrangère. Cette constatiun surprend, déronte, et finalement seme la frayeur, car, à Ménilmontant, formidable melting pot, la vie serait impossible depuis lungtemps si l'intolérance raciale ou religieuse s'y manifestait au quotidien. Yougoslaves et Turcs travaillant dans les ateliers de confection, Pakistanais et Sri-Lankais venus les rejoindre, boutiquiers asiatiques de Belleville. ouvriers portugais, maghrébias et africains, restaurateurs libanais, cohabitent sans problème. - Dans mon école, explique une directrice, j'ai 60 % d'étrangers de seize nationalités différentes. Beaucoup sons nés d la maternité de l'hôpital Tenor. Chez moi, ils apprennent à vivre ensemble et, à dix-huit ans, ils seront tous Français. » Trois éducatrices parcourent les quinze écoles du quartier pour initier les enfants aux différentes cultures. Souad, l'Algérienne, Marena, l'Africaine, et Lien Ke, l'Asiatique, une équipe de charme qui ne surprend plus personne. Chaque printemps, le Relais de Ménilmontant, la maison de quartier cù les adultes viennent

The Control of the Co

« Cette année, raconte l'organisa-teur, Maghrébins, Noirs et Portu-guis, tout le monde a fini par dan-

ser. .
« Moi, en tout cas, je me sens très bien à Ménilmontant, dit Françoise, une éducatrice. Et je ne suis pas la seule. Demandez donc aux vieilles dames qui sirotent leur café chez l'Algérien du coin si elles ont peur des Arabes : Elles vous rirons au nez, il y a un demi siècle qu'ils sont

Chambres d'hôtel

On a presque oublié que Jean-Marie Le Pen fit sa reatrée dans le vingtième arrondissement à l'occasion des élections municipales de 1983 et qu'à l'époque son local électoral fut incendié le premier. On ne l'a revn qu'nue fuis au conseil d'arrondissement. Ses militants au crâne rasé distribuent des tracts le dimanche sur la place des Fêtes, mais chacun, semble-t-il en avait pris son parti.

D'ailleurs, ce qui est vrai du côté de la rue de Belleville ne l'est poutêtre plus 200 mêtres plus loin, dans le secteur de la rue de Ménilmontant. Autant de villages, autant de solidarité. Là des monceaux de vêtements collectés pour les sans-abris'entassent dans une école. Et quel est le quartier de Paris qui pourrait mobiliser plusieurs centaines de personnes à quatre reprises ? Car, à présent, c'est la situation des sinistrés qui est au centre des préoccupa-

Roseline Bernard, l'une des responsables du collectif, a fait les comptes : soixante-dix-sept familles ont été chassées de chez elles par le feu, soit cent quatorze adultes et

cinquante-sept enfants. Que sont-elles devenues? Une douzaine, francaises pour la plupart, ont été relo-gées en HLM. Sept sont encore au foyer d'urgence de la rue Bandri-court, dans le treizième arrondissement, une quinzaine ont squatté un immemble proche de la rue de la Réunion, les quarante autres s'entas-sent dans des chambres d'hôtel. La sent cans des chambres d'hôtet. La première semaine était payée par le bureau d'aide sociale, mais ensuite la participation aux frais va crosssant. En deux mois, c'est la totalité du loyer qu'il fant acquitter, soit pour certains 350 francs par jour.

- L'immense majorité des sinis três sont des gens en situation régu-lière, dit Roseline. Ils payaient leur loyer, ils gagnatent leur vie et ils sont inscrits sur la liste des mal-logés deputs longtemps. Mals, avec 6000 francs par mols de salaire moyen, ils n'arriveront pas à payer l'hôtel. Or, les HLM n'en veulent

La mairie du vingtième arrondis sement ne sait plus très bien com-ment gérer une situation il est vrai difficile. Les sinistrés ont le sentiment que leur vie et leurs biens n'ont pas été protégés. Ils pensent qu'à présent on leur doit davantage que les secours ordinaires. Pas du dépaynage provisoire : un tost pour Noë!!

All ny en a pas -, leur répond on.
Or, le collectif a pu dénombrer des dizzines de logements socieux vacants dans le vingtième amondis sement. Pourquoi ne les attribue t on pas à ces prioritaires, demand il. « Ce sera le but de notre manifestation, dit un militant de l'Action catholique ouvrière, et, si nous avons l'impression qu'on veut se débarasser assez lachement de ces samilles étrangères, ce ne sera pas la dernière.

MARC AMBROISE-RENDU.

Le conseil d'administration de nel réuni en assemblée générale Celle-ci a tontefois rappelé « sa volonté de voir s'ouvrir une négociation afin que, en aucun cas, des

sent au fonctionzement de l'agence ». . Les actionnaires ne s ront définitivement que le 5 janvier prochain au cours d'une assemblée générale extraordinaire. La prise de contrôle, dont on imagine maf main-tenant qu'elle puisse être remise en

cause, deviait s'effectuer par une augmentation de capital de 12 millions de francs (il est anjourd'hui d'un peu plus de 6 millions). Pour permettre une complète apuration des comptes de l'ACP, placée sous la responsabilité d'un mandataire de justice depuis octobre dernier, M. Ian Maxwell se scrait engagé à ouvrir un crédit complémentaire de 6 2 8 millions. Cette procedure aurait pour avantage de maintenir an sein du capital de l'agence les représentants de la presse écrite qui y sont actuellement, ainsi que RTL. RMC et la Caisse des dépôts et

Mort du journaliste **Alain Pacadis**

Le journaliste et -night- clubber » Alain Pacadis est mort le ven-dredi 12 décembre, tué par son ami François Laurent. Ce dernier s'est rendu aussitôt à la police en déclarant avoir voulu le « délivrer » de son désespoir. Alain Pacadis était agé de trente-sept ans.

THE PROPERTY OF

Alain Pacadis travaillait pour Libération depuis les origines du journal. Il s'était spécialisé sous le bandeau - night-clubbing - dans le l'épicentre était le Palace. Mais toute autre mondanité était traitée par lui avec le même respect.

A Sarreguemines

Le meurtrier d'un jeune cambrioleur est écroué

M. Gavino Carpa, trente-huit ans, qui a tué accidentellement, jeudi 11 décembre, un jeune cambri français d'origine algérienne agé de direct, ans, a été inculpé vendredi soir par le juge d'instruction de Sarreguemines (Moselle) d'homicide involontaire. Il a été écroné.

Armé d'une carabine 22 long rific, M. Carpa avait donné l'ordre au jeune cambrioleur de descendre du toit de sa maison et l'avait fait allouger sur le sol pour le tenir en respect. Alors que le cambrioleur esquissait un geste, M. Carpa anrait frappé celui-ci avec le canon de son arme. C'est alors qu'un coup de feu a mortellement blessé le cambrio-

Coupe de l'America

Victoire de « French Kiss »

Au cours de la neuvième régate, disputée samedi 13 décembre, à Fre-mantie, *French Klas*, de Marc Pajot mantle, Prench Kiss, de Marc rajou a batta Engle de 2 ma 49 s. USA a batta America II de 2 ma 17 s. tandis que New Zealand et Stars and Striper l'emportaient respecti-vement contre Canada II et Italia. An classement les trois premiers, New Zealand, Stars and Stripes et French Kiss, restent aur leurs positions mais USA a ravi la 4 place à America II. (Lire page 7 L'article de notre envoyé spécial Gérard Alboury.

En raison de Pactualité la page « Régions » parality semaine prochaine (numéro delle nche 21-handi 22 décem

- (Publicité)-Table Ronde Lundi 15 décembre 1986

20 h 30 Les juils entre la tradition et a rupture

Asse: Grand Rabbin Chouchen
M. André Ginchemann
M. Ahrin Geismon
M. Ely Bon-Gal CENTRE RACHE

rd de Port-Boyel 75005 PARIS